

Le 20 mai 2022

Madame la Gouverneure, Monsieur le Gouverneur,

Au nom du Président du FIDA, j'ai l'honneur de me référer à l'article 6.8 a) de l'Accord portant création du FIDA concernant la nomination du Président ou de la Présidente du Fonds par le Conseil des gouverneurs.

Le Président en exercice du FIDA, Gilbert Fossoun Hougbo, a été nommé, avec effet au 1^{er} avril 2021, pour un second mandat de quatre ans prenant fin le 31 mars 2025. Le 31 août 2021, le Président a fait savoir au Conseil d'administration que le Gouvernement togolais avait présenté sa candidature aux fonctions de Directeur général du Bureau international du Travail (BIT). M. Hougbo a été élu le 25 mars 2022 et commencera son mandat au BIT le 1^{er} octobre 2022. Il incombe donc au Conseil des gouverneurs, à sa première session extraordinaire, d'examiner la question de la nomination du Président ou de la Présidente du FIDA.

La procédure de présentation des candidatures à la Présidence, définie à l'article VI.2 du Règlement pour la conduite des affaires du Fonds, vous a été communiquée le 30 mars 2022. Aux termes de l'article concerné, les candidatures doivent être soumises au plus tard 60 jours avant l'ouverture de la session où il sera décidé de la nomination de la Présidence, et les candidatures sont communiquées à tous les États membres du FIDA et au Bureau du Conseil des gouverneurs au plus tard 40 jours avant la session du Conseil.

Sachant que la première session extraordinaire du Conseil des gouverneurs se tiendra le 7 juillet 2022, le délai de présentation des candidatures courait donc jusqu'au 6 mai 2022.

Le FIDA a reçu dans les délais fixés sept candidatures à la Présidence du FIDA. Deux candidatures ayant été retirées, les cinq candidatures restantes sont présentées ci-après par ordre alphabétique des noms de famille en langue anglaise.

- Mariano **Jiménez Talavera**, ressortissant de la République du Honduras, est le candidat officiel présenté par la République du Panama;
- Alvaro **Lario**, ressortissant du Royaume d'Espagne, est le candidat officiel présenté par ce pays;
- Khaled A. **Mahdi**, ressortissant de l'État du Koweït, est le candidat officiel présenté par ce pays;
- Raychelle Awuor **Omamo**, ressortissante de la République du Kenya, est la candidate officielle présentée par ce pays;
- Shobhana Kumar **Pattanayak**, ressortissant de la République de l'Inde, est le candidat officiel présenté par ce pays.

Gouverneures et Gouverneurs du
Fonds international de développement agricole
et destinataires de copies pour information

Veillez trouver en pièce jointe les copies des lettres de mise en candidature et les curriculum vitæ des candidates et candidats, ainsi que les réponses aux questions qui leur étaient posées. La présente lettre et ses pièces jointes peuvent également être consultées sur la plateforme interactive réservée aux États membres du FIDA, accessible [ici](#).

Le Conseil des gouverneurs examinera la nomination du Président ou de la Présidente du FIDA au titre du point 3 de son ordre du jour provisoire, publié sur plateforme interactive réservée aux États membres, accessible [ici](#).

Veillez agréer, Madame la Gouverneure, Monsieur le Gouverneur, les assurances de ma très haute considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Luis Jiménez-McInnis'. The signature is fluid and cursive, with a prominent vertical stroke in the middle.

Le Secrétaire du FIDA
Luis Jiménez-McInnis

**MISSION PERMANENTE
DU PANAMA AUPRÈS DE LA FAO
ROME**

MPP. FAO N°018-2022
Rome, Italie, 6 mai 2022

**Objet : Candidature de l'ingénieur Mariano Jiménez Talavera au poste de
Président du FIDA**

Monsieur le Secrétaire,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la République du Panama a décidé de proposer la candidature de l'ingénieur Mariano Jiménez Talavera au poste de Président du Fonds international de développement agricole (FIDA).

L'ingénieur Jiménez Talavera a plus de 40 ans d'expérience professionnelle dans le secteur de l'agriculture publique et privée, de la banque agricole, de la sécurité alimentaire et du développement rural, ainsi que dans les processus de négociation multilatérale et d'obtention de fonds internationaux, étant donné qu'il a occupé les fonctions de secrétaire d'État à l'agriculture et à l'élevage du Honduras, de Coordonnateur général de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de Directeur général de l'École panaméricaine d'agriculture, El Zamorano, entre autres. Il a été, plus récemment, ambassadeur du Honduras en Italie et Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du Programme alimentaire mondial (PAM) ; il a été désigné comme rapporteur de la 37e Conférence régionale de la FAO (LARC 37).

Au vu de son remarquable Curriculum Vitae, que nous joignons en copie pour que vous puissiez en prendre connaissance, nous pensons que M. Jiménez Talavera est pleinement qualifié pour le poste de Président du FIDA, et pour la promotion de modèles et d'outils de développement apportant des solutions globales et durables aux problèmes sociaux qui exposent les groupes les plus vulnérables à la faim, à la pauvreté et à la violence.

Permettez-moi de réitérer l'expression de ma plus haute considération.

Représentant permanent du Panama auprès des institutions
internationales ayant leur siège à Rome
Tomas Duncan Jurado

M. Luis Jiménez-McInnis
Secrétaire du
Fonds international de développement agricole (FIDA)



Mariano Jiménez Talavera

BUT DE VIE

Contribuer au développement du pays à travers l'obtention de fonds non remboursables en tant qu'instrument de développement humain pour les groupes les plus vulnérables, en promouvant des modèles et des outils de développement qui apportent des solutions globales et permanentes aux problèmes sociaux qui les soumettent à la faim, à la pauvreté et à la violence.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

ADMINISTRATION PUBLIQUE DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

Mars 2022

Premier Hondurien élu rapporteur de la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes (LARC37), Quito, Équateur

Septembre 2020 à ce jour

Représentant du gouvernement de la République du Honduras auprès de la République italienne, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du Programme alimentaire mondial (PAM).

2011 - 2017

Coordonnateur général de l'Unité technique de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ses responsabilités étaient les suivantes :

- élaboration des lignes directrices et des priorités pour la mise en œuvre de la Politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PSAN) et de sa Stratégie nationale (ENSAN) ;
- examen de l'état des programmes et projets menant des actions afin de les aligner sur l'ENSAN et préparer des propositions d'amélioration en tant que de besoin ;
- action en coordination, sur le plan technique, avec les institutions membres du COTISAN (Plateforme de coopération) en matière d'élaboration et

d'harmonisation des politiques, plans, lois et règlements affectant la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays ;

- appui au Secrétariat de la Coordination générale du Gouvernement pour l'organisation et la tenue, si elles sont requises, des sessions du Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- élaboration des programmes de gestion des ressources au niveau des organismes d'appui bilatéraux pour soutenir les politiques fondées sur les évaluations et l'analyse de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Réalisations et objectifs dans les domaines des politiques et des dispositions nationales en matière de sécurité alimentaire

- **Alliance pour le corridor sec (ACS)**. Fondation et direction de l'ACS, une initiative unique au monde du fait de son modèle de développement intégré, puisqu'elle crée une structure d'investissement associant le gouvernement et des coopérateurs et visant à desservir 50 000 ménages ruraux avec des investissements tactiques dans les domaines de l'agriculture, de la nutrition et des infrastructures rurales dans une zone spécifique appelée le Corridor sec.
- **Établissement de plateformes thématiques sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans six régions**. Ces régions représentent 90% du corridor sec, zone affectée de manière chronique et cyclique, provoquant les chiffres les plus élevés de pauvreté, de malnutrition et d'insécurité alimentaire. Activités principales : sensibilisation à la sécurité alimentaire, cartographie des principaux acteurs locaux, identification des principaux problèmes de développement humain et territorial, élaboration de plans de développement en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle à court, moyen et long termes
- **CONSEIL NATIONAL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE (CONASAN)**. Instance de coordination stratégique du secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le CONASAN est présidé par le plus haut niveau décisionnel du Gouvernement et des partenaires de la coopération.
- **COMITE TECHNIQUE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE (COTISAN)**. Entité technique du secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le COTISAN est composé des coordonnateurs opérationnels des entités technico-opérationnelles qui œuvrent à la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. C'est dans cet espace que sont examinées les différentes stratégies, approches et outils pour l'amélioration des conditions de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- **COVISAN**. Le COVISAN est composé de commissions dédiées à la transparence, l'obligation redditionnelle, la participation citoyenne et l'accès à l'information

Réalisations dans les domaines des politiques et dispositions internationales pour la sécurité alimentaire

- Concrétisation d'importants accords et dons de pays et d'institutions amis, ayant pour objectifs l'éradication de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. On peut citer, parmi ces accords :
 - **le programme d'alignement et d'harmonisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Honduras pour le groupe de coopération G-16**.
Objectif atteint : obtenir le soutien du groupe de coopération pour la formulation

- des besoins et lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la zone du Corridor sec ;
- **la proposition gagnante hondurienne au Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP)** : ce fonds non remboursable, d'une valeur de 30 millions d'USD, sera axé sur la région du Corridor sec, et qui couvre plusieurs municipalités réparties sur cinq départements. Ses composantes sont les suivantes : agriculture familiale ; amélioration de l'éducation nutritionnelle ; santé, emplois et création de revenus ; suivi et évaluation ; accès à la propriété foncière ;
 - **la stratégie de mobilisation des ressources pour l'Alliance pour le corridor sec (ACS)**. L'ACS a été créée avec des fonds du gouvernement du Honduras et des fonds accordés par les principaux partenaires de la coopération, pour un montant total d'environ 200 millions d'USD en fonds non remboursables, avec la participation du gouvernement du Honduras, de l'Union européenne, du gouvernement des États-Unis (USAID), de la Banque mondiale et du gouvernement du Canada ;
 - **le don de blé de l'USDA**. Mobilisation de ressources internationales à l'appui du Secrétariat à l'agriculture et à l'élevage, qui a permis de recueillir 30 millions d'USD pour les trois derniers gouvernements.
- Renforcement des liens avec les organisations internationales de coopération et de développement qui appuient la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
 - Obtention d'excellents résultats avec les programmes de soutien internationaux.
 - Représentation du Honduras dans les forums internationaux en rapport avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
 - Acquisition d'une large gamme de savoirs sur les aspects multisectoriels et multidimensionnels des problèmes du secteur rural, point de départ de la lutte pour éradiquer la faim, la pauvreté et la violence au Honduras dans une nouvelle perspective.

Événements, documents et outils

- Stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- FORUM SAN. Quatre forums nationaux de la SAN ont été conduits avec succès.
- Rapports 2010, 2012 et 2014 sur la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Honduras. Ces rapports sont établis pour assurer la continuité avec les publications dont la première avait été le Rapport de situation SAN 2009.
- Rapport sur la réalisation des conditions concernant les tranches fixes et variables du programme d'appui à la sécurité alimentaire du Honduras (PASAH) grâce auquel 10 millions d'euros ont été obtenus.
- Indicateurs de réalisation de la tranche variable de l'accord de suppression progressive du PASAH.
- Outil de mesure des tailles et des poids. Les mesures de normalisation ont porté sur plus de 400 volontaires issus des communautés dans les régions, acteurs clés du système d'évaluation de la sécurité alimentaire
- Version médiatisée de la Stratégie de sécurité alimentaire et nutritionnelle,

2010 - Conseiller de la Présidente désignée et Secrétaire de la Présidence, María Antonieta de Bográn et du Secrétaire à l'Agriculture et l'élevage (SAG), l'Ingénieur Jacobo Regalado, sur les questions liées au secteur agroalimentaire dans le contexte de l'insécurité alimentaire dont souffre la population hondurienne, et notamment :

- audit, suivi et révision des programmes du SAG (COMRURAL, EMPRENDESUR, PRONEGOCIOS, PROMECON) dans le but de les rendre efficaces et capables de réagir rapidement ;
- chargé présidentiel de la supervision et du suivi des objectifs du SAG en matière de SAN.

2010 - Consultant principal pour l'élaboration de la Stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSAN) 2010-2022. Stratégie de coordination des actions entre l'ensemble des membres du gouvernement, la société civile et les donateurs, chacun dans son domaine d'action, dans une direction unique pour répondre à la problématique de la SAN et à ses enjeux avec des axes, des principes, des mesures et des lignes directrices fondés sur les droits humains.

ADMINISTRATION PUBLIQUE DANS LE SECTEUR AGRICOLE

2002-2006. Secrétaire d'État à l'agriculture et l'élevage dans le gouvernement du président Ricardo Maduro. À ce titre, il exerçait les responsabilités suivantes :

- Délégation présidentielle des aspects nationaux concernant la formulation, la coordination, l'exécution et l'évaluation des politiques relatives à la production, la conservation et la commercialisation des denrées alimentaires, la modernisation de l'agriculture et de l'élevage, la pêche, l'aquaculture, l'aviculture, l'apiculture, la santé animale et végétale ; la création et le transfert de technologies agricoles, l'irrigation et le drainage dans les activités agricoles ; la distribution et la vente des intrants agricoles acquis par l'État à quelque titre que ce soit ; les règles auxquelles seront soumis les intrants agricoles, la coordination des actions liées à la foresterie, la gestion supérieure des services agrométéorologiques et la promotion du crédit agricole.

Réalisations et objectifs dans les politiques et modalités nationales

- **Plateforme agricole hondurienne** - Développée avec des producteurs des 20 plus importantes chaînes de production agroalimentaire au Honduras.
- **Politique d'État du secteur agroalimentaire et de l'environnement rural du Honduras 2004-2021** - Première politique sectorielle conçue pour le long terme.
- Croissance du PIB agricole pendant les quatre années du gouvernement du président Ricardo Maduro, *croissance continue jamais atteinte au cours des 15 dernières années.*
- Augmentation substantielle de la superficie irriguée, avec la réalisation de 35 000 hectares irrigués, représentant 50 % de la superficie irriguée au cours des 50 dernières années.
- Augmentation des exportations traditionnelles et non traditionnelles, en assurant toujours une valeur ajoutée.
- Développement du processus d'institutionnalisation des filières du lait, de la palme africaine, de la volaille, de l'apiculture, des fruits et des légumes.
- Développement et mise en place du programme d'information agricole INFOAGRO, (météo et prix à la production).
- Amélioration substantielle du Système national de santé (SENASA)
- Réduction des risques dans la production agroalimentaire grâce à l'assurance agricole, à l'agriculture sous contrat et aux fonds fiduciaires, entre autres.

Réalisations en matière de politiques et d'arrangements internationaux

- Négociation du volet agricole de l'accord de libre-échange avec les États-Unis d'Amérique et la République dominicaine, étant le seul secrétaire à l'agriculture d'Amérique centrale ayant directement négocié ledit accord.
- Programme de soutien au secteur du palmier à huile, mis en œuvre par l'intermédiaire de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et du gouvernement de la Malaisie, et comprenant un don de matériel génétique de la Malaisie pour l'installation de pépinières au Honduras.

- Renforcement des liens d'amitié avec les organisations internationales de coopération et de développement qui appuient le secteur agricole hondurien.
- Obtention d'excellents résultats dans le cadre des programmes d'appui internationaux.
- Obtention de dons importants de pays et d'institutions amis visant à la croissance du secteur agroalimentaire hondurien. Il s'agit notamment du programme 2KR du gouvernement du Japon, du projet PROACTA de l'Union européenne, du programme de dons du ministère de l'Agriculture des États-Unis d'Amérique (USDA), l'ensemble atteignant 30 millions d'USD, et du programme du Fonds du millénaire (72 millions d'USD) et de l'Union européenne.
- Représentation du Honduras dans des forums internationaux tels que le CAFTA, l'OMC, le Conseil agricole d'Amérique centrale et la FAO, entre autres.

CONSULTATION ET CONSEIL

Responsable de la direction d'un groupe constitué d'une équipe pluridisciplinaire d'experts indépendants ayant plus de 35 ans d'expérience dans les domaines de la consultation, du conseil et de la conduite de projets dans le secteur agroalimentaire.

Le groupe a réalisé des études pour le secteur agroalimentaire privé, le gouvernement, et des organisations internationales telles que Technoserve, la FAO, le PAM, le PACTA, la Banque mondiale et la BID.

PRODUCTION AGRICOLE

2012 – à ce jour

- Directeur général de la Finca Los Azahares, entreprise familiale exportatrice d'agrumes vers les marchés européens et caribéens, et productrice de céréales de base, de papayes, de mangues, d'avocats, de noix de coco et de viande ovine pour le marché local, et de produits du bois comme investissement à long terme.
- L'entreprise offre des conditions de travail équitables et une approche profondément enracinée sur le renforcement du noyau familial, grâce à l'appui de l'éducation et de la santé, sous la forme de la fourniture de 100% du matériel et des uniformes scolaires et la couverture des besoins médicaux.

1996-2005

- Directeur général. Investissements Santa Cruz, entreprise avicole familiale. Responsable de la conception, de l'exécution, du financement et de l'administration d'une exploitation comptant 125 000 poules pondeuses.
- Il a pu faire l'expérience directe de l'instabilité des prix, des crédits inadéquats, des marchés inéquitables, de l'absence d'un filet de sécurité agricole et du coup fatal d'une catastrophe naturelle qui a détruit, en l'espace de quelques heures, 15 ans d'efforts et les économies de toute sa vie - l'ouragan Mitch, qui a laissé dans son sillage des séquelles, notamment financières, dont le secteur productif ne s'est pas encore remis.

EXPÉRIENCE SYNDICALE

2000-2002. Président de l'Association hondurienne des aviculteurs.

Organisation de la filière avicole en vue de promouvoir une production nationale structurée, en initiant les démarches de création d'organisations de commercialisation et de distribution nationale des œufs aboutissant à une structure de prix avantageuse pour chaque maillon de la filière.

INSTITUTIONS ACADÉMIQUES

1982-1996. Directeur général de l'École agricole panaméricaine, El Zamorano. Parmi ses responsabilités :

- la coordination générale, le contrôle, la supervision, la production agricole, l'enseignement, l'administration, la commercialisation et la gestion des ressources humaines ;
- l'élaboration de stratégies nouvelles et innovantes visant à traiter les questions sensibles dans le contexte hondurien, telles que les ressources humaines, les relations avec les voisins, le régime foncier et l'utilisation durable de l'eau ;
- la préparation et la présentation des budgets et des rapports annuels pour le conseil d'administration de l'institution, dont le siège est à Boston, Massachusetts ;
- la préparation des propositions adressées aux donateurs pour obtenir des fonds.

Réalisations et objectifs

- Expansion quantitative et qualitative nécessaire pour positionner l'institution parmi les meilleures universités agricoles au monde.
- Les portes ont été ouvertes aux étudiantes.
- Le nombre d'étudiants est passé de 180 en 1981 à 700 en 1994.
- Mise en œuvre des changements et ajustements nécessaires à la croissance accélérée des installations matérielles de l'école en termes de logements, de laboratoires et d'équipements pédagogiques pour poursuivre la tradition « d'apprendre en faisant », tout en maintenant la discipline qui caractérise cette institution.
- Augmentation du fonds de dotation de l'établissement afin de couvrir un pourcentage élevé des dépenses de fonctionnement.
- Création d'un système de bourses en vue d'accorder à tous les étudiants une bourse couvrant au moins 50% de leurs frais, et jusqu'à 100% pour les étudiants à faible revenu.
- Établissement d'une relation institutionnelle et personnelle forte, solide et permanente avec les organisations donatrices : les gouvernements du Honduras, de l'Équateur, et des États-Unis d'Amérique par l'intermédiaire de ses agences : AID, USDA et ASHA ; le gouvernement du Japon à travers le programme 2KR (Second Kennedy Round) et le gouvernement de l'Allemagne à travers le programme de bourses avec GTZ, entre autres.
- Conclusion d'accords d'association avec des institutions académiques liées à la recherche et au développement agricoles telles que Texas A&M, l'Université de Floride (Gainesville), l'Université d'État du Mississippi, l'Université Cornell, l'Institut polytechnique de Californie (CALPOLI) et NMSU (Las Cruces, Nouveau-Mexique) entre autres.

1982-1996. Professeur d'université. Il a enseigné l'administration agricole et la microéconomie dans les filières Agronomie et Entreprises agroalimentaires. Il a été invité, en 2006, à assurer le premier programme d'enseignement sur l'agriculture et le développement durable aux étudiants de la filière Entreprises agroalimentaires.

BANQUE PUBLIQUE ET PRIVÉE

1984-1999. Membre du conseil d'administration du Groupe hondurien el Ahorro Hondureño (aujourd'hui Davivienda). En plus de ses fonctions de membre permanent du conseil d'administration, il a dirigé, au nom du Président, un programme d'amélioration continue visant à accroître la productivité par la motivation des cadres et des employés du groupe, qui générait alors d'excellents profits.

1978-1980. Assistant du directeur du projet de crédit rural financé par la Banque centrale du Honduras et liaison avec la Banque mondiale, responsable des missions venant dans le pays pour les activités de suivi-évaluation du programme.

1974-1976. Agent de crédit agricole au sein du Grupo el Ahorro Hondureño, responsable de la planification et de la supervision du financement des projets agricoles, ainsi que de la fourniture d'une assistance technique aux clients.

VULGARISATION AGRICOLE

1972-1973. Agent de vulgarisation agricole du Programme DESARRURAL, dépendant du ministère de l'Agriculture et de l'élevage, assistant les bénéficiaires de la réforme agraire et les petits producteurs locaux.

PARCOURS ACADÉMIQUE

1970-1972. Agronomie, École agricole panaméricaine, Zamorano, Honduras

1973-1974. Baccalauréat ès sciences en agriculture, Université d'État du Nouveau-Mexique, États-Unis.

1976-1978. Maîtrise en administration des affaires. INCAE, Managua, Nicaragua

Mariano Jiménez Talavera, Ambassadeur

Candidat à la Présidence du FIDA présenté par la République du Honduras

1. En quoi vos compétences et votre expérience font-elles de votre candidature la bonne ? Quelles seraient les valeurs qui inspireraient votre action à la tête du FIDA ? Veuillez décrire votre style de gestion, le mode de collaboration que vous envisagez avec votre équipe dirigeante idéale et la manière dont vous comptez établir un bon environnement de travail dans l'Organisation.

Le FIDA a en partage la réalisation des objectifs de développement durables des Nations Unies. Son cœur de métier est l'octroi de fonds et la mobilisation de ressources supplémentaires au service du progrès économique des personnes en situation de pauvreté dans les zones rurales, essentiellement par l'amélioration des rendements agricoles, de façon à améliorer leurs revenus et leur sécurité alimentaire. Il épaula aussi les pays qui cherchent à rendre leur agriculture plus durable. La couverture du FIDA ne suffit à aucune de ces deux tâches. Elle peut et doit être améliorée.

Quarante ans d'expérience technique, professionnelle, universitaire et politique dans le développement agricole rural, dans les sphères publique et privées et à l'international, et un tempérament de dirigeant honnête, soucieux de conciliation, de transparence et de travail en équipe, font de moi le candidat idoine à la Présidence du FIDA. Le choc de la pandémie et de la COVID et la violence et les conflits armés aux quatre coins de la planète ont pris le monde à revers. Il s'en est suivi une crise alimentaire mondiale qui exige des dirigeants dignes de confiance, sachant attirer les fonds voulus pour que le FIDA puisse vigoureusement répondre à l'appel des pays les plus exposés à la faim, à la pauvreté et aux changements climatiques, dans une perspective intégrée et équilibrée.

J'ai commencé mon parcours professionnel comme vulgarisateur agricole auprès de petits exploitants. J'ai acquis une expérience personnelle de petit producteur dans les secteurs avicole, maraîcher et agrumicole destiné à l'exportation, et j'ai pu y voir de mes yeux les ambitions, les enjeux, les besoins, les faiblesses et les embûches du secteur, principalement du point de vue de l'accès au crédit, à l'information sur les marchés et à des prix équitables. Dans le secteur avicole, à la tête l'ANAVIH (association nationale de l'aviculture hondurienne), j'ai occupé les plus hautes fonctions d'une branche nationale; nous avons alors réglé le principal problème de commercialisation des œufs en créant un organe de distribution national inclusif. J'ai été pendant 18 ans technicien agricole auprès d'une banque agricole, le projet de la Banque centrale du Honduras pour les éleveurs, puis membre-directeur du conseil d'administration d'un groupe financier national, la caisse d'épargne du Honduras (Grupo del Ahorro Hondureño).

Pendant quinze ans, j'ai dirigé la prestigieuse école agricole panaméricaine « Zamorano », où j'ai appris le développement institutionnel et la gestion des talents auprès des 1800 personnes qui en composaient l'effectif, le corps enseignant et les élèves. Au service de cette université agricole, enregistrée dans le Delaware (États-Unis) et implantée au Honduras depuis 1942 mais rayonnant dans toute l'Amérique latine, j'ai mobilisé tous les ans des fonds issus de bailleurs de fonds américains, allemands ou japonais, entre autres. Dans le domaine universitaire, j'ai occupé la chaire de micro- et macro-économie agricole en troisième année des études d'ingénieur et créé la chaire de développement durable et sécurité alimentaire de l'université.

À l'entame d'une carrière de vingt ans au service de l'État, j'ai occupé les fonctions de Secrétaire d'État en charge de l'agriculture et l'élevage, ce qui m'a donné une vision d'ensemble des filières alimentaires et des besoins des travailleurs agricoles, des femmes, des peuples autochtones et afrodescendants dans les systèmes alimentaires ruraux et urbains – éléments qui ont inspiré la première politique nationale pour le secteur agroalimentaire et le monde rural (2004-2021). Mon expérience internationale comme

négociateur principal du Traité de libre-échange entre les États-Unis et les pays d'Amérique centrale a également étoffé mes aptitudes de gestionnaire de ressources internationales, grâce auxquelles j'ai pu mobiliser des fonds issus des États-Unis et de l'Union européenne au profit de plusieurs administrations.

En 2010, alors que l'Amérique centrale traversait des années de sécheresse, de migration et de famine, c'est la sécurité alimentaire et nutritive qui a retenu mes efforts; j'y ai acquis une vision multisectorielle, multidimensionnelle et multidisciplinaire des mesures voulues pour réduire la faim et la pauvreté. Fruit de ces efforts, la loi de sécurité alimentaire et nutritionnelle, consacrant le droit humain à l'alimentation, a mis en place un système institutionnel de conseil technique et politique et de supervision rassemblant tous les acteurs sociaux. J'ai pris la tête d'un processus dont est née la politique et stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle 2012-2022, porteuse d'un modèle de développement local innovant et matrice de l' « Alliance du couloir de la sécheresse »; les 30 millions d'USD donnés par le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, devenus 200 millions d'USD grâce aux apports de l'Union européenne, des États-Unis, du Canada et de la Banque mondiale, ont bénéficié à 50 000 familles en situation de pauvreté extrême et d'insécurité alimentaire aiguë dans la zone la plus aride du pays. Ces familles produisent aujourd'hui leur propre nourriture et approvisionnent même le reste du pays. C'est cette expérience qui me pousse à tâcher, par la présente candidature, de répondre aux besoins de nombreux pays d'Afrique et d'augmenter l'échelle d'investissement nécessaires dans d'autres régions (y compris mon propre pays), l'heure étant au relèvement après la COVID et au rattrapage des ODD.

Dans mes fonctions d'ambassadeur et premier représentant permanent du Honduras auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, je me suis attaché à créer des liens d'unité entre mes pays frères. Depuis ma propre région, l'Amérique latine et les Caraïbes, j'ai cherché à créer des solutions justes, équilibrées et efficaces face à la crise économique, environnementale et sociale des petits producteurs de notre régions, peu ou prou analogues à celles d'autres pays en développement. J'ai pu connaître aussi la structure et le fonctionnement du FIDA et la complexité de tous les organismes de l'ONU et leurs besoins institutionnels et financiers.

Le FIDA doit être une institution novatrice, attachée au développement durable, au service d'une réalisation rapide du programme à l'horizon 2030. L'appui au pays en développement comprend aussi, outre les ressources financières, les investissements dans un infrastructure qui doit garantir la connectivité rurale et l'accès aux plateformes numériques de formation, de renforcement des capacités et de commercialisation, noyau central d'un développement agricole inclusif et juste. La production d'aliments est riche d'enjeux sur le plan nutritionnel, environnemental, social, mais aussi quant à la démocratisation et la redistribution des facteurs de production et de la technologie ou quant à l'inclusion des femmes et des jeunes, l'objectif étant de garantir l'enracinement familial, de prévenir la migration et de générer du développement local.

Il faut des solutions intégrées, créatives, novatrices et ambitieuses pour faire entrer le développement agricole rurale dans l'ère numérique. Pour y parvenir, si je suis élu, mon style de gestion sera fondé sur un leadership partagé et inclusif et sur une forte efficacité, de manière à favoriser l'intégration équitable fondée sur les connaissances et capacités et porteuses de synergies proactives et positives, le tout devant éveiller l'intérêt et la créativité de l'équipe FIDA, dans une ambiance de saine concurrence.

En un mot, je connais les problématiques du développement agricole sous toutes les coutures, connaissances que je sais appliquer suivant le contexte de chaque pays et région en développement ; je sais exactement comment renforcer le FIDA, d'un point de vue institutionnel et financier, pour en faire l'organisation international qui saura relever ces défis.

Fort de mon expérience et mes compétences, je saurai donner au FIDA la position de première ligne qui lui revient dans un monde aux prises avec des problèmes de production

et de sécurité alimentaire, affecté par les changements climatiques, les crises sanitaires, les guerres et les hausses démesurées des cours des matières premières et denrées alimentaires.

Je m'engage à œuvrer à l'amélioration des conditions de vie en zone rurale pour renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous les pays et faire de l'agriculture un outil de paix et de durabilité.

2. Quelles leçons avez-vous retenues de votre parcours pour ce qui est de la réflexion stratégique et de l'élaboration de stratégies et de plans de développement, et comment comptez-vous les mettre à profit au service de la mission du FIDA ?

En matière de réflexion stratégique et de planification du développement, j'ai derrière moi 30 années d'expérience aux plus hauts échelons de l'administration dans le secteur agricole privé, public et en matière de coopération internationale. Soit à titre de responsable direct, soit à titre de consultant ayant la main sur la formulation de stratégies et plans de développements, j'ai notamment travaillé aux plans suivants :

- **Plan stratégique de l'École agricole panaméricaine « El Zamorano »**
- **Plan public « Maduro escucha » pour le secteur agricole, pour le compte du président Ricardo Maduro Joest (2001-2005)**
- **Politique publique hondurienne sur le secteur agroalimentaire et les zones rurales 2004-2021** Les objectifs principaux étaient les suivants: 1) transformation du secteur agroalimentaire - renforcer la compétitivité du secteur et sa capacité à s'incorporer avec succès à l'économie internationale et à approvisionner de manière compétitive le marché interne, par une utilisation durable des ressources; et 2) réduire la pauvreté: contribuer à réduire la pauvreté de la population rurale et garantir la sécurité alimentaire nationale, l'accent étant mis sur le développement national.
- **Stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (ENSAN) 2010-2022** Stratégie multisectorielle et multidimensionnelle visant à coordonner les interventions de tout le Gouvernement, de la société civile et des bailleurs de fonds, suivant leurs domaines de compétence respectifs, et la coopération face aux enjeux de sécurité alimentaire et nutritionnelle, les grands axes, principes, mesures et lignes directrices étant fondées sur les droits humains.
- **Stratégie du secteur public agroalimentaire et plan d'exécution 2010-2014** La réduction de la pauvreté rurale exige de consolider et de promouvoir un secteur agroalimentaire moderne, diversifié, plus productif et générateur de valeur ajoutée et de compétitivité, d'une manière qui soit efficace et durable, tout en favorisant la sécurité alimentaire, la création d'emploi et de revenus dans le secteur, par une meilleure compétitivité et une transformation productive, l'objectif étant de contribuer à une croissance agroalimentaire durable et à réduire la pauvreté des familles rurales, des interventions différenciées étant prévues pour soutenir les producteurs agricoles et les autres acteurs du secteur.
- **Plan d'investissement national pour le secteur agro-alimentaire 2011-2014.** L'objectif était de contribuer à la réduction de la pauvreté en augmentant les revenus des bénéficiaires par une croissance économique inclusive, par la création d'emplois et par une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, le coût d'investissement total étant de 790 millions de dollars.
- **Proposition de projet de sécurité alimentaire au Honduras pour le couloir de la sécheresse, présentée au Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire 2014-2019.** Obtention d'un fonds non remboursable de 30 millions de dollars, matrice de l'Alliance du couloir de la sécheresse, celle-ci visant à réduire la pauvreté et la malnutrition par des investissements tactiques dans l'agriculture, la nutrition et les infrastructures rurales. L'objectif était de sortir 24 000 familles de l'extrême pauvreté, de réduire la malnutrition de 20 % dans les

communautés cibles et de jeter les bases d'un développement rural durable ; les investissements visaient à intégrer les zones les plus pauvres ayant le plus grand potentiel relatif dans les marchés alimentaires nationaux.

- **Stratégie d'alignement et d'harmonisation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Honduras sur le Groupe des pays coopérants du G-16.** L'objectif était d'obtenir le soutien financier du groupe de donateurs de l'Alliance du couloir de la sécheresse, 170 millions d'USD étant en fin de compte obtenus.
- **Stratégie d'inclusion financière, eu égard aux changements climatiques, pour les entreprises rurales dans les zones forestières protégées et les zones déboisées 2021.** La coopération néerlandaise avait 25 ans auparavant apporté un capital de départ, qui avait servi à créer la Fundación para el Desarrollo Rural Empresarial (FUNDER) au Honduras, fondation devenue un modèle de réussite - des prêts concessionnels ont été accordés dans les zones rurales du pays à 38 000 producteurs. La stratégie d'inclusion financière englobait aussi le processus d'accréditation auprès du Fonds pour l'adaptation et du Fonds vert pour le climat, l'objectif étant d'élargir la capacité financière et de promouvoir la résilience et l'adaptation au changement climatique mondial.
- **Projet de numérisation des zones isolées.** L'Amérique centrale souffre de taux élevés de migration et de violence, exacerbés par les catastrophes naturelles et, plus récemment, par des chocs externes qui ont fait augmenter les prix des carburants et des engrais et entravé les circuits d'importation et d'exportation. En 2021, j'ai œuvré au raccordement numérique des communautés isolées en Amérique latine, comme El Santuario (Choluteca) - l'arrivée de l'électricité, par biomasse ou solaire, s'accompagnant de solutions aux problèmes de réfrigération, d'irrigation et de communication. La vente des crédits de CO2 issus de ces projets génère en partie les ressources nécessaires au financement des travaux. Le FIDA peut devenir un facilitateur pour les villages et les groupes de petits producteurs qui n'ont pas accès à l'énergie et aux moyens de communication.

Dans la crise mondiale que nous traversons, les effets du changement climatique, de la pandémie de Covid-19, des guerres et de la hausse des cours des denrées alimentaires et des intrants agricoles se conjuguent à la recrudescence de la faim et à la croissance démographique (selon les estimations de l'ONU, nous serons 10 milliards de personnes sur Terre en 2050). Le FIDA, chargé de transformer les économies rurales et les systèmes alimentaires dans le sens de l'inclusivité, la productivité, la résilience et la durabilité, a pris une importance capitale et détient l'une des clés du présent et de l'avenir de l'humanité. Le FIDA n'a pas actuellement l'envergure nécessaire pour assurer la transformation de l'agriculture, tandis que des secteurs tels que la pêche, l'élevage laitier et l'agroforesterie n'ont reçu que des investissements limités et non transformateurs. Les fonds climatiques offrent l'occasion d'élargir les projets et la couverture du FIDA.

Ma stratégie pour promouvoir la mission du FIDA repose sur le principe de l'exemple – on ne peut plus se payer de mots. Le FIDA doit afficher l'inclusion, la productivité, la résilience et la durabilité qu'il promeut à l'échelle mondiale en constituant des équipes inclusives et productives, à l'écoute des bénéficiaires qu'elles servent, et qui sachent leur proposer des solutions innovantes, efficaces, efficientes et opportunes. La réussite des deux premiers aspects assurera la durabilité et la résilience de l'institution.

Pour atteindre la **viabilité financière**, je frapperai personnellement à la porte des États membres, des banques de développement et des fonds pour le climat et mettrai en place des partenariats stratégiques. C'est par l'inclusivité que l'on peut obtenir un tableau d'ensemble exhaustif des problèmes à régler. Si je suis élu, je serai en mesure de faire entendre la voix des communautés rurales et des petits producteurs de denrées alimentaires et de soutenir les projets source de productivité et de revenus, tout en poussant à la transformation durable et résiliente des systèmes alimentaires, l'accent étant mis sur les changements climatiques et les droits humains. J'entends intégrer des femmes dans l'équipe de direction du FIDA et combler l'écart entre les genres dans

l'institution. En ce qui concerne les jeunes et la question migratoire, je demanderai le recrutement de jeunes compétents et créatifs dans les équipes du FIDA. La résilience du Fonds dépend du renforcement de ses ressources humaines, qui doivent être constituées d'équipes autonomes, motivées, créatives et novatrices, attachées à la vision et à la mission du FIDA, travaillant dans un environnement ordonné et dynamique qui favorise l'unité et la solidarité face à l'instabilité ou à la crise.

3. Quelle vision avez-vous pour le FIDA? Comment entendez-vous renforcer son rôle et son efficacité dans l'architecture de l'aide internationale, eu égard, d'une part, à la COVID-19, aux chocs économiques, aux changements climatiques et au recul de la biodiversité, et, de l'autre, aux objectifs de développement durable à l'horizon 2030, notamment l'élimination de la faim, la malnutrition et la pauvreté, y compris dans les contextes de grande fragilité ?

Notre planète et ses habitants, tous deux meurtris par une société et un système qui produisent ou laissent faire l'inégalité, l'iniquité et l'injustice, au beau milieu d'une pandémie mondiale, réclament à grand cris des dirigeants capables de défendre l'idée d'une communauté rurale où chacun et chacune vive pleinement, libéré de la pauvreté et de la faim. Il y a quelques années encore, trois « P » étaient dans toutes les bouches : personnes, planète, prospérité. Deux autres mots en « P » sont venus s'y ajouter : paix et partenariats. Le FIDA doit adapter sa vision et répondre à ces nouveaux défis, sans cesser de chercher à améliorer la production.

Dans un contexte mondial où l'aide internationale est de plus en plus axée sur l'aide humanitaire directe, qui ne fait que remplir ponctuellement les ventres, le FIDA est la seule organisation mondiale de développement spécialisée qui se consacre exclusivement à la transformation de l'agriculture, des économies rurales et des systèmes alimentaires.

Le moment est venu pour le FIDA de briller de tout son éclat. Notre objectif ne saurait être simplement de répondre aux besoins de crédit de 100 millions de personnes d'ici 2030. Le secteur forestier emploie 1,4 milliard de personnes, le secteur laitier 800 millions – on mesure à ces chiffres combien nous sommes loin du compte et combien une transformation durable et résiliente de l'agriculture exige une augmentation des investissements publics et privés. Plusieurs instruments, tels que les échanges de dettes qui ont récemment refait leur apparition, peuvent être mis à profit. D'autres, tels que les marchés du carbone, ne font qu'émerger. Fort de son expérience et de son réseau, le FIDA doit avoir pour ambition d'élargir sa base de ressources.

Sa vision du développement le met à même de catalyser les investissements publics et privés visant à apporter des solutions globales à la faim, à la malnutrition, à la pauvreté et aux changements climatiques dans les communautés rurales ; ses efforts doivent viser, outre les objectifs actuels, deux thèmes essentiels : la production locale d'aliments nutritifs et la création d'une éducation numérique et d'opportunités de revenus pour les femmes, les jeunes et les plus vulnérables.

Les réserves alimentaires locales stratégiques existent depuis les temps bibliques. Au lendemain de la pandémie de COVID 19, même les plus ardents défenseurs de la mondialisation reconnaissent que nos ancêtres avaient raison ; le FIDA doit faire comprendre au monde que la souveraineté alimentaire et la nutrition sont fondamentales pour parvenir à une transformation rurale pérenne.

Si les jeunes migrent, c'est faute d'opportunités et d'accès à une éducation de qualité. La pandémie de COVID-19 a abattu les barrières du temps et de l'espace dans l'éducation, le marché du travail et l'entrepreneuriat. Le FIDA peut être un puissant moteur du développement rural s'il investit dans l'infrastructure numérique, couplée à des sources d'énergie renouvelables, pour garantir l'accès à un enseignement virtuel de haute qualité et au marché numérique mondial, ce qui ouvrirait une infinité de possibilités aux jeunes

et aux femmes des zones rurales, actuellement largement exclus, qui pourraient s'épanouir et créer des richesses sans quitter leur famille et leur communauté.

Le FIDA aura également besoin d'une action coordonnée avec d'autres organismes sur le terrain, de coopération Sud-Sud, de renforcement des capacités de gouvernance locale et de transformation des institutions rurales nécessaires à l'avènement de systèmes agroalimentaires inclusifs et durables. L'action collective des communautés et des organisations de producteurs, ainsi que la gouvernance participative et les environnements politiques favorables, sont les piliers d'une transformation rurale pérenne.

L'éradication de la faim, de la pauvreté rurale, de l'insécurité alimentaire et de toutes les formes de malnutrition, en particulier dans les systèmes fragiles et dégradés, passe par des investissements ciblant l'accès aux intrants, les infrastructures à petite échelle propres à augmenter la production et la commercialisation, les infrastructures numériques et l'accès à l'éducation et aux marchés numériques, celles-ci devant faire entrer les communautés rurales dans l'économie numérique. Une population instruite, bien nourrie, productive est une population qui vit pleinement, à l'abri de la pauvreté et de la faim, en paix et en harmonie avec l'environnement, ce qui serait une grande contribution à la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

4. Si votre candidature est retenue, comment entendez-vous préserver la viabilité financière du Fonds et mobiliser des ressources supplémentaires (au profit notamment des pays les pauvres, compte tenu des contraintes économiques), de sorte qu'il puisse remplir sa mission et tirer parti de ses avantages comparatifs ? Comment le FIDA pourrait-il approfondir encore sa coopération avec les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ?

La croissance et la viabilité financière du FIDA ont pris d'autant plus d'importance que, pandémie de COVID-19 aidant, la faiblesse des systèmes alimentaires et la nécessité de renforcer la production alimentaire nationale sont apparues au grand jour. Toutefois, le conflit entre la Russie et l'Ukraine a modifié la donne politique, les fonds étant siphonnés par les budgets de défense et l'aide alimentaire d'urgence. Alors que prévalent l'urgence et le court-termisme, le FIDA doit mobiliser des ressources pour un développement agricole à long terme qui contribue à réduire les migrations, les problèmes sociaux et la pauvreté, à atténuer les effets des changements climatiques et à offrir de meilleures perspectives aux pays en conflit ou en développement. Autrement dit, le FIDA a la lourde tâche de convaincre les pays donateurs que leurs ressources seront mieux investies dans le développement des pays les plus fragiles que dans le financement de la guerre.

Face à cette situation, si je suis élu, je chercherai à élargir le vivier de ressources financières de plusieurs manières :

- Effectuer une analyse financière à court, moyen et long terme des placements d'instruments financiers tirant parti des liquidités de l'institution.
- Augmenter les revenus directs par des visites personnelles aux donateurs qui n'ont pas concrétisé leurs annonces et leur expliquer les atouts dont dispose le FIDA pour investir dans le développement agricole. Il faut aussi comprendre ce qui les dissuade de contribuer pour y remédier.
- Renforcer et élargir les partenariats du FIDA avec les banques de développement afin de réaliser des investissements conjoints, ce qui permettrait de gagner en efficacité et d'augmenter la portée et l'envergure des projets.
- Rendre plus efficaces l'audit et les volets programmatique et opérationnel de l'institution, de sorte que l'organisation gagne elle-même en efficacité. Il faut autrement dit couper dans le gras.
- Se rapprocher des projets sur le terrain, et pour ce faire, chercher à mieux connaître et associer les bénéficiaires.

- Resserrer les liens, y compris du point de vue des investissements, avec les gouvernements et le secteur privé afin d'utiliser plus efficacement les ressources du Fonds.
- Mettre en place des indicateurs de performance des projets, mesurés non seulement à l'aune des étapes franchies, mais aussi sous l'angle de la rentabilité de chaque euro investi.
- Mettre en place et institutionnaliser la recherche permanente de ressources, en faisant mieux connaître le rôle du FIDA.
- Rechercher des synergies entre les projets sur le terrain et les organisations locales qui fournissent du crédit agricole (banques rurales, banques coopératives, etc.), celles-ci pouvant compléter les ressources du FIDA.
- Créer des mécanismes innovants d'échange de dette (de deuxième génération) aux côtés des créanciers bilatéraux et multilatéraux et d'autres institutions financières, de façon à réemployer une partie des intérêts payés par les pays à revenu faible et intermédiaire et donc à réinvestir les ressources dans le développement des pays concernés.

L'Ambassadeur d'Espagne
en Italie

Rome, le 6 mai 2022

M. Luis Jimenez-McInnis
Secrétaire
Fonds international de développement agricole
Rome, Italie

Monsieur le Secrétaire,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement espagnol propose la candidature de M. Alvaro Lario au poste de Président du Fonds international de développement agricole (FIDA).

M. Alvaro Lario est actuellement Vice-Président adjoint, Département des opérations financières, et responsable financier principal du FIDA. Son leadership a permis au FIDA de devenir le premier fonds des Nations Unies à obtenir des notes de crédit très élevées, d'étendre la mobilisation des ressources au secteur privé, et d'inscrire l'institution sur une trajectoire durable. Il a acquis une vaste expérience de plus de vingt ans dans le secteur privé, dans les institutions financières internationales, notamment en matière de développement des marchés de capitaux locaux et d'investissements dans les marchés émergents au sein de la Société financière internationale (Groupe de la Banque mondiale), et dans des contextes universitaires.

Je vous prie d'agréer, M. le Secrétaire, l'assurance de ma très haute considération.

Alfonso Dastis
Ambassadeur d'Espagne en Italie et à Saint-Marin, Représentant permanent
auprès de la FAO, du PAM et du FIDA
Gouverneur du FIDA



Alvaro Lario, Ph.D.

alario@alumni.princeton.edu • +39 33 56 41 51 63

Cadre supérieur dans le domaine du financement du développement, avec une expérience de niveau C et de conseil d'administration en matière de marchés émergents, de finance durable et d'investissement éthique. Parle couramment l'anglais, le français et l'espagnol. Connaissance de niveau intermédiaire de l'allemand et de l'italien.

Expérience professionnelle

2018-2022. NATIONS UNIES (FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE)

Responsable principal des finances, Vice-Président adjoint du Département des opérations financières, Sous-Secrétaire général des Nations Unies

- A dirigé la transformation du modèle financier et opérationnel pour faire du FIDA le premier fonds et la première agence non bancaire des Nations Unies à obtenir la note AA+ des agences de notation S&P et Fitch Ratings.
- Vice-président adjoint par intérim, responsable des relations extérieures, des partenariats mondiaux, de la communication et secrétaire de juillet à novembre 2021. A dirigé la préparation institutionnelle du Sommet sur les systèmes alimentaires et de la COP26.
- Responsable des opérations de gestion financière dans plus de 93 pays et d'un portefeuille de prêts de 8 milliards d'USD, dont plus de 50% en Afrique subsaharienne.
- Président du comité de gestion des risques financiers. Membre du Comité exécutif de gestion, du Comité de la gestion globale des risques au FIDA et du Comité de gestion des opérations.
- Président du conseil d'administration du Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC) à impact social : axé sur l'emploi des jeunes ruraux dans les pays pauvres par le biais de petits prêts aux agro-entrepreneurs et aux PME. Créé avec l'Union européenne, le Luxembourg et l'AGRA.
- Administrateur représentant le FIDA au Conseil d'administration de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.
- Direction de domaines institutionnels : Trésorerie, Risques financiers, Contrôle de gestion, Comptabilité, Gestion financière, Opérations (Risque fiduciaire).
- Direction de la politique de reclassement des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et codirection de la reconstitution des ressources la plus élevée jamais réalisée (FIDA12).
- Représentation du FIDA dans des négociations complexes : modalités de financement pour la reprise des opérations dans des États touchés par un conflit (Yémen et Syrie) ou atteignant le point de décision PPTE (Somalie et Soudan).
- Réussite dans la construction d'une solide capacité organisationnelle :
 - Création d'une nouvelle méthodologie de structure du capital et d'un nouveau mécanisme d'allocation de prêts.

- Création du département des risques financiers et du cadre des risques financiers : nouveau modèle d'adéquation des fonds propres, stratégie de gestion de l'actif et du passif, et cadre pour le risque de crédit souverain.
- Création de l'unité de financement du développement : mise en œuvre de nouvelles politiques de prêt, de nouvelles politiques de restructuration, d'une nouvelle politique de décaissement et mise à jour du Cadre pour la soutenabilité de la dette.
- Création de la fonction de contrôle et du cadre de contrôle interne.
- Mise à jour de l'infrastructure informatique financière et du système de gestion de la trésorerie.
- Signataire principal d'emprunts souverains, concessionnels et du secteur privé accordés au FIDA par différents investisseurs éthiques, multilatéraux, pays souverains et institutions.
- Mentorat de femmes en milieu de carrière par le biais du Réseau des femmes du FIDA.

2017-2011 GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE : SFI (SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE).

Responsable des marchés émergents et souverains mondiaux, et du développement du marché des capitaux pour la trésorerie

- A dirigé le Groupe conjoint de développement des marchés de capitaux associant le Groupe de la Banque mondiale (GBM) et la SFI. A assuré la cohérence des efforts du GBM sur les marchés des capitaux et la coordination des interventions et des transactions efficaces au niveau des pays.
- Membre du groupe de travail sur le renminbi : direction et gestion d'investissements de 12 milliards de RMB dans des obligations d'État et d'entreprise sur le marché obligataire interbancaire chinois onshore. Conseil sur le processus d'approbation des quotas de la Banque populaire de Chine (PBOC).
- A conseillé l'Autorité rwandaise des marchés de capitaux sur la feuille de route pour les marchés de capitaux.
- Création et gestion d'un programme de dette d'entreprise des marchés émergents équivalent à 2 milliards d'USD en devise locale, investissant au Mexique, au Brésil, en Colombie, au Chili, en Chine, en Inde, en Corée, en Malaisie et en Afrique du Sud.
- A dirigé une équipe multiculturelle de subordonnés directs dans les bureaux de Londres, Singapour et Washington.
- Membre de l'équipe stratégique d'allocation d'actifs de trésorerie à partir du sommet. Actifs sous gestion du Trésor : 38 milliards d'USD.
- Obligations Naija au Nigeria : première émission multilatérale au Nigeria et investissement des fonds provenant du Naija.
- Obligations Masala en Inde : développement des marchés Masala offshore par le biais d'émissions de la SFI.

Gestionnaire de portefeuille principal

- Gestion de 8 milliards d'USD. Fonds souverains mondiaux et agences gouvernementales.
- Gestion de 4 milliards d'USD. Dette souveraine locale de marchés émergents (Mexique, Brésil, Chine, Colombie, Corée, Nigeria et Pologne).
- Orateur à des conférences d'Euromoney, du Milken Institute, de banques centrales et de banques d'investissement.

2011- 2008 ÉCOLE DE COMMERCE « INSTITUTO DE EMPRESA »

www.ie.edu. Université. Meilleure école de commerce européenne et classée au premier rang mondial en matière de finance. Madrid, Espagne

Professeur adjoint, Finance

- Formation des cadres, Maîtrise en finance avancée et maîtrise en finance.
- Gestion du portefeuille. Investissements. Deux Prix du meilleur enseignant.

2011- 2006 RENTA 4

Secteur des services financiers, Madrid, Espagne.
Responsable des investissements alternatifs

Éducation

ÉCOLE DE COMMERCE IMD

2021 *Programme avancé de leadership de haute performance* °Formation des cadres

2020 *Programme de leadership de haute performance*

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

2017 *Programme de leadership à l'intention des cadres* °Cohorte XIII

UNIVERSITÉ COMPLUTENSE

2006 *Doctorat en Finance, avec distinction* °Thèse : *Essais sur la gestion des risques institutionnels.*

LONDON BUSINESS SCHOOL

2005 *Master de recherche en économie* °Thèse : *Le mécanisme de transmission de la politique monétaire et le secteur bancaire.*
°Enseignant auxiliaire : *Comprendre la macroéconomie internationale.*
°Bourse d'études supérieures : *Conseil de recherche économique et sociale (ESRC) et Fondation ICO (Royaume-Uni)*

UNIVERSITÉ PRINCETON

2003 *Master en finance* °Thèse : *Approche du marché ou approche statutaire dans la restructuration de la dette souveraine.*
° Enseignant auxiliaire : *Introduction à l'ingénierie financière*
° Bourse d'études supérieures : *Fondation La Caixa*

Quelle vision avez-vous pour le FIDA ? Comment entendez-vous renforcer son rôle et son efficacité dans l'architecture de l'aide internationale, eu égard, d'une part, à la COVID-19, aux chocs économiques, aux changements climatiques et au recul de la biodiversité et, de l'autre, aux objectifs de développement durable à l'horizon 2030, notamment l'élimination de la faim, la malnutrition et la pauvreté, y compris dans les contextes de grande fragilité ?

Le FIDA, artisan d'une transformation durable des zones rurales, est essentiel pour venir à bout de la pauvreté et de la faim dans ces zones et faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte. S'il n'existait pas, les États membres devraient ensemble créer une institution capable de prendre à bras le corps les deux crises jumelles que sont l'insécurité alimentaire et les changements climatiques.

Le FIDA que j'envisage catalyse et centralise le financement du développement au profit des zones rurales, est doté de solides capacités techniques de prise en compte intégrale des changements climatiques, fournit des solutions numériques aux petits producteurs et crée des perspectives économiques pour les femmes et les jeunes. Ce rôle de cheville ouvrière, source de sécurité alimentaire, d'une meilleure nutrition et de création de perspectives, exige de jouer sur deux tableaux : une action efficace et une approche programmatique axée sur l'impact, étayées par les mécanismes de financement propres à une institution financière de développement.

L'une des priorités du FIDA, j'en suis fermement convaincu, doit être de faire mieux connaître son travail et l'importance de sa mission et de mobiliser ainsi à plus grande échelle les ressources voulues pour la transformation des zones rurales. Si je suis élu, je consacrerai mes efforts à faire du FIDA le chef de file de l'élimination de la pauvreté rurale au niveau mondial, acteur clé du programme de développement mondial à l'horizon 2030. Mes grandes priorités pour les quatre années à venir sont les suivantes:

✓ **LE FIDA, CENTRALISATEUR DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT**

Si je suis élu, je chercherai avant toute chose à donner davantage de visibilité au FIDA sur l'échiquier du développement et à mobiliser davantage de ressources. Le FIDA a fait preuve d'une efficacité concrète dans ses programmes, crédibilité qu'il peut faire jouer pour obtenir davantage de ressources au profit de l'ODD no 2. Sans une plus grande capacité à attirer des partenaires et des ressources, il n'aura pas les moyens de tenir l'objectif fixé, à savoir doubler son impact d'ici à 2030. Il lui faut donc catalyser les ressources de différents groupes d'acteurs, la voie étant toute tracée pour centraliser le financement du développement en resserrant encore les liens qui l'unissent à d'autres institutions mondiales analogues, comme le Fonds vert pour le climat ou le Fonds pour l'environnement mondial. Les ressources empruntées des investisseurs privés à impact ou le cofinancement par les pouvoirs publics locaux seront aussi des sources indispensables pour combler l'écart de financement.

Les ressources additionnelles étant devenues un enjeu majeur, l'efficacité du programme de travail général sera conçue comme un tout, et non plus sous l'angle du seul programme de prêts et dons. Cette ambition doit être étayée par un agencement institutionnel adapté aux objectifs visés et structuré pour accueillir notamment des partenaires plus nombreux. C'est donc en hiérarchisant mieux encore l'allocation des ressources internes pour étoffer son programme de travail que le FIDA parviendra en fin de compte à doubler son impact d'ici à 2030.

✓ **MAXIMISER LES ALLOCATIONS AUX PAYS À FAIBLE REVENU ET AUX PAYS LES MOINS AVANCÉS SANS REMETTRE EN CAUSE L'UNIVERSALITÉ DU FIDA.**

L'allocation de ressources aux pays à revenus intermédiaire était trop faible lors de FIDA12. Pour FIDA13, le Fonds doit redoubler d'efforts pour l'augmenter ; cela vaut d'ailleurs aussi pour tous les pays les moins avancés ou en situation de fragilité. Le Fonds doit par ailleurs préserver l'universalité de sa démarche, puisque les pays à revenu intermédiaire, y compris ceux de la tranche supérieure, comptent encore bon nombre de communautés rurales pauvres. Il faut donc une stratégie de recours progressif à l'effet de levier, les ressources empruntées devant être au service d'un financement plus ciblé, de sorte que celles issues de la reconstitution aillent aux pays à revenu faible ou intermédiaire.

Si je suis élu, je proposerai tout un éventail de solutions financières stratégiques pour allouer une plus grande part des ressources de base aux pays à faible revenu actuellement admissibles à l'emprunt. Une refonte de l'admissibilité aux ressources de base en fonction des conditions de prêt et de la catégorie de revenu pourrait par exemple être envisagée, ce qui conduirait à distinguer nettement deux guichets, dont l'un seulement serait concessionnel. Il en résultera bien entendu un arbitrage entre catégories de revenu, qui devront faire l'objet d'une analyse et d'une communication transparentes. D'autres possibilités à envisager seraient, entre autres méthodes, l'ajustement du degré de concessionnalité en fonction des composantes du projet. Si je suis élu, j'étudierai ces possibilités avec le Conseil d'administration aux fins de FIDA13 et des reconstitutions de ressources suivantes.

✓ **PLEINE INTÉGRATION DE LA QUESTION CLIMATIQUE**

Les chocs climatiques sont l'un des grands facteurs d'appauvrissement. Les populations rurales pauvres sont généralement moins résilientes, faute de patrimoine ou de garanties dans lesquels puiser en cas d'événement climatique extrême. Lorsqu'un choc se produit, elles sont forcées de migrer, de vendre des actifs productifs, voire de déscolariser leurs enfants. Les sécheresses rendent les populations rurales plus vulnérables au renchérissement des denrées alimentaires ou à la perte de leur propre production agricole.

Les changements climatiques touchent tous les pays, quelle que soit leur catégorie de revenu, et le FIDA doit prendre à bras le corps ces risques nouveaux ou croissants en faisant de l'adaptation climatique le cœur d'un nouveau programme de réduction de la pauvreté rurale. Si je suis élu, j'irai au-delà du modèle de financement climatique actuel, fondé sur les dons et, dans le droit fil du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne, j'explorerai les avantages et les coûts d'une pleine intégration de la question climatique dans les programmes du Fonds, et les changements institutionnels nécessaires pour y parvenir. Je suis fermement convaincu que, pour attirer des financements au profit de l'action climatique, il appartient au FIDA de faire en sorte que ses projets puissent être pleinement rattachés à cet objectif et d'étudier la manière d'intégrer ces fonds au financement de base.

✓ **DES PROGRAMMES AXÉS SUR LES FEMMES ET LES FILLES**

Pour qu'une véritable transformation inclusive du monde rural se produise, les femmes et les jeunes doivent avoir accès à des perspectives économiques et à des ressources productives. L'explosion du nombre de jeunes dans les dix prochaines années ne pourra qu'exacerber la fragilité et pousser à la migration forcée à moins que la transformation rurale ne crée des perspectives économiques. La jeunesse et la création d'emploi seront

une composante clé de la création d'emplois décents et le FIDA doit proposer aux administrations locales des manières d'investir davantage dans la partie intermédiaire des systèmes alimentaires de manière à créer des emplois décents. Sous ma houlette, le FIDA a créé et structuré le Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole (Fonds ABC), qui vise à créer des perspectives d'emploi pour les jeunes ruraux et à financer le chaînon manquant. À l'avenir, les principaux programmes de prêts publics et le guichet du secteur privé devront insister sur la création d'emplois pour les jeunes ruraux.

L'égalité femme-homme, autre pièce essentielle de la justice sociale, est par ailleurs économiquement précieuse. Dans tous les pays, la progression de l'intégration des femmes à l'emploi et de l'éducation des filles est moteur de croissance économique. Le FIDA doit faire en sorte que l'intégration de la question du genre favorise l'accès des femmes aux ressources productives et aux perspectives économiques et la représentation des communautés rurales dans la prise de décision.

✓ **SOLUTIONS NUMÉRIQUES**

La transformation numérique peut ouvrir pour les petits exploitants agricoles du monde entier la voie vers de meilleurs revenus. Elle peut offrir aux agriculteurs une vitrine et un accès direct à leurs clients. Pour l'agriculture de subsistance, elle est une priorité. Le FIDA doit de toute urgence établir des partenariats avec le secteur privé pour accélérer l'introduction de solutions techniques dans les programmes des zones rurales isolées. Sous ma houlette, le FIDA a mis à l'essai une méthode basée sur la blockchain au Kenya pour améliorer la transparence et la reddition de comptes lors des décaissements destinés à ses projets. Ce type de solutions devraient à la longue donner aux FIDA les moyens d'automatiser certaines procédures et donc de réduire les frais administratifs liés aux projets et aux équipes opérationnelles tout en améliorant la sécurité et la supervision des fonds.

✓ **CLASSEMENT DES PRIORITÉS ET DÉCENTRALISATION**

Enfin, l'offre technique et programmatique du FIDA doit être adaptée aux difficultés des pays de différentes catégories de revenu ou différentes parties du monde. La présence du FIDA dans le monde entier, jusqu'au dernier kilomètre, et dans des pays fragiles, est gage d'efficacité mais aussi source de coûts. Si je suis élu, c'est à l'impact du développement que j'accorderai la plus grande priorité et je n'hésiterai pas à présenter clairement les choix à faire entre priorités concurrentes pour que les États membres puissent en fin de compte trancher. Je continuerai aussi de décentraliser l'organisation et d'embaucher du personnel sur le terrain. Fidèle à cette stratégie, mon intention est toutefois d'attendre, avant d'ouvrir de nouveaux bureaux régionaux, que le FIDA dispose d'éléments démontrant sans conteste l'efficacité et l'impact marginal sur le développement de ce modèle.

Si votre candidature est retenue, comment entendez-vous préserver la viabilité financière du Fonds et mobiliser des ressources supplémentaires (au profit notamment des pays les pauvres, compte tenu des contraintes économiques), de sorte qu'il puisse remplir sa mission et tirer parti de ses avantages comparatifs ? Comment le FIDA pourrait-il approfondir encore sa coopération avec les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ?

La reconstitution des ressources est la pierre angulaire du Fonds. La reconstitution des ressources et le remboursement des prêts sont l'alpha et l'oméga. Ils sont la sève qui

nourrit ses programmes de base. Étant donné la conjoncture internationale – espace budgétaire exigu, inflation élevée, concurrence entre priorités... - , le FIDA doit étudier de nouveaux moyens de mobiliser des fonds au service de sa mission. Pour continuer de combler les lacunes de financement au regard de l'ODD no 2 (et particulier les cibles 3 et 4), le FIDA devra : 1) centraliser le financement du développement rural et 2) faire monter de plusieurs crans les investissements mondiaux au services de ces ODD. Fort de mes compétences de spécialiste, je saurai, si je suis élu, amener le FIDA à combler l'écart - j'en veux pour preuve l'extraordinaire transformation du modèle institutionnel et de l'architecture financière du FIDA que j'ai supervisée pendant les dernières années. Sous ma houlette, le FIDA a ainsi acquis une notation AA+, ce qui lui permet d'élargir sa base de ressources et son impact dans les pays de toutes les catégories de revenu.

Mes compétences de spécialiste peuvent aider le FIDA à refermer l'écart de financement

: Au cours de mes quatre ans au FIDA, j'ai présidé à une réforme de son modèle opérationnel et de son architecture de financement. En deux mots, ces réformes ont permis au FIDA d'élargir son offre opérationnelle et de mobiliser davantage de ressources au service des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Cette transformation de l'architecture financière du FIDA avait pour condition l'adoption d'une culture financière et d'une méthode de planification plus rigoureuse et solide. Grâce à ces mesures savamment dosées, le FIDA a pu continuer de mettre l'accent sur son universalité et sa viabilité, tout en augmentant les fonds alloués aux pays à faible revenu, cette allocation ayant la priorité.

Quelques mesures prises sous ma houlette ont amélioré l'efficacité et le ciblage des opérations :

J'ai œuvré à la hiérarchisation des priorités et à la mise en correspondance entre l'accès aux ressources, dons et produits du FIDA et le parcours de développement de l'emprunteur :

- **hiérarchisation** : Les contributions issues des reconstitutions sont maintenant consacrées en priorité aux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire;
- **mobilisation de nouvelles ressources** : la note de crédit, le programme d'emprunt intégré, le programme d'eurobons à moyen terme et le cadre de financement du développement durable ont permis au FIDA de mobiliser de nouvelles ressources privées au service de pays de toutes les catégories de revenus, et ce au moyen d'un nouveau mécanisme d'allocation (ce qui va dans le sens de l'universalité du Fonds) ;
- **hiérarchisation du total des dons** : l'enveloppe générale de dons ordinaires a été réduite pour que les pays lourdement endettés aient accès en priorité à ces ressources limitées ;
- **hiérarchisation des dons par pays**: les pays à faible revenu lourdement endettés ont eu accès en priorité aux dons du FIDA, des prêts à des conditions particulièrement concessionnelles, plutôt que des dons, étant désormais concédés aux pays légèrement surendettés.
- **hiérarchisation du remboursement des prêts** : les pays ayant atteint un revenu intermédiaire de la tranche supérieure devront désormais rembourser plus vite le FIDA pour que celui-ci puisse mieux appuyer ceux qui n'en sont qu'aux prémices de leur développement ;
- **hiérarchisation des échéances** : les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure continuent d'avoir accès à des prêts semi-concessionnels à des conditions

favorables, mais les très longues échéances sont désormais réservées à ceux dont le développement est moins avancé ;

- enfin, **élargissement de l'accès à l'emprunt** : le FIDA a expressément ouvert l'emprunt aux administrations et entités infranationales, sous réserve de facteurs d'atténuation adéquats.

Maximiser l'assistance au développement octroyée aux pays à faible revenu À l'avenir, j'assurerai une allocation prudente de ressources, de façon à octroyer une plus grande assistance au développement aux pays à faible revenu qui en ont le plus besoin, sans compromettre la viabilité financière à long terme du FIDA ni l'universalité de sa fonction. Si je suis élu, je m'emploierai avant tout à poursuivre et même renforcer le travail du FIDA dans les pays fragiles et à consolider une résilience durable au niveau des ménages, des collectivités et des pays. Le FIDA, institution universelle, doit en même temps adapter son offre pour mieux l'adapter aux besoins des pays tout au long du parcours de développement allant des faibles revenus aux revenus intermédiaire de la tranche supérieure. Les solutions financières et opérationnelles doivent être adaptées à cette réalité et le FIDA doit élargir ses capacités à travailler dans ces pays. Si je suis élu, je présenterai, main dans la main avec le Conseil d'administration, les solutions et arbitrages voulus pour allouer davantage de fonds aux pays à faible revenu – c'est tout le sens de ma réponse à la question précédente - de manière rigoureuse et transparente comme je l'ai fait avant toute décision difficile.

En quoi vos compétences et votre expérience font-elles de votre candidature la bonne ? Quelles seraient les valeurs qui inspireraient votre action à la tête du FIDA ? Veuillez décrire votre style de gestion, le mode de collaboration que vous envisagez avec votre équipe dirigeante idéale et la manière dont vous comptez établir un bon environnement de travail dans l'Organisation.

Mes états de service et ma compétence de dirigeant spécialisé dans le développement, capable de doubler l'impact du FIDA au service des populations rurales pauvres : Le FIDA, noble et singulière organisation, doit jouer un rôle essentiel face à l'actuelle crise alimentaire mondiale. Pendant plus de 45 ans, le FIDA a fait preuve d'une efficacité constante au service des communautés rurales pauvres. Aujourd'hui à un moment charnière, il est sommé à la fois de maximiser son impact et de diversifier son offre et ses produits, tout en préservant sa viabilité financière à long terme. Il faut donc maintenant à sa tête un fin connaisseur des épineux problèmes du développement, qui puisse en même temps faire valoir les compétences techniques et institutionnelles voulues pour maintenir la solide assise du Fonds tout en l'adaptant aux circonstances et difficultés nouvelles. Membre clef, dans les dernières années, de l'équipe dirigeante du FIDA, j'espère avoir fait preuve d'un tempérament de leader fiable et compétent, apte à protéger et à guider le FIDA dans sa mission tout en modifiant de fond en comble ce qui doit l'être pour servir les populations rurales pauvres qui sont celles qui ont le plus besoin du Fonds.

Tout au long de ma carrière aux plus hauts échelons de l'administration du FIDA et, auparavant de la Société financière internationale, organe du Groupe de la Banque mondiale chargé du secteur privé, j'ai été le fer de lance d'initiatives créatives et stratégiques qui avaient toutes en commun de faire jouer des moyens financiers pour obtenir un plus grand impact de développement. Au FIDA, j'ai pris les manettes d'une transformation du modèle institutionnel qui a à la fois consolidé la viabilité et élargi le financement du Fonds, transformation plébiscitée par des pays de toutes les listes et catégories de revenus. Dans mes fonctions de dirigeant au service du développement, j'ai toujours recherché un savant dosage entre l'allocation à différentes catégories de revenu, l'appui aux pays qui en ont le plus besoin et la viabilité financière. Je crois avoir su, par mon action de dirigeant et mes prises de contact, me faire l'artisan d'une

confiance forte entre le Conseil d'administration et la direction du Fonds, condition de toute réforme pérenne.

La fonction de représentation de mon institution - SFI ou FIDA - auprès des plus hautes instances de l'État est loin de m'être étrangère. Maîtrisant aussi bien la langue du développement que celle de la finance, et fort d'un vaste réseau mondial, je crois être particulièrement bien placé pour me faire l'avocat de la mission essentielle du FIDA et de son besoin d'élargissement de manière convaincante et efficace auprès de celles et ceux qui prennent les décisions. Mes états de services de dirigeant pragmatique et compétent d'organismes de développement international parlent donc, je l'espère, pour ma candidature en ce moment critique.

Mon style de gestion humain, fondé sur l'intégrité, l'efficacité et

l'excellence: Mes valeurs fondamentales et mon style de gestion ont pour racines l'intégrité, l'efficacité, la prépondérance de l'humain et la recherche de l'excellence. Diriger est un honneur et une responsabilité, mais je ne rechigne pas à prendre les décisions qui s'imposent et à hiérarchiser les objectifs. Je tiens à une prise de décision inclusive, une exécution sans fautes, des solutions créatives et une capacité sans faille à faire avancer les choses sans jamais perdre de vue les petits agriculteurs pauvres qui sont au cœur de la mission du Fonds.

Le désir d'efficacité au service des populations rurales pauvres préside à toutes mes décisions. Toutes les belles paroles sur l'écart de financement et les théories du développement ne changeront pas d'un iota le sort des familles et communautés pauvres. Il faut joindre le geste à la parole et faire passer monter d'un cran les solutions concrètes de développement qu'offre le FIDA, qui sont parmi les meilleures au monde - et pour cela mobiliser des ressources, condition d'une véritable amélioration des moyens d'existence des populations rurales, lesquelles méritent de s'affranchir de la pauvreté. Faute d'exécution, les meilleures ambitions n'aideront pas les agriculteurs pauvres des zones rurales. Pour faire du FIDA une organisation décentralisée d'excellence, le maître atout n'est pas tant dans la finance ni dans la technologie que dans le personnel du FIDA. L'humain est au cœur de mon style de gestion.

Un environnement de travail sain : De même que les populations rurales sont au cœur des projets du FIDA, de même les personnes sont au cœur de mon style de gestion. C'est une question de justice, c'est une question d'efficacité. Membre de l'équipe dirigeante du FIDA, je m'emploie tous les jours à montrer l'exemple en faisant preuve de transparence et d'équité dans mes rapports avec le personnel, les organes directeurs et les partenaires du FIDA. Administrateur inclusif, sachant donner à chacun et chacune les armes pour progresser, je cherche à ouvrir aux membres de l'équipe la liberté d'exprimer ses idées et d'en délibérer, et à faire en sorte que chacun des membres du personnel sache combien son rôle est essentiel à la mission du FIDA. Un environnement de travail sain doit avoir pour fondement une série de valeurs claires: communication ouverte et transparente, un sain arbitrage entre les ambitions et les ressources disponibles, un sentiment de cohésion, un parcours de carrière et une reconnaissance des résultats obtenus. C'est en fin de compte à l'équipe dirigeante de montrer l'exemple.

Une équipe dirigeante forte et soudée : sans cela, aucune ambition ni exécution ne sont possibles pour une organisation d'excellence, en particulier au moment critique que traverse le FIDA. Mon équipe dirigeante idéale est faite de dirigeantes et dirigeants chevronnés, aux parcours de vie et carrières variés, travaillant main dans la main pour faire en sorte que l'impact de développement du FIDA soit le plus grand possible sur le terrain, sans craindre de prendre les décisions et arbitrages qui s'imposent. Dirigeant compétent et digne de confiance, je suis bien placé pour encourager l'excellence, l'esprit d'équipe, la continuité et la cohésion dans l'équipe dirigeante en ce moment de transition. Si je suis élu, je travaillerai sans répit avec le Conseil d'administration pour

me faire l'artisan sûr et fiable qui saura perpétuer et élargir la noble mission du FIDA, serviteur efficace des populations pauvres dans cette crise alimentaire mondiale.

Quelles leçons avez-vous retenues de votre parcours pour ce qui est de la réflexion stratégique et de l'élaboration de stratégies et de plans de développement, et comment comptez-vous les mettre à profit au service de la mission du FIDA ?

Quelle que soit leur évolution, les stratégies de développement ne doivent pas perdre de vue la mission essentielle. Fidélité à la mission, tel est le maître mot. C'est particulièrement le cas étant donné la mission riche et singulière du FIDA, seule institution multilatérale de développement consacrée exclusivement aux petits exploitants agricoles des zones rurales, dont elle appuie les moyens d'existence et épaula les communautés. S'il faut sans doute adapter les stratégies et plans de développement à la conjoncture et ses vicissitudes, mon parcours m'a enseigné que l'institution doit en même temps préserver son cœur de mission et ne jamais perdre de vue l'efficacité de ses interventions.

La pauvreté, phénomène multidimensionnel, nécessite une démarche globale et collaborative. La pauvreté étant un phénomène multidimensionnel, mon parcours m'a également enseigné que les interventions de développement ne sont jamais aussi efficaces que lorsqu'elles sont menées non pas au coup par coup mais dans le cadre d'un portefeuille général. De même, les programmes de développement gagnent en efficacité lorsqu'ils visent plusieurs objectifs complexes et liés entre eux plutôt qu'un seul, fut-ce la nutrition ou la résilience climatique. Il est donc d'autant plus important d'intégrer les thèmes chers au FIDA - jeunesse, problématique femmes-hommes, climat et nutrition - dans tous ses projets. Si je suis élu, j'insisterai sur la mise en place d'une stratégie de développement intégrée et holistique englobant les aspects multidimensionnels de l'élimination de la pauvreté, tout en insistant sur l'espace singulier et les atouts du FIDA concernant l'agriculture et les activités économiques non agricoles. Au-delà du point de vue technique, ce souci doit aussi nous conduire à renouveler l'appel à la collaboration avec toutes les parties prenantes: organisations d'exploitants agricoles, pouvoirs publics locaux, institutions financières internationales, organisations ayant leur siège à Rome et autres organismes des Nations, pour que plus personne n'ait faim. Si je suis élu, je ferai en sorte que les programmes du FIDA s'inscrivent dans le cadre plus général des efforts de développement mondiaux et nationaux, le pouvoir fédérateurs de l'institution étant mis à profit pour rassembler les principales parties prenantes.

Mesure de l'impact : L'un de mes motifs de fierté est la première place décernée l'année dernière au FIDA par le Center for Global Development pour ce qui est de l'efficacité au service du développement. Cette efficacité est au cœur de notre mission, et il ne faut pas s'arrêter en si bon chemin. Pour améliorer l'efficacité de nos programmes de développement, des critères spécifiques et mesurables doivent être établis pour suivre et évaluer nos stratégies au regard des objectifs fixés. À l'avenir, l'investissement dans les-évaluations ciblées de l'impact et la mesure du résultat par les données restera une vitrine essentielle de la rentabilité de ses services.

Partage des connaissances et renforcement des capacités Mon expérience à la tête des programmes de gestion financière du FIDA m'a généralement appris l'importance du travail conjoint avec les systèmes et consultants nationaux. C'est une conclusion que je retirais déjà de mon travail de direction d'équipe à la SFI et aux côtés d'un vaste réseau de dirigeants du financement du développement du monde entier. Le partage d'expériences du développement, y compris par la coopération Sud-Sud, Nord-Sud et triangulaire, contribue à l'adoption ou l'adaptation des solutions de développement les plus efficaces et opportunes et à la propagation des meilleures

Annexe
(Original: Anglais)

pratiques. Je tiens à faire en sorte que les connaissances soient au cœur de l'œuvre du Fonds.

Ministère des finances Bureau du Ministre

Réf.: 381

Date: 27 avril 2022

Destinataire: M. Luis Jiménez-McInnis, Secrétaire du Fonds international de développement agricole, Rome (Italie)

Objet: Candidature de Khaled Mahdi au poste de Président du Fonds

Monsieur,

Comme suite à votre lettre datée du 30 mars 2022 concernant la prochaine élection du Président du Fonds international de développement agricole, conformément à la section 8 a) de l'article 6 de l'Accord portant création du Fonds international de développement agricole, j'ai le plaisir de vous informer, en ma qualité de Gouverneur du FIDA pour l'État du Koweït, de la décision du Gouvernement koweïtien de soumettre la candidature de Khaled Mahdi au poste de Président du Fonds.

M. Mahdi occupe, depuis 2016, les fonctions de Secrétaire général du Conseil supérieur de la planification et du développement et de Directeur national du plan d'action pour la mise en œuvre des programmes de pays du Programme des Nations Unies pour le développement au Koweït. Il est membre du Conseil supérieur de l'éducation et siège au conseil d'administration de l'Autorité publique de l'industrie, de l'Institut koweïtien de la recherche scientifique, de l'Office public des logements sociaux, du Fonds national pour le développement des petites et moyennes entreprises, de l'Autorité publique pour l'enseignement et la formation appliqués et de l'Institut arabe de planification. Il est également chargé de piloter l'action menée à l'échelle nationale pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Compte tenu de son parcours, nous estimons que M. Mahdi possède toutes les compétences nécessaires pour présider le Fonds et appuyer la réalisation de ses missions essentielles, à savoir favoriser le développement agricole et mettre un terme à la pauvreté rurale dans le monde. Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le curriculum vitæ de M. Mahdi et les réponses aux questions à l'appui de sa candidature.

Veillez agréer, Monsieur, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des finances et Ministre d'État chargé
des affaires économiques et des investissements

[Signature]

Abdulwahab Mohammed Al-Rushaid

Annexe (1)

• BIOGRAPHIE



- **Khaled A. Mahdi**
Ph.D., PMP, CEng, GCCarb, P2F,
Au service du milieu de l'enseignement et des secteurs public et privé au niveau local, régional et mondial.

Expérience dans le secteur public: Khaled A. Mahdi occupe, depuis 2016, les fonctions de Secrétaire général du Conseil supérieur de la planification et du développement et de Directeur national du plan d'action pour la mise en œuvre des programmes de pays du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au sein du Gouvernement koweïtien. Il est membre du Conseil supérieur de l'éducation et siège au conseil d'administration de l'Autorité publique de l'industrie, de l'Institut koweïtien de la recherche scientifique, de l'Office public des logements sociaux, du Fonds national pour le développement des petites et moyennes entreprises, de l'Autorité publique pour l'enseignement et la formation appliqués et de l'Institut arabe de planification. Il est membre, entre autres, du comité budgétaire, du comité des mégaprojets de l'Université du Koweït, du comité de l'ozone et des changements climatiques, du comité du recensement national de 2020, du comité intergouvernemental Koweït-Singapour pour la gestion des déchets, du comité de la sécurité sociale et du comité de l'adéquation éducation-emploi. Il pilote l'action menée à l'échelle nationale pour mettre en œuvre le **Programme de développement durable à l'horizon 2030**. Il a cofondé le Prix de distinction des femmes du Koweït et le Prix du développement durable du Koweït. En 2018, il a reçu le Prix HR Award (catégorie « People First ») du Conseil de coopération du Golfe.

Khaled A. Mahdi a été Sous-Secrétaire général chargé du suivi et des prévisions et Sous-Secrétaire général par intérim chargé de la planification au Secrétariat général du Conseil supérieur de la planification et du développement (2015). Dans le cadre de ces fonctions, il a dirigé le comité de sélection des consultants et il a siégé au conseil d'administration de l'Autorité publique de l'information civile, au comité exécutif du Plan directeur Koweït 2040 et au comité de suivi de la réforme économique et budgétaire.

Il a travaillé comme conseiller pour le bureau stratégique de l'Université du Koweït (2005) et le Bureau de la Ministre de la planification et du développement (2013).

Expérience dans le domaine de l'enseignement: Khaled A. Mahdi est titulaire d'un doctorat en génie chimique (2000) de l'**Université Northwestern** portant sur la mécanique statistique des systèmes complexes. Il a obtenu son baccalauréat (licence) en génie chimique (1993) à l'**Université de Toronto**. Il a commencé sa carrière à la Division des ressources en eau de l'Institut koweïtien de la recherche scientifique, avant de rejoindre l'Université du Koweït pour devenir professeur associé de génie chimique. Il a animé 30 cours différents axés sur l'ingénierie et la gestion. Il a rédigé ou corédigé plus de 65 articles de revues, chapitres d'ouvrages et exposés, déposé un brevet et publié des livres dans différents domaines. Il s'intéresse tout particulièrement à la modélisation des systèmes complexes et à l'optimisation des processus. Il a participé à la création de SYNERGY, un groupe de recherche voué à l'analyse des réseaux complexes, notamment les réseaux sociaux, biologiques et financiers. Il a reçu le Prix du meilleur enseignant de l'Université du Koweït (2009) et le Prix du meilleur cours électronique (2006).

Expérience dans le secteur privé: Khaled A. Mahdi a été directeur général et président du conseil d'administration du projet de recyclage des déchets de construction exécuté par l'Environmental Preservation Industrial Company au Koweït (2010-2013). Il a siégé à divers conseils d'administration d'entreprises industrielles et de conseil au Koweït, dont Al-Dhow Environmental Projects Company, et a occupé les fonctions de vice-président de l'Arab International Industrial Projects Company, de l'International Quarries Company et de Focus Consultancy. L'Union des industries du Koweït lui a décerné le titre d'« industriel exceptionnel » (2011).

Expérience dans le domaine du conseil et de la formation: En 2005, Khaled A. Mahdi a travaillé comme consultant pour le Bureau des affaires académiques de l'Université du Koweït dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de l'université. En 2014, il a occupé les fonctions de conseiller auprès de la Ministre chargée du développement et de la planification. Il a participé à de nombreux projets de conseil pour diverses organisations (Commission d'indemnisation des Nations Unies, Kuwait National Focal Point, Kuwait Petroleum Company, Environment Preservation Industry Company, Ministère de l'éducation, Union des industries du Koweït et Autorité des marchés financiers). Il a formé plus de 1 000 professionnels et ingénieurs à la gestion et à l'encadrement de projets. Depuis 2005, il a participé à plus de 90 cours de formation dans les secteurs public et privé au niveau local et régional ainsi qu'à l'étranger.

Expérience au sein d'associations professionnelles: Khaled A. Mahdi a obtenu les certifications Project Management Professional (PMP) et PRINCE2, est titulaire de l'accréditation d'ingénieur-conseil certifié (CEng), et est certifié comme expert et arbitre commercial par le Conseil de coopération du Golfe. Il est membre principal de l'American Institute of Chemical Engineers (1989), membre à vie de la Société koweïtienne des ingénieurs du Koweït (1993) et du Project Management Institute (2007), et membre de plusieurs associations professionnelles. Il a cofondé et présidé la Ligue des professionnels du génie chimique et pétrolier du Koweït (2005), la Société de gestion de projet du Koweït (2015) et la Société de l'innovation et des technologies du Koweït (2018). Il a siégé au conseil consultatif du College of Business and Economics de l'American University of Kuwait (2016), au conseil exécutif du Conference Board (2018) et au conseil d'administration du Centre d'excellence en gestion de la Faculté d'administration des affaires à l'Université du Koweït (2021).

• OBJECTIF

Servir avec excellence le milieu de l'enseignement et les secteurs public et privé au niveau local, régional et mondial.

ÉDUCATION

Doctorat en génie chimique (2000)

Université Northwestern (États-Unis d'Amérique)

Thèse: Diagramme de phases des solutions de polyélectrolytes

Directeur de thèse: *M. Olvera de la Cruz*

Master en génie chimique (1995)

Illinois Institute of Technology (États-Unis d'Amérique)

Mémoire: Écoulement adiabatique de liquides polymériques dilués à partir de simulations dynamiques browniennes du modèle des haltères FENE

Directeur de mémoire: *J. D. Scheiber*

Baccalauréat (licence) en sciences appliquées, génie chimique (1993)

Université de Toronto (Canada)

Mémoire: Liquéfaction thermique et sonochimique du charbon. Directeur de mémoire: *C. Mims*

Projet de conception d'usine: Conception d'une usine pilote d'extraction d'huile et de production d'isolats de protéines. Directeur de mémoire: *M. Diosady*

Spécialisation:

Gestion des affaires (Université d'Ottawa, Canada, 1991)

Génie chimique et nucléaire (Université de Toronto, Canada, 1993)

CERTIFICATIONS, REPRÉSENTATION DANS DES CONSEILS D'ADMINISTRATION OU DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES ET DISTINCTIONS

CERTIFICATIONS

- Certification Project Management Professional, 451958, Project Management Institute (2007)
- Ingénieur-conseil, 818, Société koweïtienne des ingénieurs (2007)
- Arbitre et expert certifié, Centre d'arbitrage commercial du Conseil de coopération du Golfe (2009)
- PRINCE2®: certification Foundation en 2009, P2R/784886, Office of Government Commerce (Royaume-Uni) (2011)

CONSEILS D'ADMINISTRATION

- o Membre du conseil d'administration du Centre d'excellence en gestion de la Faculté d'administration des affaires, Université du Koweït (2021)
- o Membre du conseil consultatif du Conference Board (2018)
- o Membre du conseil consultatif du College of Business and Economics, American University of Kuwait (2016)

ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

- o Membre de la Société économique du Koweït (2019)
- o Membre fondateur de la Société des sciences et technologies du Koweït (2019)
- o Membre fondateur de la Société de gestion de projet du Koweït (2017)
- o Membre de la Société des ingénieurs en fabrication (2017)
- o Membre de la Société des relations publiques et du service aux clients (2017)
- o Membre du Project Management Institute, PMP (2005)
- o Membre associé de l'Institute of Chemical Engineers (2005)
- o Membre principal de l'American Institute of Chemical Engineers (1989)
- o Membre à vie de la Société koweïtienne des ingénieurs, CEng (1993)

DISTINCTIONS

- Prix HR Award (catégorie « People First ») du Conseil de coopération du Golfe, Abou Dhabi (Émirats arabes unis) (2018)
- Prix du meilleur enseignant, Faculté d'ingénierie et du pétrole (College of Engineering and Petroleum), Université du Koweït (2009)
- Prix d'excellence en études de premier cycle, Ambassade de l'État du Koweït, Washington (États-Unis d'Amérique) (1993)
- Autres distinctions décernées par des organisations de la société civile et des organismes publics

• EXPÉRIENCE DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR PUBLIC

• POSTES

Depuis 2016 **Secrétariat général du Conseil supérieur de la planification et du développement, Koweït**

• Secrétaire général

Directeur national du plan d'action pour la mise en œuvre des programmes de pays

Responsable du comité de sélection des consultants (2016-2017)

- Gestion technique, administrative et financière du Secrétariat général; restructuration du Secrétariat général ayant permis d'accroître l'efficacité et d'obtenir l'accréditation ISO 9001:2015; promotion d'une nouvelle politique RH axée sur la formation, le mentorat, l'accompagnement professionnel et les modèles positifs.
- Réorganisation du Secrétariat général et mise en place de la stratégie visant à faire de l'organisation un chef de file de la planification nationale soucieux d'articuler réflexion mondiale et action locale.
- Réforme du processus de planification relatif au Plan national de développement du Koweït. Mise en place des piliers de la vision et des indices mondiaux de la compétitivité. Définition des critères de sélection des projets en vue d'une utilisation plus judicieuse des fonds publics au titre du plan (ciblage progressif d'environ 140 projets suivis de manière plus efficace, contre 1 200 projets très dispersés auparavant). Publication de 14 rapports d'étape trimestriels automatisés sur le Plan national de développement du Koweït et de 4 plans annuels avant l'établissement du budget.
- Création du Centre national de l'économie du savoir, du Centre national de recherche sur le développement, du Centre du Koweït pour les politiques publiques (qui compte une cellule d'économie comportementale ou « nudge » reconnue par l'OCDE, le Laboratoire d'évaluation des politiques publiques du Koweït) et de l'Observatoire du développement durable.
- Création du Centre national de l'économie du savoir et de la Chaire du savoir du Koweït, qui financent 35 programmes de maîtrise et de doctorat sur l'économie du savoir et des domaines apparentés; conception de l'indice du savoir dans le secteur public et de la plateforme KnowZone, qui donne gratuitement accès à des informations sur l'économie du savoir; inclusion de l'économie du savoir dans le programme d'enseignement de base des paliers primaire et secondaire, en collaboration avec le Ministère de l'éducation; établissement d'une assise propice à la mise en place d'un écosystème de l'économie du savoir.
- Mise sur pied du Centre du Koweït pour les politiques publiques, qui compte une cellule d'économie comportementale (« nudge ») et qui sert de réservoir d'idées en matière de planification pour le Gouvernement. Le Centre contribue à l'élaboration de politiques publiques fondées sur les sept piliers du Plan national de développement, notamment dans les domaines de la santé publique, de la sécurité sociale, de l'administration publique, de l'éducation nationale, de la stratégie en matière d'emploi et de la diversification de l'économie, et contribue à l'avancement de la Politique nationale pour la jeunesse. Lancement de la série de conférences du Centre pour les politiques publiques, animées par des intervenants internationaux de renom sur différents sujets de politique publique. La cellule d'économie comportementale (Laboratoire d'évaluation des politiques publiques du Koweït) a mis en pratique de multiples expérimentations aléatoires en collaboration avec, entre autres, Nudge Lebanon, l'American University of Kuwait, le Groupe Helsinki et la Banque mondiale.
- Participation en qualité de membre à différents organismes publics, dont l'Autorité publique de l'industrie, l'Institut arabe de planification, le Fonds national pour le développement des petites et moyennes entreprises, l'Office public des logements sociaux, l'Institut koweïtien de la recherche scientifique, l'Autorité centrale chargée des technologies de l'information et Enayah, et à plusieurs groupes de travail ministériels et nationaux chargés notamment de la réforme économique et budgétaire, de l'adéquation éducation-emploi, de l'ozone et des changements climatiques, de la sécurité sociale, des disparités démographiques, du cadre budgétaire national, de la gestion des crises et des catastrophes et du plan directeur Koweït 2040; autres missions spéciales confiées par les commissions des affaires économiques et des services du Conseil des ministres consistant à analyser différentes questions majeures et à présenter des recommandations.
- Pilotage de l'action menée à l'échelle nationale pour réaliser les objectifs de développement durable du Programme 2030 de l'ONU en collaboration avec le Gouvernement, les secteurs public et privé, les organisations de la société civile, le bureau d'audit national et des organisations internationales, dont la Banque mondiale et le PNUD. Présentation du premier rapport national volontaire du Koweït lors du forum politique de haut niveau de l'ONU (juillet 2019) afin de mettre en relief l'action menée par le Koweït à l'égard des objectifs de développement durable dans le cadre du Plan national de développement. Mise en place d'un tableau de bord permettant au Conseil des ministres de suivre l'état d'avancement des projets nationaux.
- Gestion du plan d'action pour la mise en œuvre des programmes de pays avec le PNUD au Koweït (l'efficacité de l'exécution des projets a atteint un niveau record de 97%); mise en place de la Base nationale d'experts (liste de réserve du Koweït) pour le recrutement des experts du PNUD; approbation et gestion de 17 projets relevant du plan d'action à l'appui des capacités individuelles et institutionnelles des entités publiques dans différents secteurs (main-d'œuvre, besoins spéciaux, médicaments, énergie, patrimoine, élaboration des politiques, jeunesse, environnement, circulation routière, avancement des femmes et liste de réserve du Koweït).
- Conception de nouvelles modalités pour le cadre stratégique des organismes des Nations Unies au Koweït, avec le concours du Coordonnateur résident des Nations Unies et du Ministère des affaires étrangères.
- Poursuite du Programme des administrateurs auxiliaires jusqu'au quatrième cycle de candidatures (nomination de plus de 24 administrateurs auxiliaires en tout) et promotion de l'emploi de ressortissants koweïtiens à l'ONU. Promotion du

- programme Jeunes administrateurs de l'ONU et des programmes des Nations Unies pour le leadership des jeunes au Koweït.
- Présidence du comité de sélection des consultants et amélioration de son fonctionnement (le délai moyen de traitement par dossier est passé de 53 semaines à 15 semaines). Création d'un système d'inscription et d'évaluation en ligne et amélioration du traitement des avenants.
 - Représentation de l'État du Koweït lors de la signature du mémorandum d'accord de coopération entre le Koweït et la Chine concernant l'appui à la planification nationale (2017) et d'autres protocoles: Ban Ki-moon Centre for Global Citizens (2019), Institut mondial de la croissance verte (2019), indice du savoir dans le secteur public avec la Banque mondiale (2019) et système de signature numérique avec l'Autorité publique de l'information civile (2019).
 - Adoption de l'indice du capital humain de la Banque mondiale et collaboration avec la Banque mondiale en vue de l'établissement du premier indice du savoir dans le secteur public.
 - Cofondation du Prix du développement durable du Koweït, du Prix de distinction des femmes du Koweït sous le patronage de S.A. l'Émir et du Prix du développement durable pour les jeunes innovateurs en collaboration avec l'équipe du Concours de sciences et d'ingénierie du Koweït.
 - Développement d'un système intégré de planification du développement national (Astrolabe), basé sur l'intelligence artificielle, pour améliorer la planification et le suivi du plan national.
 - Lancement et pilotage des travaux sur la gouvernance institutionnelle dans le secteur public et publication du premier cadre national de gouvernance au Koweït.
 - Établissement de partenariats entre le Secrétariat général du Conseil supérieur de la planification et du développement et des organisations locales et internationales telles que l'Université du Koweït, la Fondation du Koweït pour l'avancement des sciences, l'Université américaine de Beyrouth et l'Université d'Ottawa.
 - Organisation et coorganisation de manifestations nationales, notamment les forums biennaux sur l'économie du savoir (2016 et 2018), le forum « 60 ans de planification » (2017), la manifestation Nouveau Koweït (2017 et 2018), la Conférence des consultants en ingénierie (2017 et 2019), le forum Koweït Expo 2018, le Forum national de l'éducation (2019), le Sommet du Nouveau Koweït (2019) et d'autres ateliers, symposiums et forums.
 - Participation à des émissions de radio et de télévision et à des entretiens pour plusieurs stations et organes de presse locaux et internationaux, dont CNN, CNBC, BBC, SkyNews, Bloomberg, le *Financial Times*, le *Washington Post* et Reuters.
 - Lancement et supervision des supports, de l'image de marque et de la campagne de communication de la stratégie « Vision du Koweït 2035 », et promotion de la vision du Nouveau Koweït à l'échelle locale et internationale dans plusieurs manifestations, notamment en Belgique, à Londres et dans la Silicon Valley.
 - Obtention du prix HR Award (catégorie « People First ») du Conseil de coopération du Golfe en reconnaissance de l'amélioration du fonctionnement du Secrétariat général.
 - Appui à la mise en œuvre de la réforme économique et budgétaire du Koweït en coordination avec le Ministère des finances et l'Autorité koweïtienne des investissements.
 - Coordination des travaux du Comité national de la notation souveraine lors la mise en place de la feuille de route visant à améliorer les notes de crédit du Koweït et à gérer les relations avec les trois agences de notation (Moody's, Fitch et S&P).
 - Participation au groupe de travail spécial sur la réforme économique nationale relevant directement du Premier Ministre.
 - Réalisation d'études sur la réforme de l'éducation et sur l'initiative « Une Ceinture et une Route » au Bureau de S.A. le Prince héritier.
 - Participation à la sélection des sous-secrétaires de l'Institut koweïtien de la recherche scientifique, et élaboration d'une méthode et de normes de sélection en remplacement de la méthode ad hoc qui était utilisée jusque-là.
 - Mise en place de la première structure de gouvernance des programmes publics et d'initiatives précises dans quatre grands domaines liés à des défis nationaux; conception et pilotage des travaux de mise en place d'un système automatisé de suivi de l'avancement des programmes publics; participation comme membre du comité directeur pour le développement du capital humain.
 - Introduction d'un nouveau dispositif de gouvernance pour le cadre de partenariat entre le Koweït et la Banque mondiale, en collaboration avec le Ministère des finances.
 - Présentation des programmes de travail du Gouvernement à l'Assemblée nationale en 2018 et 2022.
 - Participation à l'équipe du Premier Ministre chargée de réfuter les allégations faites à l'encontre du Premier Ministre à l'Assemblée nationale.

2015-2016 **Secrétariat général du Conseil supérieur de la planification et du développement, Koweït**

Sous-Secrétaire général chargé du suivi et des prévisions

Sous-Secrétaire général par intérim chargé de la planification

Secrétaire général par intérim

- Gestion administrative et financière des secteurs
- Élaboration d'un système intégré de suivi des projets du Plan national de développement du Koweït
- Formation d'autres entités publiques à la planification stratégique et au suivi
- Supervision et gestion des études et projets de conseil au Koweït
- Création du Centre national de l'économie du savoir
- Standardisation et automatisation du Portail des consultants (système d'achat de services de consultants)
- Conception d'un tableau de bord pour le suivi du Plan national de développement
- Mise en place d'une nouvelle structure organisationnelle
- Participation à la rectification de la nouvelle loi nationale de programmation 7/2016
- Participation à des commissions nationales et ministérielles

- Participation à des commissions du Secrétariat général
- Mise en œuvre de la nouvelle stratégie de planification, axée sur des indicateurs de résultats, dans le cadre du Plan national de développement
- Aide à la mise en œuvre du plan d'action pour la mise en œuvre des programmes de pays du PNUD
- Établissement d'un système de suivi sur le terrain grâce à des visites dans des sites de projets stratégiques
- Application des recommandations du Conseil des ministres et du Conseil supérieur de la planification et du développement en vue de la rationalisation des processus

FONCTIONS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES

Liste des conseils, programmes nationaux, commissions et comités supérieurs représentant le Gouvernement koweïtien

- Membre observateur – Institut mondial de la croissance verte (depuis 2019)
- Membre – Projet de développement du capital humain de la Banque mondiale (depuis 2018)
- Chef de délégation – Forum politique de haut niveau, Organisation des Nations Unies, premier rapport national volontaire du Koweït (2019)
- Membre du conseil d'administration et représentant du Gouvernement – Institut arabe de planification (depuis 2016)
- Membre – Comité exécutif de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (depuis 2016)
- Membre – Comité des sous-secrétaires à la planification du Conseil de coopération du Golfe (depuis 2015)
- Membre – Comité du bâtiment durable du Conseil de coopération du Golfe, Koweït (2012-2013)
- Membre – Comité des spécifications des matériaux de construction, Koweït (2011-2013)

FONCTIONS GOUVERNEMENTALES DE HAUT NIVEAU

Liste des conseils, des programmes nationaux, des commissions et des comités supérieurs dirigés par le Premier Ministre, le Vice-Premier Ministre ou un ministre, et des entités relevant de ces organisations

- Directeur national du plan d'action pour la mise en œuvre des programmes de pays – interlocuteur pays du PNUD (2015-2021)
- Président – Comité de sélection des consultants (membre en 2015-2016, président en 2016-2017)
- Membre – Comité supérieur du plan directeur Koweït 2040 (2015-2017), dirigé par le Premier Ministre
- Membre – Comité ministériel de suivi des programmes publics (depuis 2021), dirigé par le Vice-Premier Ministre
 - *Président – Équipe technique des programmes publics (depuis 2021)*
 - *Président – Développement du capital humain, Comité directeur des programmes publics (depuis 2021)*
 - *Membre – Restructuration gouvernementale, Comité directeur des programmes publics (depuis 2021)*
- Membre – Conseil des universités publiques (depuis 2019)
 - *Membre – Comité des politiques et des stratégies (depuis 2021)*
 - *Membre – Comité de l'adéquation éducation-emploi (2021)*
- Membre – Conseil supérieur de l'éducation (2016-2020)
 - *Membre – Commission des politiques générales, Conseil supérieur de l'éducation (2017)*
- Membre du conseil d'administration – Fonds national pour le développement des petites et moyennes entreprises (depuis 2017)
 - *Président – Comité exécutif des statuts et règlements applicables aux PME (depuis 2021)*
 - *Coprésident – Comité des stratégies et des politiques afférentes aux PME (depuis 2021)*
 - *Président – Comité de sélection du Directeur général adjoint, PME (2021)*
 - *Président – Évaluation de la proposition d'aménagement industriel du port Mina Abdullah pour le Comité des PME (2018)*
- Membre du conseil d'administration – Office public des logements sociaux (depuis 2017)
 - *Coprésident – Comité des politiques générales (2017-2018), président (2018-2021) (depuis 2021)*
 - *Membre – Comité d'enquête (2017)*
- Membre du conseil d'administration – Institut koweïtien de la recherche scientifique (depuis 2016)
 - *Membre – Comité des politiques générales (depuis 2017)*
 - *Membre – Comité de sélection du Directeur général adjoint (2019-2020, 2021)*
- Membre du conseil d'administration – Autorité publique pour l'enseignement et la formation appliqués (depuis 2019)
 - *Membre – Comité d'enquête (2022)*
- Membre du conseil d'administration – Autorité publique de l'industrie (depuis 2015)
 - *Membre – Comité d'évaluation de l'aménagement industriel (2017)*
 - *Membre – Comité consultatif d'examen des différends (2021)*
- Membre du conseil d'administration – Société de gestion des établissements de santé du Koweït (Enayah, entreprise publique, depuis 2017)

- Membre du conseil d'administration – Autorité publique de l'information civile (2015-2016)
- Coprésident – Comité national de gouvernance de la notation souveraine (depuis 2021)
- Membre – Comité supérieur des partenariats public-privé (depuis 2020)
- Membre – Comité supérieur de lutte contre la corruption (depuis 2019)
- Membre – Comité supérieur pour la mise en œuvre de la politique énergétique nationale (depuis 2018)
 - o Président – Comité sur le recours à l'économie comportementale en vue de la rationalisation de l'énergie (depuis 2019)
- Membre – Comité national sur la facilité de faire des affaires et l'amélioration de la compétitivité (depuis 2016)
- Membre – Comité du cadre budgétaire nationale (depuis 2016)

COMITÉS TECHNIQUES GOUVERNEMENTAUX

1. Président – Comité directeur de la transition énergétique nationale (depuis 2021)
2. Membre – Équipe koweïtienne pour l'Expo 2020 Dubaï (2017-2022), Équipe koweïtienne pour l'Expo 2025 Osaka (2022-2025)
3. Membre – Comité national sur l'ozone et les changements climatiques (depuis 2018)
4. Président – Comité national de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (depuis 2017)
5. Membre – Comité de l'adéquation éducation-emploi (2021)
6. Membre – Comité de restructuration des programmes de l'Université du Koweït (depuis 2021)
7. Président – Comité d'examen des dépenses d'investissement (programmes publics) (depuis 2021)
8. Président – Comité exécutif de la chaire du Koweït sur l'économie du savoir (depuis 2018)
9. Président – Comité du Prix du développement durable du Koweït (depuis 2018)
10. Membre – Comité des mégaprojets de l'Université du Koweït (depuis 2016)
11. Membre – Comité de recensement 2020 du Koweït (2019-2020)
12. Membre – Groupe de travail chargé de définir la vision et la stratégie de développement du Diwan du Premier Ministre (2021)
13. Membre – Comité de suivi des réformes économiques et budgétaires (programme Estidama) (2016-2018, 2021)
14. Coprésident – Comité d'amélioration de la notation souveraine (2020-2021)
15. Président – Comité de gestion du projet du chemin de fer national du Koweït (2020-2021)
16. Membre – Comité national d'élaboration de la stratégie en matière d'informatique et de communications (depuis 2019)
17. Président – Comité central du Plan national de développement du Koweït (2016-2020)
18. Président – Comité de rédaction du Rapport national sur le développement humain (2017-2021)
19. Membre – Comité chargé de l'application de la recommandation de l'UNESCO sur la science et les chercheurs scientifiques (2021)
20. Conseiller – Comité de simplification des procédures contractuelles (2019)
21. Membre – Comité intergouvernemental Koweït-Singapour sur la gestion des déchets solides (2019)
22. Coordonnateur – Comité de suivi du projet de construction du terminal 2 (2019)
23. Membre – Comité directeur sur la restructuration gouvernementale (2019-2021)
24. Membre – Comité de la politique nationale sur la protection de la concurrence (2019-2021)
25. Membre – Comité du Prix de distinction des femmes du Koweït (2018)
26. Président – Comité de l'adéquation éducation-emploi (2018-2019)
27. Coprésident – Comité national de la sécurité sociale (2017-2019)
28. Président – Comité de mise en service de l'hôpital Jaber (2018)
29. Membre – Comité directeur de la stratégie du Koweït pour la jeunesse (2017-2018)
30. Président – Comité technique du plan directeur Koweït 2040 (2015-2018)
31. Membre – Comité exécutif de l'île de Bubiyan et de la Ville de la soie (2017-2018)
32. Membre – Équipe d'information sur la première émission obligatoire (2017)
33. Membre – Comité d'aménagement des îles du Koweït et de la Ville de la soie (2016)
34. Membre – Comité sur la privatisation de la gestion de l'hôpital Sh. Jaber (2016)
35. Membre – Comité national sur les disparités démographiques au Koweït (2016-2017)
36. Membre – Évaluation de la séparation des volets formation et enseignement appliqué à l'Autorité publique pour l'enseignement et la formation appliqués (2015-2016)
37. Membre – Comité d'évaluation des appels d'offres afférents à la gestion des installations, Ministère de l'éducation du Koweït (2012)
38. Membre – Comité d'évaluation des appels d'offres au Bureau de la gestion des projets stratégiques, Koweït (2011-2012)
39. Membre – Comité national chargé d'encourager les étudiants à opter pour des filières scientifiques, Ministère de l'éducation du Koweït (2008-2009)
40. Membre – Comité d'évaluation des appels d'offres, Kuwait National Focal Point (2010-2011)

• RÉUNIONS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES ET INTERNATIONALES

Liste des présentations et des discussions organisées dans le cadre de réunions, tables rondes et forums régionaux et internationaux auxquels j'ai été invité en qualité de conférencier principal, de panéliste ou de présentateur

- **Rétablir, réformer et réinventer le capital humain dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord**, table ronde ministérielle virtuelle, Washington, *panéliste*, 9 mars 2022
- **13^e réunion annuelle des administrateurs auxiliaires**, en ligne, Koweït, *responsable de la réunion*, 2-3 novembre 2021
- **Réunion e-Business Grèce et Conseil de coopération du Golfe**, *conférencier principal*, Vision du Koweït 2035 et Vision économique de la Grèce, 15 juin 2021
- **Forum sur l'excellence de l'enseignement et de l'apprentissage à l'ère du numérique, Australian College of Kuwait**, *conférencier principal*, Rôle de l'éducation dans la planification et le développement, 2 juin 2021
- **« IPMA Global Best Practice », International Project Management Association**, *conférencier principal*, La résilience du développement national, 29 avril 2021
- **Réunion de la Banque mondiale**, *panéliste*, L'avenir de la protection sociale dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord: transformer une crise inédite en opportunité, 27 avril 2021
- **Forum de coopération Chine-Koweït en faveur de l'économie numérique dans le cadre de l'initiative « Une Ceinture et une Route »**, *conférencier principal*, 6 avril 2021
- **Réunion annuelle de la Banque mondiale**, *chef de délégation du Gouvernement*, Programme de développement du capital humain, Washington, 8-12 octobre 2019
 - **Nouveau Koweït**, déjeuner-conférence
 - **Les femmes, les entreprises et le droit**, *panéliste*
 - **Le capital humain au Moyen-Orient**, *panéliste*
- **Rapport national volontaire du Koweït sur les objectifs de développement durable**, *présentateur principal*, Forum politique de haut niveau, New York, 17-19 juillet 2019
- **Indicateurs de la migration dans le monde**, *panéliste*, Forum politique de haut niveau (Organisation internationale pour les migrations), New York, 17-19 juillet 2019
- **Faire progresser l'égalité femmes-hommes dans la région des États arabes: points d'entrée et priorités d'action**, *panéliste*, Forum de Tunis sur l'égalité femmes-hommes, Tunis, 24-26 avril 2019
- **Mise en œuvre de l'objectif de développement durable n° 5 au Koweït**, *panéliste*, manifestation parallèle de la 63^e réunion de la Commission de la condition de la femme, Organisation des Nations Unies, 2019
- **La gestion du temps d'un responsable de gouvernement: servir pour survivre**, Harvard Business Review, série EdaraLab, Abou Dhabi (Émirats arabes unis), 2018
- **Le rôle des jeunes à l'appui de la vision du Nouveau Koweït** (*panéliste*), manifestation organisée au consulat de Los Angeles, Silicon Valley, 29-30 novembre 2018
- **Le plan du Koweït pour l'avenir**, WadiTech, Silicon Valley, 29-30 novembre 2018
- **Le déficit de compétences dans les pays du Conseil de coopération du Golfe** (*panéliste*), Sommet GCC HR, Abou Dhabi (Émirats arabes unis), 2018
- **Le rôle des établissements d'enseignement et des ONG dans la promotion d'une plus grande utilisation des analyses comportementales dans les politiques publiques – L'avenir de l'économie comportementale et du nudge dans la région** (*panéliste*), *Économie comportementale et Nudge dans la région arabe: enseignements tirés et défis*, Nudge Lebanon, Beyrouth (Liban), 10-11 mai 2018
- **Forum arabe pour le développement durable** (*panéliste*), Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Beyrouth (Liban), 23 avril 2018
- **Atelier du Portail arabe pour le développement** (*participant*), PNUD, Beyrouth (Liban), 22 avril 2018
- **Atelier sur la facilité de faire des affaires** (*délégué*), Banque mondiale, Washington (États-Unis d'Amérique), 10-15 avril 2018
- **L'action du Koweït à l'égard des objectifs de développement durable**, 6^e comité de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Koweït, 16 mars 2018
- **Plan du Koweït pour l'avenir**, *Kuwait Investment Outreach*, Londres, 8 décembre 2017, Bruxelles, 20 février 2018, Silicon Valley, 29-30 novembre 2018 (*panéliste*)
- **Nouveau Koweït 2035**, Chambre de commerce, Paris, août 2017
- **Plan directeur de Koweït 2040**, 2^e Conférence internationale sur les politiques urbaines nationales, Paris, 15-18 mai 2017
- **Favoriser une croissance et un développement économiques inclusifs et durables**, Conférence régionale sur les défis et les priorités du développement dans une région arabe en mutation, Amman (Jordanie), 22-23 mai 2017
- **Programme des administrateurs auxiliaires au Koweït**, 11^e réunion des pays partenaires sur le Programme des administrateurs auxiliaires dans le système des Nations Unies, Bonn (Allemagne) (2017)
- **Obstacles à la rationalisation des subventions au Conseil de coopération du Golfe**, LSE & Oxford Energy Institute, Londres (Royaume-Uni) (2017)
- **Alignement du Plan national de développement du Koweït sur les objectifs de développement durable**, 29^e réunion ministérielle, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Doha (Qatar), 13-15 décembre 2016
- **Modèles opérationnels inclusifs à l'appui des objectifs de développement durable**, 7^e Sommet du Bosphore, Istanbul (Turquie), 29 novembre au 1^{er} décembre 2016

• TABLES RONDES, CONFÉRENCES ET FORUMS LOCAUX

Liste des présentations et des discussions organisées dans le cadre de réunions, tables rondes et forums locaux auxquels j'ai été le plus souvent convié par des entités publiques, des ONG et des organisations de la société civile au Koweït

- **Ring the Bell for Women Empowerment**, *conférencier*, 8 mars 2019, 2021 et 2022
- **Le pilier Infrastructure du Plan national de développement**, *conférencier*, Atelier sur la politique en matière d'infrastructure au Koweït, Institut koweïtien de la recherche scientifique, 19 novembre 2019
- **Nouveau Koweït**, *conférencier principal et panéliste*, Sommet sur le Nouveau Koweït, 10-11 décembre 2019
- **La politique relative aux investissements directs étrangers dans le Plan national de développement**, *conférencier et modérateur*, Troisième Forum de droit commercial, 27 novembre 2019
- **Indicateur sur les femmes, les entreprises et le droit**, Société des avocats du Koweït, 13 novembre 2019
- **Plan du Koweït pour l'avenir**, *conférencier principal*, Australian College of Kuwait, 11 novembre 2019
- **Développement national**, *panéliste*, Développement national et aide extérieure, Banque mondiale et Ministère des affaires étrangères, 28 octobre 2019
- **Politique d'innovation du Koweït (évaluation)**, *panéliste*, 9 octobre 2019
- **Réseau national des laboratoires**, *panéliste*, atelier sur la mise en place d'un réseau national des laboratoires, 7 octobre 2019
- **Plan national en faveur des personnes âgées**, *panéliste*, Journée internationale des personnes âgées, Ministère des affaires étrangères, 1^{er} octobre 2019
- **Le Koweït et le marché du travail**, *panéliste*, Pacte mondial des Nations Unies sur la migration, 1^{er} mai 2019
- **Les sociétés de conseil et les projets du Plan national du Koweït**, *panéliste*, Deuxième Conférence des ingénieurs consultants, Koweït, 1^{er} mai 2019
- **Mise au point d'infrastructures durables au Koweït**, *conférencier principal*, Conférence sur le développement d'infrastructures durables, Koweït, 23-24 avril 2019
- **L'excellence dans la fonction publique**, *panéliste*, *L'excellence dans les institutions publiques*, Koweït, 15-17 avril 2019
- **Nouveau Koweït 2035: la vision nationale du Koweït**, *conférencier principal*
 - o Réunion des directeurs généraux du groupe KIPCO, Koweït, 2 mai 2019
 - o Forum des entreprises Corée du Sud-Koweït, Koweït, 2 mai 2019
 - o 3^e Forum des entreprises UE-CCG, Koweït, 19-25 mars 2019
 - o Conseil canadien des affaires, Ambassade du Canada, Koweït, 4 mars 2019
- **Facilité de faire des affaires au Koweït**, *modérateur*, 3^e Forum des entreprises UE-CCG, Koweït, 19-20 mars 2019
- **Protection de la concurrence dans le cadre du Plan national de développement du Koweït**, *panéliste*, Forum sur la protection de la concurrence: rôles et législation, Koweït, 27 mars 2019
- **Prix « Service Hero » 2018**, Groupe Khayal, *panéliste aux côtés de M. Salah AlFulaj (NBK)*, 12 février 2019
- **Avancement des jeunes et des femmes et citoyenneté mondiale**, Ministère des affaires étrangères, *panéliste aux côtés de M. Ban-Ki moon et M. Fischer*, 12 février 2019
- **Conférence Industries Bridges (Jossor)**, *panéliste*, Union des industries du Koweït, 4 février 2019
- **Forum industriel du Koweït**, Autorité publique de l'industrie, *panéliste*, 30 janvier 2019
- **Conférence internationale du Koweït: l'intégrité au service du développement**, *panéliste*, 16 janvier 2019
- **2^e Forum sur le leadership en ingénierie**, Taqat, 10 janvier 2019
- **Portefeuille des projets relevant du Plan national de développement du Koweït**, Société de gestion de projet du Koweït, PIC Boubyan Club, 19 décembre 2018
- **Le tableau de bord prospectif dans le cadre du Plan national de développement du Koweït**, *panéliste aux côtés de M. Kaplan*, Palladium Event, Dar Al Athar Al Islamiya, 17 décembre 2018
- **Gestion des installations dans le cadre du Nouveau Koweït**, Conférence sur la gestion des bâtiments et des installations du Gouvernement, Société koweïtienne des ingénieurs, 16 décembre 2018
- **Innovation ou extinction**, Fondation Al-Fikr AlAraby, lancement du 10^e rapport, 10 décembre 2018
- **Les investissements publics en faveur des retraités**, 3^e Conférence annuelle sur l'exploitation de l'expertise des retraités, 10 décembre 2018
- **Protection sociale et filet de sécurité dans le cadre du Nouveau Koweït**, Forum sur le budget intérieur II, 13 novembre 2018
- **Vers une éducation juridique alignée sur les ambitions du Nouveau Koweït**, Conférence sur l'éducation et la culture juridiques, Société des législateurs du Koweït, Koweït, 24 septembre 2018
- **Présentation du Nouveau Koweït**, Concrétiser les ambitions du Nouveau Koweït: feuille de route vers 2035, manifestation HSBC, Koweït, 10 septembre 2018
- **Atelier anticorruption de Nazaha**, Autorité de lutte contre la corruption, Koweït, 22 avril 2018
- **Plans d'avenir pour le Koweït**, Institut diplomatique Saud Al-Nasser, Ministère des affaires étrangères, Koweït, 4 avril 2018
- **Nouveau Koweït 2035 et projets pour l'avenir**, Tshala, Koweït, 28 mars 2018
- **Gestion des résultats du Plan national de développement**, Kuwait Petroleum Corporation, Koweït, 25 mars 2018
- **Vers les Routes de la soie**, Kuwait-British Friendship Society, Koweït, 21 mars 2018
- **Le plan du Koweït pour l'avenir: projets d'investissement**, Forum du Koweït pour l'investissement, Koweït, 21 mars 2018
- **Plan national de développement du Koweït: diversification économique**, Conférence internationale sur le développement des pays du Conseil de coopération du Golfe, Université arabe ouverte (2018)
- **Responsabilités des fonctionnaires**, Initiative Amana, Assemblée nationale, Koweït (2018)
- **Révolution numérique et vision des gouvernements**, *panéliste*, Forum sur l'économie du savoir, Koweït (2018)
- **Mégadonnées: la clé de la croissance économique**, *modérateur*, Forum sur l'économie du savoir, Koweït (2018)
- **Nouveau Koweït 2035**, délégation de haut niveau de la Chambre de Doha, Chambre de commerce et d'industrie du Koweït, Koweït, 24 janvier 2018

- **Créativité et capital humain**, Nuqat, 24 janvier 2018
- **Les jeunes dans le Plan national de développement et la Vision du Koweït**, Forum pour les jeunes et l'excellence institutionnelle, 25 janvier 2018
- **Les technologies de l'information et des communications et le Plan national de développement**, Conférence sur l'Internet des objets, Koweït, 19 décembre 2017
- **Gestion des connaissances dans les institutions publiques**, KADEF, Koweït, 18 décembre 2017
- **Utilisation des systèmes solaires dans les coopératives**, Utilisations des énergies renouvelables au Koweït, 29 novembre 2017
- **Planification du budget intérieur**, Forum sur le budget intérieur, Koweït, 22 novembre 2017
- **Table ronde sur le développement du Koweït: pleins feux sur les infrastructures**, Semaine de l'infrastructure, Koweït, 29 octobre 2017
- **Table ronde sur la gouvernance au Gouvernement**, Premier Forum sur la gouvernance dans les organisations publiques, Koweït (2017)
- **Plan national de développement et Vision du Koweït 2035**, KPC Leadership Forum, Koweït (2017)
- **Table ronde sur l'harmonisation entre l'économie numérique et le Plan national de développement**, Passage à l'économie numérique, Hematech, Koweït (2017)
- **Plan national de développement et questions de développement urbain**, Forum du logement au Koweït, Koweït (2017)
- **Atelier de lancement de la stratégie nationale en santé**, Fondation du Koweït pour l'avancement des sciences, Koweït (2017)
- **Atelier sur le livre blanc des politiques publiques de l'énergie**, Fondation du Koweït pour l'avancement des sciences, Koweït (2017)
- **Table ronde sur les partenariats avec les ONG et les sociétés civiles**, KIPCO Sharakah Forum, Koweït (2017)
- **Table ronde sur le Plan national de développement et l'établissement juridique électronique au Koweït**, Forum des assemblées électroniques (2017)
- **Table ronde sur les résultats des établissements d'enseignement et le marché du travail**, Société des diplômés du Koweït, Koweït (2017)
- **Table ronde sur les activités gouvernementales à l'appui de la réforme administrative**, Forum sur la compétitivité, Koweït (2017)
- **Présentation du Plan national de développement du Koweït**, Institut diplomatique, Koweït (2017 et 2018)
- **Table ronde sur les PME et l'inclusion des femmes**, Institut arabe de planification, Koweït (2017)
- **Atelier sur l'urbanisme au Koweït**, Fondation du Koweït pour l'avancement des sciences, Koweït (2016)
- **Plan national de développement du Koweït et informatique**, Prix Sh. Salem Al-Ali (2016)
- **Table ronde sur le développement du capital humain comme pilier du Plan national de développement**, Conférence sur le développement humain (2016)
- **Investir au Koweït**, British Business Council, Ambassade du Royaume-Uni (2016)
- **Présentation du Plan national de développement au secteur privé**, Kuwait Fair Expo (2016)
- **Atelier sur le rôle du secteur privé dans la réalisation des objectifs de développement durable**, PNUD, Koweït (2016)
- **Objectifs de développement durable et Plan national de développement**, Forum des ingénieurs du Koweït, Koweït (2016)
- **Table ronde sur le Plan national de développement et l'économie du savoir**, Première Conférence nationale sur l'économie, Koweït (2016)
- **Atelier consacré à l'alignement du Plan national de développement sur les objectifs de développement durable**, PNUD, Koweït (2016)
- **Objectif de développement durable n° 5: Atelier sur les disparités entre les femmes et les hommes au Koweït**, PNUD, Koweït (2016)
- **Objectif de développement durable n° 8: Conditions de travail dans les ateliers du Koweït**, PNUD, Koweït (2016)
- **Atelier sur la planification de l'éducation au Koweït**, Conseil supérieur de la planification et du développement, Koweït (2015)

• EXPÉRIENCE DE TRAVAIL DANS L'ENSEIGNEMENT

• POSTES

2013-2015 **Département de génie chimique, Université du Koweït (Koweït)**

Professeur associé

- Enseignement à des étudiants de premier cycle et des cycles supérieurs
- Mise sur pied du Laboratoire de calcul et de simulation en ingénierie (ECSL@KU)
- Collaboration avec des groupes de recherche du MIT dans le domaine du stockage des énergies renouvelables
- Consultation de l'Union des industries du Koweït sur la mise en place du Centre de soutien stratégique
- Élaboration d'un programme d'échange de personnel avec l'Union des industries du Koweït
- Création de la section locale de l'American Institute of Chemical Engineers au Koweït
- Consultation de Son Excellence Madame la Ministre d'État chargée du développement et de la planification
- Organisation du Programme des jeunes scientifiques en collaboration avec Dow Chemical
- Mise en place et enseignement du cours d'introduction aux nanotechnologies (option)
- Nomination aux Prix de la production scientifique de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole et de la Fondation du Koweït pour l'avancement des sciences
- Formation du personnel d'encadrement intermédiaire de l'opération commune Khafji sur le travail d'équipe et la délégation des tâches
- Obtention du brevet américain 14/706 940

2000-2013 **Département de génie chimique, Université du Koweït (Koweït)**

Maître de conférences

- Enseignement à des étudiants de premier cycle et des cycles supérieurs
- Animation de 28 cours d'enseignement général, de génie chimique et de gestion
- Création de la première section étudiante de l'American Institute of Chemical Engineers dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord
- Formation de plus de 600 ingénieurs et professionnels dans le cadre de cours de gestion et d'ingénierie
- Établissement de liens entre le Département et EQUATE
- Mise à niveau du cours sur les techniques de conception en génie chimique
- Introduction du cours (option) sur le génie nucléaire dans le cursus
- Participation à plus de 30 comités gouvernementaux, universitaires et départementaux
- Rédaction du manuel sur le fonctionnement des laboratoires et corédaction d'un ouvrage sur les réseaux sociaux
- Consultation de l'administration de l'Université du Koweït sur des questions stratégiques
- Encadrement de plus de 20 étudiants de cycles supérieurs en génie chimique et en gestion
- Création de SYNERGY, le premier groupe de recherche sur les réseaux complexes de la région
- Présentation d'exposés lors de conférences locales et internationales
- Obtention du Prix du meilleur enseignant et du Prix du meilleur cours électronique

Avril-juin 2006 **Theoretical Chemistry Institute, Université du Wisconsin, Madison (États-Unis)** – avec Arun Yethiraj

Professeur invité

- Formulation intégrale de polyélectrolytes

Juin-août 2006 **Instituto de Física, Universidad Federal do Rio Grande do Sul, Porto Alegre (Brésil)** – avec Marcia Barbosa

Professeur invité

- Le problème de l'inversion de la charge de l'ADN

Juil.-nov. 2005 **Département de génie chimique, Université d'Auckland, Auckland (Nouvelle-Zélande)** – avec Mohammed Farid

Professeur invité

- La méthode du pincement Eau

1998-2000 **Département de génie chimique, Université Northwestern (États-Unis)**

Professeur assistant

- Contrôle de processus
- Phénomènes de transport
- Sciences et ingénierie des polymères

1995-2000 **Département de génie chimique, Université du Koweït (Koweït)**

Boursier d'études supérieures

- Thermodynamique du génie chimique
- Rhéologie des polymères et thermodynamique statistique des polyélectrolytes

- 1993-1995 **Département de dessalement, Division des ressources en eau, Institut koweïtien de la recherche scientifique (Koweït)**

Assistant de recherche

- Assemblage des boucles d'essais à haute et basse pression dans le cadre d'études de corrosion par eau de mer
- Aide apportée à différents projets subventionnés
- Exploitation des unités de dessalement par osmose inverse en collaboration avec l'équipe dédiée
- Mise en service et mise à niveau du système de filtration de l'eau de mer
- Établissement, organisation puis supervision du laboratoire de l'eau au sein de l'usine de dessalement par osmose inverse de Doha
- Participation à la simulation de dessalement hybride par osmose inverse et distillation à détenteurs étagées
- Participation à plusieurs comités d'appel d'offres
- Participation à deux grands projets en tant que chef de projet:
 1. Projet sur la corrosion par eau de mer
 2. Projet de simulation de dessalement par osmose inverse et distillation à détenteurs étagées

1992-1993 **Département de génie chimique, Université de Toronto (Canada)**

Assistant de recherche

- Réactions de l'iode dans l'enceinte de confinement d'une centrale nucléaire – projet de simulation

EXPÉRIENCE EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE

• COURS ENSEIGNÉS

1. Mathématiques appliquées au génie chimique – niveau avancé (ChE 511)
2. Thermodynamique du génie chimique – niveau avancé (ChE 521)
3. Phénomènes de transport – niveau avancé (ChE 545)
4. Transport de la quantité de mouvement – niveau avancé (ChE 541)
5. Optimisation des processus– niveau avancé (ChE 582)
6. Conception d'usine (ChE 491)
7. Conception d'équipement (ChE 493)
8. Option en génie chimique: *introduction aux nanotechnologies* (ChE 484)
9. Option en génie chimique: *introduction au génie nucléaire* (ChE 484)
10. Techniques d'optimisation (ChE 457)
11. Introduction au génie nucléaire (ChE 361)
12. Opérations de transfert de masse (ChE 440)
13. Laboratoire des opérations de transfert de masse (ChE 443)
14. Traitement des eaux usées (ChE 463)
15. Génie des polymères (ChE 473)
16. Introduction à l'ingénierie environnementale (ChE 304)
17. Génie pétrochimique (ChE 474)
18. Transfert de masse (ChE 345)
19. Transfert de chaleur (ChE 343)
20. Thermodynamique du génie chimique (ChE 340)
21. Cinétique et conception de réacteur A (ChE 324)
22. Mécanique des fluides (ChE 241)
23. Principes fondamentaux de la conception en génie chimique (ChE 219)
24. Principes de base du génie chimique II (ChE 213)
25. Principes de base du génie chimique I (ChE 211)
26. Méthodes numériques pour ingénieurs (ENGR 308)
27. Économie de l'ingénierie (ENGR 209)
28. Thermodynamique de l'ingénierie (ENGR 208)
29. Introduction aux programmes d'ingénierie (ENGR 099)
30. Recherche ou activités opérationnelles (QMS 205)

• THÈMES DE RECHERCHE

- *Recherche fondamentale*
 - Thermodynamique des solutions complexes
 - Mécanique statistique des réseaux complexes
- *Recherche technologique et appliquée*
 - Mécanique des fluides numérique dans les systèmes chimiques et biologiques
 - Optimisation de la conception et de l'exploitation des procédés chimiques
 - Synthèse, fabrication et modélisation de cellules solaires organiques
- *Recherche sur la formation en gestion et en ingénierie*
 - Formation en ingénierie
 - Gestion de projet

• GROUPE DE RECHERCHE

SYNERGY, groupe de recherche sur les réseaux complexes (réseaux de réactions sociales, biologiques et chimiques) qui rassemble des collaborateurs locaux et internationaux.

• BREVETS

1. Ghufran Al-Shiridah, **Khaled Mahdi** et Maytham Safar, « System and Method for Determining the Feedback Capacity of Information Distributed in Complex Networks (Cyclo-Feed) ». **Dossier de brevet des États-Unis 23588.65** (2018).

• PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

2021

1. Eric Andrew Finkelstein, Jesse D Malkin, Drishti Baid, Ada Alqunaibet, **Khaled Mahdi**, Mohammed Bin Hamad Al-Thani, Buthaina Abdulla Bin Belaila, Ebrahim Al Nawakhtha, Saleh Alqahtani, Sameh El-Saharty, Christopher H Herbst, « The impact of seven major noncommunicable diseases on direct medical costs, absenteeism, and presenteeism in Gulf Cooperation Council countries », *Journal of Medical Economics*, doi: 10.1080/13696998.2021.1945242, Taylor & Francis (2021).

2013

2. AlShiridah, Ghufran; **Mahdi, Khaled**; Safar, Maytham; « Facebook feedback capacity modeling », *Social Network Analysis and Mining (SNAM)* 3:4, Springer, Vienne (2013).
3. Safar, Maytham; **Mahdi, Khaled**; Farahat, Hisham; Albehairy, Saud; Kassem, Ali; Alenzi, Khalid; « Approximate cycles count in undirected graphs », *International Journal of Computational Intelligence Systems*, Taylor & Francis (2013).
4. Almohri, Sayed Mohammad; AlShiridah, Ghufran A; Safar, Maytham; **Mahdi, Khaled**; « Correlating feedback capacity with degree of diffusion in heterogeneous complex networks », *International Journal of Space-Based and Situated Computing* 3:4, Inderscience Publishers (2013).
5. Ibrahim Sarkhoh, **Khaled Mahdi** et Maytham Safar, « Estimation Algorithm for Counting Periodic Orbits in Complex Social Networks », *Information System Frontiers*, numéro spécial sur la gestion de l'information sémantique, 15 (2), p. 193-202 (2013).

2012

6. Maytham Safar, Fahad Mahdi et Khaled Mahdi, « An Algorithm for Detecting Cycles in Undirected Graphs using CUDA Technology », *International Journal of Digital Information and Wireless Communications (IJDIWC)*, vol. 2, n° 1, p. 194-213, publié par la Society of Digital Information and Wireless Communications (2012).
7. **K. Mahdi**, L. Jamal et M. Safar, « Cyclic Entropy of Collaborative Social Network », *IET Communications*, 6 (12), p. 166-1617 (2012).

2011

8. Maytham Safar, **Khaled Mahdi**, Hisham Farahat, Saud Albehairy, Ali Kassem, Khalid Alenzi, « Approximate Cycles Count in Undirected Graph », *International Journal of Computational Intelligence Systems (IJCIS)* (2011).
9. Maytham Safar, **Khaled Mahdi** et Sadeq Torabi, « Network Robustness and Irreversibility of Information Diffusion of Complex Networks », *Journal of Computational Science*, numéro spécial sur les systèmes informatiques sociaux, 2 (3), p. 189-314 (2011).
10. Muhammad Mujiburahman, **Khaled A. Mahdi** et Ali Elkamel, « Predictive model of per-vaporation performance based on physicochemical properties of permeant-membrane material and process conditions », *Journal of Membrane Science*, 381, p. 1-9 (2011).
11. G. Zahedi, A. Lohi et **K. Mahdi**, « Hybrid modeling of ethylene-to-ethylene oxide heterogeneous reactor », *Fuel Processing Technology*, 92, p. 1725-1732 (2011).

2010

12. **K. Mahdi**, M. Al-Rashed, A. Alsairafi et J. Wójcik, « CFD Simulation of A Conical-Cylindrical Crystallization Unit Multi-Phase Eulerian Model », *Kuwait J. Sci. Eng.*, 37 (2B), p. 145-160 (2010).
13. M. Safar, N. El-Sayed, **K. Mahdi** et D. Taniar, « Entropy Optimization of Social Networks using an Evolutionary Algorithm », *Journal of Universal Computer Science*, 16 (6), p. 983-1003 (2010).
14. M. Safar, H. Farahat et **K. Mahdi**, « Robustness of Dynamic Social Network, Journal of Mobile Multimedia », 6 (3), p. 243-262 (2010).

2009

15. K. Mahdi, M. Safar et S. Torabi, « A Model of Diffusion Parameter characterizing Social Network », *IADIS International Journal, WWW/Internet*, 7 (1), p. 136-151 (2009).
16. **Khaled Mahdi**, Maytham Safar, Ibrahim Sorkhoh et Ali Kassem, « Cycle-Based versus Degree-based Classification of Social Networks », *Journal of Digital Information Management*, numéro spécial, 7 (6), p. 383-389 (2009).
17. **K. Mahdi**, Maytham Safar et Hisham Farahat, « Analysis of Temporal Evolution of Social Networks », *Journal of Mobile Multimedia*, 5 (4), p. 333-350 (2009).

2008

18. **K. Mahdi**, G. Zahedi, R. Gheshlaghich et A. Lohi d, « Characterization and modeling of a crude oil desalting plant by a statistically designed approach », *Journal of Petroleum Science and Engineering*, 61, p. 116-123 (2008).
19. S. F. Peng, M. Farid, I. Ho et **K. Mahdi**, « Water and Wastewater Minimization in Dairy Plants using Water Pinch Technology », *J. Int. Environmental Application & Science*, vol. 3, n° 1, p. 43-50 (2008).
20. **Khaled A. Mahdi**, « Generating Thermodynamics Phase Diagrams Using Symbolic Calculator », *World Review of Science, Technology and Sustainable Development*, vol. 5, n° 3/4 (2008).

2006-2000

21. **Khaled A. Mahdi** et Zuzana Drobova, « Phase Behavior of DNA Solutions in the presence of Salts », *Fluid Phase Equilibria*, 242, p. 103-109 (2006).
22. M. Riazi, **K. Mahdi** et M. Al-Qallaf, « Generalized Correlation for the Viscosity of Hydrocarbons Based on Corresponding States Principles and Molar Refraction », *Journal of Chemical & Engineering Data*, 50, p. 1-5 (2005).
23. **Khaled A. Mahdi** et Monica Olvera de la Cruz, « Phase Diagrams of Salt-Free Polyelectrolyte Solutions », *Macromolecules*, 33, p. 7649-7654 (2000).

• OUVRAGES ET CHAPITRES D'OUVRAGES

1. Ghufuran Al-Shiridah, Maytham Safar et **Khaled Mahdi**, « Mobile Communication Networks », accepté pour publication dans la section « History of Social Networks: Past, Present and Future », *Encyclopedia of Social Network Analysis and Mining (ESNAM)*, codirigé par Reda Alhajj et Jon Rokne, Springer Verlag (2014).
2. Maytham Safar et **Khaled Mahdi**, *Social Networking and Community Behavior Modeling: Qualitative and Quantitative Measures*, IGI (2011).
3. A. Eltoukhy, M. Safar et **K. Mahdi**, « Modeling, Analysis and Characterization of Dubai Financial Market as a Social Network », chapitre de *Software Engineering and Computer Systems*, série « Communications in Computer and Information Science », vol. 181, partie 3, p. 443-454, Springer (2011).

• RAPPORTS TECHNIQUES

1. **Khaled A. Mahdi**, « MENA Petrochemical Industries Report 2014 », série de rapports techniques FOCUS, n° 1, FOCUS Consultancy Services, Koweït (2014).
2. **Khaled Mahdi**, Ali Elkamel et Hariharan Krithivasan, « Survival of the Fittest in the Oil and Gas Industry – Integration of Refinery and Petrochemical Industries, Refinery and Petrochemical Integration », Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (2014).

• CONFÉRENCES ET ACTES

2016

1. M. Hrishiah, M. Safar; **K. Mahdi**, « Modeling Twitter as weighted complex networks using retweets », Conférence internationale de l'IEEE/ACM « Advances in Social Network Analysis and Mining » (ASONAM) (2016).

2015

2. A. Elkamel, L. Simon; E. Tsai; V. Vinayagamoorthy; I. Bagshaw; S. Al-Adwani; **K. Mahdi**, « Modeling the mechanical properties of biopolymers for automotive applications », Conférence internationale sur le génie industriel et la gestion des opérations, Doubaï (2015).

2014

3. M. Bin Shams, **K. Mahdi**, A. Elkamel, K. Moorthy, J. Refinejad et A. Saxena, « Design of T² Statistical Control Chart Based on Economic Criterion », réunion annuelle 2014 de l'AICHE, Atlanta (États-Unis d'Amérique) (2014).
4. **K. Mahdi**, A. Elkamel, L. Simp, E. Tsai, V. Vinnayagamoorthy et I. Bagshaw, « Modeling the Mechanical Properties of Biopolymers for Automotive Application », réunion annuelle 2014 de l'AICHE, Atlanta (États-Unis d'Amérique) (2014).
5. Maytham Safar et **Khaled Mahdi**, « Degree of Diffusion in Real Complex Networks », Quatrième Conférence internationale sur le traitement de l'information numérique et les communications (ICDIPC 2014), The Society of Digital Information and Wireless Communications (2014).

2013

6. Saeed B. Bukallah, Sara Al-Omani, Ali Bumajdad, Fakhria A. Al-Sagheer, **Khaled Mahdi** et Tasneem Saleh, « Highly efficient photocatalysts of TiO₂ nanoparticles prepared via microwave and microemulsion techniques », 11^e Congrès européen de la

catalyse – EuropaCat (XI), « 20 years of European Catalysis and beyond », Centre de congrès de Lyon, Cité internationale (France), 1^{er} au 6 septembre 2013.

7. Al-Shiridah, Ghufuran, **Mahdi, Khaled** et Safar, Maytham, « Feedback Capacity of Different Complex Network Models », Advanced Information Networking and Applications Workshops (WAINA), 27^e Conférence internationale, Institute of Electrical and Electronics Engineers (IEEE) (2013)
8. Aldwaisan, Eman; Safar, Maytham et **Mahdi, Khaled**; « Analysis of Heterogeneous Complex Networks Using the Degree of Diffusion », 16^e Conférence internationale sur les systèmes d'information en réseau, IEEE (2013).
9. Maytham Safar, **Khaled Mahdi** et Ghufuran Alshareda, « Feedback Capacity of Different Complex Networks Model », 9^e Symposium international sur les frontières des systèmes d'information et des applications réseau, Barcelone (Espagne), 2013.

• **2012**

10. Ibrahim Sarkhoh, **Khaled Mahdi** et Maytham Safar, « Cyclic Entropy of Complex Network », ASONAM/IEEE/ACM, Turquie (2012).
11. Ibrahim Sarkhoh, **Khaled Mahdi** et Maytham Safar, « The limitations of the BP Algorithm for Counting Cycles in Random Networks », ASONAM/IEEE, Turquie (2012).
12. Maytham Safar, **Khaled Mahdi** et Ghufuran Alshareda, « Feedback Capacity of Random Networks », NBIS, IEEE, Melbourne (Australie) (2012).
13. **K. Mahdi**, A. Almajid, M. Safar, H. Riquelume et S. Torabi, « Social Network Analysis of Kuwait Publicly Held Corporations », 3^e Conférence sur les systèmes ambiants, Niagara Falls (Canada) (2012).

• **2011**

14. **K. Mahdi**, M. Safar, I. Sarkhoh et H. Farahat, « On maximizing the entropy of complex network », 2^e Conférence sur les systèmes ambiants, Niagara Falls (Canada) (2011).
15. A. Eltoukhy, M. Safar et **K. Mahdi**, « Modeling, Analysis and Characterization of Dubai Financial Market as a Social Network », Deuxième Conférence internationale sur le génie logiciel et les systèmes informatiques (ICSECS), Kuantan (Malaisie) (2011).
16. F. Mahdi, M. Safar et **K. Mahdi**, « Detecting Cycles in Graphs using Parallel Capabilities of GPU », dans les actes de la Conférence internationale sur les technologies numériques de l'information et de la communication et leurs applications (*Digital Information and Communication Technology and Its Applications: International Conference*), série « Communications in Computer and Information Science », vol. 167, partie II, p. 193-205, Springer (2011).

• **2010**

17. Ibrahim Sarkhoh, **Khaled Mahdi** et Maytham Safar, « Computation Non-Intensive Estimation Algorithm for Counting Cycles in Random Networks », dans les actes de la 12^e Conférence internationale sur l'intégration de l'information et les applications et services Web (iiWAS) (2010).
18. **K. Mahdi**, M. Safar et S. Torabi, « Diffusion and Reverse Diffusion Processes in Social Networks: Analysis using the Degree of Diffusion α », U-Media, Paris (2010).
19. M. Mujiburahman et **K. Mahdi**, « Modeling of Pervaporation Process Performance », CHISA, République tchèque (2010).

• **2009**

20. **Khaled A. Mahdi**, Mohsen H. Al-Rashed, Ammar A. Alsairafi et Janusz Wójcik, « CFD Simulation of A Conical-Cylindrical Crystallization Unit Multi-Phase Eulerian Model », 7^e Conférence internationale sur la mécanique des fluides numérique dans les industries des minéraux et des procédés (CSIRO), Melbourne (Australie), 9-11 décembre 2009.
21. Maytham Safar, Hisham Farahat et **Khaled Mahdi**, « Analysis of Dynamic Social Network: E-mail Messages Exchange Network », 11^e Conférence internationale sur l'intégration de l'information et les applications et services Web (iiWAS), Malaisie (2009).
22. Maytham Safar, **Khaled Mahdi** et Ali Qassim, « Universal Cycles Distribution Function of Social Networks », Première Conférence internationale sur les technologies numériques en réseau (2009).
23. Maytham Safar, **Khaled Mahdi**, Hisham Farahat, Saud Albehairy, Ali Kassem, Khalid Alenzi, « Approximate Cycles Count in Undirected Graph », Première Conférence internationale sur les technologies numériques en réseau, 28-31 juillet 2009.
24. N. El-Sayed, **K. Mahdi** et M. Safar, « Cyclic Entropy Optimization of Social Networks using an Evolutionary Algorithm », actes de la Conférence internationale de l'IEEE sur l'informatique scientifique et ses applications (ICCSA), République de Corée (2009).
25. **K. Mahdi**, M. Safar et S. Torabi, « A Model of Diffusion Parameter characterizing Social Network », actes de la Conférence de l'e-Society/IADIS, Barcelone (Espagne) (2008).
26. **K. Mahdi**, L. Jamal et M. Safar, « Characterizing Collaborative Social Network using Cyclic Entropy, case study: Wikipedia™ », actes de la Conférence de l'IADIS/WBC (2009).
27. M. Safar, N. Al-Sayed et **K. Mahdi**, « Cyclic Entropy Optimization of a Scale-Free Social Network using Evolutionary Algorithm », actes de la Conférence de l'IADIS/WBC (2009).
28. G. Zahedi, A. Elkamel et **K. Mahdi**, « Analytic Hierarchy Process Applied to SO_x Emission in a Power Plant Station Plant », actes de la 2^e Conférence sur l'environnement et la durabilité (WES), Koweït (2009).

• **2008**

29. **K. Mahdi**, H. Farahat et M. Safar, « Temporal Evolution of Social Networks in Paltalk™ », actes de la Conférence iiWAS 2008, Linz (Autriche), 24-26 novembre 2008.
30. E. Sarkhoh, M. Safar et **K. Mahdi**, « Classification of Social Networks », actes de la Conférence IADIS-WWW/Internet 2008, Fribourg (Allemagne), 13-15 octobre 2008.

31. M. Safar, **K. Mahdi** et E. Sarkhoh, « Maximum Entropy of Fully Connected Social Networks », actes de la Conférence internationale de l'IADIS sur les communautés Web, Pays-Bas, 22-27 juillet 2008.
32. **K. Mahdi**, M. Safar et E. Sarkhoh, « Entropy of Robust Social Networks », actes de la Conférence internationale e-Society de l'IADIS, Algarve (Portugal), 9-12 avril 2008.

• 2007

33. **K. Mahdi**, G. Zahedi, R. Gheshlaghich et A. Lohi, « Optimization of Kuwait Oil Refinery-Desalting Plant: using design of experiments », 2^e Conférence internationale « Modélisation, simulation et optimisation appliquée », Abou Dhabi (Émirats arabes unis), 24-27 mars 2007 – organisateur d'une session extraordinaire sur l'optimisation des processus

2005

34. Janusz Wojcik, Mohsen H. Al-Rashed et **Khaled A. Mahdi**, « Theoretical and Experimental Analysis of Radial Thickener », 7^e Conférence de la Water Sciences & Technology Association (WSTA) sur l'eau dans le Golfe, « Water in the GCC Towards an Integrated Water Resources Management », Koweït, 19-23 novembre 2005.

2004

35. S. Ali, Y. Malallah, et **K. Mahdi**, « Kinetics of the Esterification reaction of Acetic Acid with Butane over Amberlyst 15 », 16^e Congrès international de génie chimique et des procédés, Prague (République tchèque), 22-26 août 2004.
36. S. Drobiova et **K. Mahdi**, « DNA Precipitation in the Presence of Multivalent and Polyelectrolyte Salts », 16^e Congrès international de génie chimique et des procédés, Prague (République tchèque), 22-26 août 2004.
37. **K. Mahdi**, A. Khan et A. Sattar, « Temperature Dependency on Multicomponent Adsorption », Conférence internationale sur l'ingénierie, Mu'tah (Jordanie), 26-28 avril 2004 – président de la session Modélisation et simulation
38. **K. Mahdi**, « Building Up an Engineer », Première Conférence sur les pratiques efficaces en ingénierie, Beyrouth (Liban), 20-30 janvier 2004.

2000-2003

39. Hussein, **K. Mahdi**, et A. El-Kamel, *Supply Chain Management of Refinery OR 45*, Keele Conference Park, Royaume-Uni, 3-5 septembre 2003.
40. M. R. Riazi, M. Al-Qallaf, et **K. Mahdi**, *Prediction of Viscosity of Hydrocarbon Fluids at High Pressures*, 15^e Congrès international de génie chimique et des procédés, Prague (République tchèque), 25-29 août 2002.
41. **Khaled A. Mahdi** et Monica Olvera de la Cruz, *Cross-Linked Model of Polyelectrolyte-Salt Solutions*, Conférence internationale de chimie II, Singapour (2001).

1999-1993

42. **Khaled A. Mahdi** et Monica Olvera de la Cruz, *Phase Diagrams of Salt-Free Polyelectrolyte Solutions*, réunion annuelle de l'American Physical Society, Atlanta (États-Unis d'Amérique) (1999).
43. **Khaled A. Mahdi** et Monica Olvera de la Cruz, *Generating Phase Diagram using Mathematica®*, réunion de l'American Institute of Chemical Engineers Students, Evanston (États-Unis d'Amérique) (1998).
44. **Khaled A. Mahdi**, *Methylation of Model Compound of Coal and Oil Shale*, 2^e réunion scientifique de l'Union nationale des étudiants koweïtiens, Londres (Royaume-Uni) (1993).

PUBLICATIONS ET ARTICLES GÉNÉRAUX

1. **Khaled A. Mahdi**, « The future of the petrochemical industries in Kuwait », *The Industrialist*, revue officielle de l'Union des industries du Koweït, numéro du mois de mars (2012).
2. **Khaled A. Mahdi**, « PM-ish Question! », bulletin d'information de la section du Golfe du Project Management Institute (2011).
3. **Khaled A. Mahdi**, « Project Selection by Analytic Hierarchy Process, Case Study: Kuwait's Power Station Pollution Control », bulletin d'information de la section du Golfe du Project Management Institute (2010).
4. Souhaila Almutawa et **Khaled A. Mahdi**, « PMI Earns ISO 17024 Accreditations », bulletin d'information sur la gestion des projets du Golfe, p. 20-22, mars 2008.
5. **Khaled A. Mahdi** et Zuzana Drobiova, « Assessment of Sulfur Transportation and Storage », Al-Mohandeson, Société koweïtienne des ingénieurs, numéro de décembre 2006.

PROJETS DE RECHERCHE FINANÇÉS

1. « Membraneless Hydrogen-Bromine Flow Batteries for Grid and Renewable Energy Storage » (2014-2016)
 - Cochercheurs: Martin Bazant (MIT) et Cullen Buie (MIT)
 - Sponsor: Kuwait-MIT Center for Natural Resources and the Environment (OIP-2014-2-016)
 - Financement: 57 000 KWD
2. « Interpenetrating Events in Arabic Cultures: Data Collection in Varied Arabic Dialects », chercheur principal (2013-2014)
 - Cochercheurs: Maytham Safar (Université du Koweït), Lynn Smith-Lovin (Université Duke) et Dawn Robinson (Université de Géorgie)
 - Sponsor: Office of Naval Research Group
 - Financement: 28 500 KWD
3. « Optimization of Industrial Crystallizer Design », chercheur principal (2006-2010)

- Cochercheurs: Ammar Alsairafi et Mohsen Alrashed
- Sponsor: Administration de la recherche, EC08/05, Université du Koweït
- Financement: 5 950 KWD

4. « Data mining for location based services applications using sensor networks », cochercheur (2008-2011)
 - Chercheur principal: Maytham Safar.
 - Sponsor: Administration de la recherche, E008/06, Université du Koweït
 - Financement: 22 310 KWD

• **ENCADREMENT DE MÉMOIRES ET DE PROJETS DE RECHERCHE**

Mémoires de maîtrise

1. Mohammed Hareesha, « Diffusion in Twitter » (mémoire achevé en 2013) – avec M. Safar
2. Chufuran Alshirdiah, « Diffusion in complex network » (mémoire achevé en 2013) – avec M. Safar
3. Ahmad Almajid, « Social Network Analysis of Interlocking Directorates in Kuwait Stock Market » (projet de MBA achevé en 2011) – conjointement avec la Kuwait Maastricht Business School (R. Hernan)
4. Sadeq Torabi, « Deterministic Diffusion in Social Network » (mémoire achevé en 2009) – avec M. Safar
5. Ebrahim Sarkhoh, « Thermodynamics of Social Network » (mémoire achevé en 2009) – avec M. Safar
6. Zuzana Drobiova, « Phase Diagrams of DNA solutions in the presence of Multivalent and Polyelectrolyte Salts » (mémoire achevé en 2005) – avec S. Ali
7. Faisal Mallalah, « Heterogeneous Catalytic Esterification of Butanol and Acetic Acid » (mémoire achevé en 2004) – avec S. Ali
8. Montah Al-Qallaf, « Viscosity Estimation in Petroleum Fluids » (mémoire achevé en 2003) – avec M. Riazi
9. Ammar Hussein, « Supply Chain Management of Refinery Operations » (mémoire achevé en 2003) – avec A. Haddad
10. Sana Al-Ghareeb, « Application of the Analytic Hierarchy Process to SO₂ Emission Reduction in Kuwait Power Stations » (mémoire achevé en 2001) – avec C. Baker

Projets de maîtrise

11. Fatma Al-Zahraa Mohammed, « Molecular Dynamic Simulation of DSSC » (achevé en 2014)
12. Noriah Aldowaisan, « Diffusion in Networks, different platforms » (achevé en 2013) – avec M. Safar
13. Maryam Alshuhaima, « Feasibility of Wind-driven RO plant in Kuwait » (achevé en 2011) – avec A. Alsairafi
14. Ghaidaa Alghanim, « Leadership in Engineering Project Management in Kuwait » (en cours depuis 2011) – avec K. Alrasheed
15. Fahad Mahdi, « Finding cycles using CUDA » (achevé en 2011) – avec M. Safar
16. Ahmad Altoukhi, « Analysis of Interlocks in Dubai Stock Market » (achevé en 2011) – avec M. Safar
17. Reem Al-Hamdan, « Influence of Mixing Tank Geometry on the Velocity Efficiency Coefficient using CFD » (achevé en 2010) – avec Ammar Alsairafi
18. Ali Kassem, « Cycle-based classification of Social Networks » (achevé en 2009) – avec M. Safar
19. Nosayba Al-Sayed, « Cyclic Entropy Optimization » (achevé en 2009) – avec M. Safar
20. Lama Jamal, « Hyper graphs Characterization of Social Network » (achevé en 2009) – avec M. Safar
21. Hesham Farahat, « Characterization of Dynamic Social Network » (achevé en 2008) – avec M. Safar
22. Abeer Al-Kandery, « Modeling of Crude Oil Emulsion Viscosity » (achevé en 2005)
23. Ahmad Shadad, « Experiments on the phase behavior of Polyelectrolyte – Salt solutions » (achevé en 2004) – avec M. Fahim

Projets principaux de premier cycle

1. Naser Bader, « Feasibility Study of Continuous Biodiesel Production using Ionic fluidic catalyst » (achevé en 2011)
2. Aseel Alhardan et Fajer Alhulail, « Assessment of Concreted blocks performance made from recycled construction waste » (achevé en 2011)
3. Anwar Adel, A. Allah Jawad et M. Alenzi, « Harvesting Energy from Vibration from Automobile motion » (achevé en 2010)
4. A. Allah Dashti et Ali Akroof, « Use of Recycled Aggregate in the making of K-250 Concrete » (achevé en 2011)
5. Aseel Alhardan et Fajer Al, « Slump and Strength testing of concrete made from Recycle Aggregate » (achevé en 2011)
6. Reem Alkhalidy et Shrooq Almutairi, « Analysis of Biochemical Reaction Complex Network using PAJEK » (achevé en 2010)

Projets de conception d'installations chimiques

1. Installation de production d'hydrogène pour l'alimentation de piles à combustible
2. Installation de production de méthanol au Koweït
3. Installation de production d'acétate de vinyle au Koweït
4. Élimination du phénol et de l'ammoniac des eaux usées des raffineries KNPC

• COMITÉS DE RÉDACTION, ÉVALUATIONS PAR LES PAIRS ET MISSIONS

- *International Journal of New Computer Architectures and their Applications (IJNCAA)* (2014)
- 2^e Conférence FABTECH et Corrosion (2013)
- 5^e Conférence sur la gestion des déchets, Koweït (2012)
- Revue de la Société koweïtienne pour la préservation de l'environnement (2011)
- Société de l'information numérique et de la communication sans fil (2010)
- Conférence virtuelle internationale sur les applications de l'intelligence artificielle en génie chimique (2009)
- *World Review of Science, Technology and Sustainable Development*, numéro spécial sur la technologie dans la formation des ingénieurs (2007)
- *Energy Policy* (2013)
- *Journal of Information Technology & Decision Making* (2012, 2013)
- *Industrial and Chemical Engineering Research* (2011, 2012 (2))
- Conférence internationale sur le génie logiciel et les systèmes informatiques (2011) – comité de programme
- International Association for the Development of the Information Society (télé Santé) (2011) – comité de programme
- Conférence internationale sur l'intégration de l'information et les applications et services Web (U-Media) (2010) – comité de programme
- *European Journal of Operational Research* (2010,2011)
- *Special Topics & Reviews in Porous Media* (2010, 2012-2013)
- *Materials Characterization* (2010)
- 7^e Conférence internationale sur la mécanique des fluides numérique dans les industries des minéraux et des procédés – CSIRO (2009)
- *Journal of Food Process Engineering* (2008, 2009)
- *Energy & Fuels*, ACS (2008 (2008))
- 7^e Conférence saoudienne d'ingénierie (2007)
- *Chemical Product and Process Modeling* (2006, 2009)
- *Journal of Petroleum Engineering and Technology* (2005, 2006)
- Conférence internationale de l'énergie (2005, 2008)
- *Separation Science and Technology* (2005)
- *Macromolecules* (2000, 2001)

• FONCTIONS UNIVERSITAIRES

- Coordonnateur de l'équipe d'ingénierie – Premier concours d'art oratoire, Université du Koweït (2012)
- Membre du comité académique de l'Association des professeurs d'université (2010-2012)
- Membre du comité de sélection du doyen de la Faculté d'ingénierie et du pétrole (2004-2005)
- Membre du comité national chargé d'encourager les étudiants à opter pour des filières scientifiques, Ministère de l'éducation du Koweït (2008-2009)
- Vacation d'enseignement, College of Administrative Sciences (printemps 2004, automne 2004, été 2007 et printemps 2011)
- Membre du comité des affaires sociales de l'Association des professeurs d'université (2003-2005)

• FONCTIONS DANS DES FACULTÉS UNIVERSITAIRES

- *Toastmaster* – superviseur du Wara Club (2012-2014)
- Membre du comité d'organisation des anciens étudiants en génie (2011-2012)
- Coordonnateur de l'évaluation du marché du travail en ingénierie au Koweït (2011-2012)
- Coordonnateur du Laboratoire informatique de conception en génie chimique d'EQUATE (2010-2011)
- Coordonnateur du programme de stage (fiabilité technique) d'EQUATE (2011)
- Membre du comité d'évaluation du Prix de distinction des anciens élèves de la Faculté d'ingénierie et du pétrole (2010)
- Superviseur de stages d'été – Hambourg (Allemagne) (2009)
- Superviseur de stages d'été – Taipei (Taïwan) (2007)
- Coordonnateur du comité d'évaluation du concours de conception en génie, Fondation du Koweït pour l'avancement des sciences (2010)
- Membre du comité de sélection du superviseur de la formation d'été en génie (2009-2010)
- Membre du comité d'attribution du Prix d'excellence en enseignement (2009-2011)
- Membre du comité national chargé d'encourager les étudiants à opter pour des filières scientifiques, Sous-ministère des programmes d'enseignement, Ministère de l'éducation, Koweït (2008-2009)
- Coordonnateur du comité de perfectionnement des étudiants (2007-2008)
- Membre du comité du concours LABEX (2007-2008)
- Coordonnateur du comité d'examen du statut des maîtres de conférences (2004-2005)
- Représentant des maîtres de conférences et membre du conseil de la faculté (2004-2005)
- Rédacteur en chef du bulletin d'information de la Faculté d'ingénierie et du pétrole (2003-2005)
- Coordonnateur (2001-2003) et membre (2003-2005) du comité du cours « Introduction aux programmes d'ingénierie »
- Membre du comité consultatif du doyen (2002-2003)
- Membre du comité pédagogique de la faculté (2002-2003)
- Membre du comité de conception fondamentale de la faculté (2002-2003, 2004)
- Organisateur de l'équipe du Département de génie chimique, Tournoi de football de la Faculté d'ingénierie (2001-2002)

• FONCTIONS DANS DES DÉPARTEMENTS UNIVERSITAIRES

- Membre du comité de nomination et de renouvellement des contrats (2014-2015)
- Responsable de la section étudiante de l'American Institute of Chemical Engineers à l'Université du Koweït (2010-2014)
- Membre du comité de l'examen intégré des études supérieures (2006-2007, 2009-2010)
- Membre du comité du Bureau de la consultation et de l'avancement professionnel (2004-2005, 2007-2008)
- Membre (2004-2005) et coordonnateur (2007-2009, 2010-2011) du comité informatique
- Membre du comité de la bibliothèque (2004-2005)
- Membre du comité de la société professionnelle (2003-2005, 2006-2007, 2008-2010)
- Coordonnateur (2002-2004) et membre (2007-2008, 2009-2011) du comité de la vie étudiante
- Membre (2002-2005, 2009-2011) et coordonnateur (2011-2012) du comité du programme de premier cycle et de l'accréditation ABET
- Membre du comité des études et missions scientifiques (2001-2005)
- Membre (2002-2004) et coordonnateur (2004-2005, 2009-2010) du comité des emplois du temps
- Coordonnateur du comité de gestion des laboratoires (2002-2004)
- Coordonnateur du comité des plaintes (2001-2002)
- Coordonnateur du comité de publication des bulletins et rapports annuels (2001-2002)
- Membre du comité de sûreté et de sécurité (2006-2007)

• EXPÉRIENCE DANS LE SECTEUR PRIVÉ ET L'INDUSTRIE

• POSTES

- 2013-2015 **FOCUS Consultancy Services Company, Koweït**
Société de conseil et de formation en ingénierie et management

Vice-Président

- Mise en place de la stratégie commerciale et élaboration du profil de l'entreprise
- Création du modèle opérationnel et des concepts correspondants
- Conception et mise en œuvre du plan d'activité
- Élaboration de la stratégie marketing de l'entreprise
- Aide au personnel d'encadrement intermédiaire (conseils et formation)
- Établissement de nouvelles offres de services et de produits en vue de leur lancement en 2013
- Suivi et contrôle des progrès accomplis par l'entreprise
- Signature d'accords avec plus de 15 entreprises régionales et internationales
- Enregistrement de l'entreprise comme fournisseur auprès de différentes entités (Comité centralisé des appels d'offres, KOGC, KEC, SOC et KNPC)
- Gestion de projet, formation et conseils
- Affiliation et représentation de plusieurs agences de conseil et de formation locales et internationales
- Signature des mémorandums d'accord avec plusieurs facultés et universités dans le monde entier
- Gestion des propositions et des activités exécutées

2012-2013 **Industrial Quarry and Cement Company, Koweït**

Usine de production de granulats à Foujeïra (Émirats arabes unis)

• Vice-Président

- Représentation d'une entreprise au capital de 4,8 millions de KWD
- Mise en place d'un plan juridique de restructuration de l'entreprise
- Évaluation de la situation en matière de gestion et d'exploitation de l'usine de production
- Prise de mesures audacieuses et stratégiques contre les faits de corruption dans l'entreprise

2010-2013 **Environment Preservation Industrial Company (EPIC), Koweït**

- Société de recyclage des déchets de construction

• Président

- Principal actionnaire au conseil d'administration (capital de 8 millions de KWD)
- Gestion et direction stratégique du projet de l'usine de recyclage des déchets de construction (construction, exploitation et transfert)
- Encadrement des quelque 140 membres du personnel du projet de recyclage industriel
- Création d'une image de marque pour l'entreprise
- Mise en place et actualisation des politiques, des procédures et des statuts de l'entreprise

- Élaboration de nouveaux produits et services comme SDS et ECO-MIX
- Signature de contrats de représentation avec des entreprises environnementales internationales
- Interventions dans le cadre de plusieurs tables rondes et forums sur l'environnement au niveau régional
- Travail mené pour qu'EPIC figure parmi les meilleures sociétés de gestion des déchets solides dans le Golfe
- Amélioration des relations avec les représentants du gouvernement
- Restructuration technique et administrative de l'usine de recyclage
- Optimisation du fonctionnement des installations industrielles
- Amélioration des stratégies de vente et de marketing
- Règlement des principaux problèmes administratifs et juridiques
- Amélioration de la qualité des produits recyclés grâce aux optimisations industrielles
- Augmentation des recettes grâce aux droits d'entrée réglés par les poids lourds
- Amélioration du chiffre d'affaires malgré les difficultés économiques de la période 2010-2012
- Préqualification de l'entreprise pour les activités de recyclage des pneus à la Ville de Koweït
- Obtention par l'entreprise des certifications ISO:9001, ISO:14001 et ISO:18025

- **2009-2013 Arab International Company for Industrial Projects, Koweït**
Société de recyclage des déchets de construction

Vice-Président (2009-2010) et consultant technique (2012-2013)

- Mise en place de la stratégie de relations publiques
- Aide apportée à la direction dans le cadre de la restructuration de l'entreprise
- Soutien relatif aux technologies des procédés
- Amélioration des statuts et des règlements
- Amélioration de la performance en matière de gestion grâce à un soutien technique continu
- Remise en service technique d'une chaîne de production suspendue dans l'usine de recyclage
- Accroissement de la performance de l'usine de recyclage au moyen de techniques d'optimisation

- **2008-2011 Al-Dhow for Environmental Projects, Koweït**
Société internationale de gestion de projets environnementaux

• **Membre du conseil d'administration**

- Représentation de la division chargée des investissements industriels et financiers
- Consultation dans le domaine de la gestion des déchets solides
- Évaluation de nouvelles technologies environnementales
- Participation à l'évaluation des nouveaux investissements
- Aide fournie aux cadres dirigeants à l'égard des investissements industriels existants

- 2004-2010 **Star Group Company, Koweït**
Société générale de commerce et de sous-traitance

Membre du conseil d'administration

- Amélioration du chiffre d'affaires (plus de 150 terrains industriels, résidentiels et commerciaux en dehors du Koweït)
- Gestion d'un appel d'offres dans le domaine de l'organisation d'événements
- Constitution d'un portefeuille de biens fonciers à vocation industrielle et commerciale

• EXPÉRIENCES DE CONSEIL, DE FORMATION ET DE CONSULTATION

• POSTES DE CONSEILLER

2014-2015 **Ministre d'État chargée de la planification et du développement, Koweït** – Son Excellence Hind Alsubeeh

Conseiller

- Évaluation de la fonction de gestion des consultants au Ministère en vue de l'optimisation des processus
- Formation en gestion de projet dispensée à l'équipe technique de gestion des consultants
- Participation au comité d'optimisation des processus des projets publics mis sur pied par le Conseil des ministres
- Élaboration de scénarios concernant le système de gestion des projets et programmes publics
- Évaluation du système de suivi de la planification stratégique « MONITOR » dans le cadre du Plan national de développement du Koweït
- Établissement des critères de sélection et du système de recrutement du responsable des projets et programmes d'ampleur au Koweït
- Élaboration du programme de formation à l'intention des administrateurs, des ingénieurs et des agents du Département des consultants
- Programme de développement de la Commission de la fonction publique et de l'équipe de gestion des consultants
- Contrôle, analyse comparative et suivi des projets stratégiques récemment engagés dans le cadre du Plan national de développement du Koweït

Sept. 2003-avr. 2005 **Bureau du Vice-Président chargé des questions académiques, Université du Koweït, Koweït** – Fouad Alasfour

Conseiller

- Rédaction du plan stratégique des questions académiques de l'Université du Koweït (2006-2025)
- Réalisation d'un état des lieux de l'Université du Koweït au moyen d'une analyse SWOT
- Contribution et animation de séances de remue-méninges au sein d'un groupe de travail
- Établissement des grandes lignes de la stratégie de l'Université du Koweït, en articulant sa philosophie autour des différentes parties prenantes
- Fixation des nouveaux objectifs stratégiques sur la base des grandes lignes proposées et approuvées
- Description des programmes d'action en fonction des objectifs proposés et approuvés
- Proposition d'indicateurs quantitatifs et mesurables pour chaque objectif
- Conception d'un tableau de bord prospectif pour le plan stratégique

• MISSIONS DE CONSEIL

Exemples de missions de conseil menées pour le Gouvernement et des organisations privées

- Union des industries du Koweït, Centre de soutien stratégique (2012-2013)
- Kuwait National Focal Point, Norme de préqualification et évaluation des soumissions (2010-2011) – consultant principal
- Kuwait Petroleum Corporation, Examen de questions d'ingénierie fondamentale (2010) – consultant principal
- Proposition technique et financière pour la sécurité portuaire (2008-2009) – consultant principal
- Plan académique pour l'Académie des sciences du feu du Koweït (2006-2012) – consultant et chef de projet
- Évaluation et amélioration des techniques d'exécution dans les cours techniques du Petroleum Training Centre de la Kuwait Petroleum Corporation (2005) – chef de projet

• FORMATIONS DISPENSÉES

Depuis 2002, j'ai animé plus de 90 cours et ateliers de formation dans plusieurs domaines de la gestion et de l'ingénierie pour plus de 1 000 professionnels, ingénieurs et dirigeants. Ces cours ou programmes de formation ont été menés en collaboration avec des formateurs qualifiés, et certains ont été dispensés en anglais et/ou en arabe.

• Formations menant à des certifications professionnelles

1. **Préparation à l'examen d'ingénieur professionnel en génie chimique (PE®)** (avec les professeurs Riazi et Baker)

Du 9 au 13 mars 2008

2. **Atelier de préparation à l'examen de certification Project Management Professional (PMP®)**, proposé aux secteurs public et privé (avec Souhaila Al-Mutawaa, Ravi Jain et Manar Shami)

Du 6 au 11 janvier 2007; du 14 au 26 avril 2007, du 12 au 23 mai 2007; du 26 mai au 6 juin 2007 (Kuwait Oil Company); du 21 au 25 octobre 2007 (Institut koweïtien de la recherche scientifique), du 21 octobre au 1^{er} novembre 2007; du 13 au 24 janvier 2008; du 27 février au 7 mars 2008; du 23 mars au 4 avril 2008; du 25 mai au 5 juin 2008; du 9 au 20 novembre 2008 (Ministère des travaux publics); du 11 au 22 janvier 2009, du 1^{er} au 12 mars 2009; du 26 avril au 7 mai 2009; du 18 au 22 octobre 2009; du 1^{er} au 12 novembre 2009; du 15 au 19 novembre 2009 (Ministère de l'électricité et de l'eau); du 21 au 24 décembre 2009 (Kuwait Oil Company); du 16 au 21 janvier 2010 (Kuwait International Bank); du 14 au 18 février 2010; 4-8 avril 2010 (GB); du 1^{er} au 8 mai 2010 (Kuwait National Focal Point); du 9 au 20 mai 2010; du 30 mai au

10 juin 2010; du 27 juin-1^{er} juillet 2010 (Kuwait International Bank); du 1^{er} au 5 novembre 2010 (GB); du 21 novembre au 2 décembre 2010; du 28 novembre au 2 décembre 2010 (Kuwait Electrical Wiring); du 6 au 17 mars 2011; du 3 au 7 avril 2011 (GB); du 15 au 19 mai; du 10 au 20 juin 2012 (VIVA).

3. **Atelier de préparation à l'examen PMP®**, proposé aux secteurs public et privé
27 avril 2007; du 17 mai au 24 juin 2007; du 9 au 13 décembre 2007; du 4 au 8 mai 2008; du 1^{er} au 4 mai 2011 (KERP)
4. **Project In Controlled Environment (PRINCE2®)**: remise à niveau, certifications Foundation et Practitioner (avec S. Almutawaa)
Du 16 au 20 janvier 2011, du 16 au 27 juin 2013, du 15 au 26 septembre 2013, du 29 septembre au 10 octobre 2013 (Ministère de l'intérieur)
5. **Human Performance Technology (HPT®)** (avec Souhaila Almutawaa)
Du 11 au 13 avril 2011 (Edara); du 10 au 13 octobre 2014 (Union des industries du Koweït)
6. **Competent Professional Certification (C³P®)**: module 1: Communication, leadership et management; module 2: Résolution créative de problèmes; module 3: Compétence en gestion de projet
7. **Formation intensive de 100 heures sur l'administration des affaires: 8 modules (mini MBA®)** (avec Fahad Alajmi)
Du 29 novembre au 10 décembre 2014 (Ministère de l'intérieur)

Cours de perfectionnement professionnel et de gestion

8. **Écosystème de l'innovation** (arabe) – Union des industries du Koweït (avec Khaled Alhashash)
10 octobre 2015
9. **Études de faisabilité** (arabe) – Union des industries du Koweït
Du 3 au 7 octobre 2012 et du 9 au 11 juin 2013
10. **Comment se développer et promouvoir sa petite entreprise** (arabe)
Du 7 au 12 octobre 2012, du 15 au 19 octobre 2012 et du 22 au 26 octobre 2013
11. **La créativité au travail pour les ingénieurs et les professionnels** (avec A. Ibrahim, S. Almutawaa, A. Elkamel et C. Baker, B. Hajji et Naser Zaeri, Salah Al-Fadhly, Ammar Al-Sairafi et Homood Alsallal)
Du 28 décembre 2000 au 1^{er} janvier 2001, du 27 au 31 décembre 2003, du 27 au 31 décembre 2003, du 5 au 9 février 2005, du 5 au 9 mars 2005, du 26 au 30 novembre 2005, du 4 au 8 mars 2006, du 3 au 7 juin 2006, du 4 au 8 novembre 2006, du 12 au 16 mai 2007, du 11 au 15 novembre 2007, du 10 au 14 février 2008, du 9 au 13 novembre 2008, du 23 au 27 novembre 2008 et du 2 au 6 mai 2010
12. **Résolution créative de problèmes**, atelier organisé dans le cadre de la première Conférence sur les pratiques efficaces en ingénierie, Beyrouth (Liban), 2004
Du 27 au 29 janvier 2004
13. **Créativité, communication et leadership**, atelier organisé dans le cadre de la Conférence internationale sur l'enseignement et la formation en ingénierie, Koweït, 2007 (avec Adam Al-Mulla et A. Allah Ebrahim)
Du 9 au 11 avril 2007
14. **Leadership et pratiques d'ingénierie** (avec Adam Al-Mulla, Jafar Ali, Khaled Al-Rasheed, Bader Hajji et Souhaila Almutawa)
Du 6 au 10 mai 2006, du 1^{er} au 5 mai 2007, du 9 au 13 mars 2008 et du 15 au 19 mars 2009
15. **Gestion stratégique et prise de décision** – formation dispensée à des cadres intermédiaires au Ministère du pétrole
Du 9 au 26 mars 2005
16. **Les principes de bases de la gestion japonaise** (avec Souhaila Almutawa et Bader Hajji)
Du 1^{er} au 5 mars 2009, du 7 au 11 mars 2010, du 18 au 22 mars 2012, du 24 au 28 mars 2013 et du 20 au 24 mars 2014
17. **Programme de rédaction de rapports techniques** (avec Sam Toglow et Bader Musair)
Du 4 au 7 novembre 2009, du 21 au 24 décembre 2009, du 15 au 18 mars 2010, du 3 au 6 mai 2010 et du 14 au 17 juin 2010
18. **Gestion des crises et des catastrophes** (avec Mubarak Alazmi)
Du 14 au 17 mars 2011 (Garde Amiri)

Cours sur la gestion de projet

19. **Cours complet en gestion de projet**, niveaux Fundamental et Practitioner
Du 22 au 26 décembre 2013 (AMC)
20. **Excellence en gestion de projet** (avec M. Tabatabaei)
Du 7 au 11 novembre 2010
21. **Principes fondamentaux de la gestion de projet**, gestion de projet efficace pour les professionnels (avec Souhaila Almutawa)
Du 16 au 20 juillet 2005 (Axis), du 9 au 13 mars 2008 (PHA), du 20 au 22 septembre 2010 (JO), du 26 au 30 septembre 2010 (Université du Koweït), 13 mars 2011 (Ministère de l'électricité et de l'eau), du 11 au 12 février 2014 (Union des industries du Koweït)

Cours de génie technique et chimique

22. **Cours de base sur l'industrie pétrolière: en amont et en aval** – Kuwait Petroleum Corporation (avec A. Allah Ebrahim)
Du 3 au 7 mai 2003, du 21 au 24 décembre 2003, du 12 au 15 décembre 2004 et du 27 au 28 mai 2012
23. **Polymères: synthèse, caractérisation et traitement** (avec Adam Al-Mulla)
Du 28 février au 3 mars 2004 (EQUATE et Institut koweïtien de la recherche scientifique)
24. **Préparation des ingénieurs chimistes au Ministère des travaux publics: génie des eaux usées** (avec Adam Al-Mulla)
Du 13 au 23 février 2005.
25. **Évaluation de l'impact environnemental** (avec Jasem Al-Homood)
Du 26 au 30 octobre 2008 (Ministère des travaux publics)
26. **Ateliers EQUATE à l'intention des ingénieurs chimistes**
 - Atelier sur les procédés de distillation, du 24 au 26 avril 2011
 - Atelier sur l'écoulement des fluides, du 17 au 19 mai 2011

• **EXPÉRIENCE AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ PROFESSIONNELLE**

• **ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES**

- Prix du développement durable du Koweït – membre du comité d'attribution (2018-2019)
- Prix de distinction des femmes du Koweït – membre du comité d'attribution (2018-2019)
- Comité supérieur du Prix des relations publiques et des services aux clients du Koweït (2017-2019)
- Programme « Entrepreneurs Factory », Union des industries du Koweït – juge (2015)
- Intel International Engineering and Science Fair, San Francisco (États-Unis d'Amérique) – juge (2014, 2015)
- Salon de l'ingénierie et des sciences du Koweït – Club scientifique – coordonnateur du comité d'attribution (2013-2014)
- Concours annuel de pré-ingénierie du Koweït, 6aga et Shell, coordonnateur du comité d'attribution (2010-2013)
- Salon de l'ingénierie et des sciences du Koweït – Club scientifique – coordonnateur du comité d'attribution (2012-2013)
- Prix de chimie du Koweït – Club scientifique, Koweït – arbitre (2012)
- Perspectives énergétiques dans l'industrie du gaz – conférence Shell – modérateur, Koweït (2011)
- Débats de Doha avec Tim Sebastian, manifestation spéciale « L'initiative nucléaire au Koweït », Koweït (2011)
- Salon des sciences du Koweït, ExxonMobil – ambassadeur et juge (2009-2012)
- Communauté des meilleures pratiques en automatisation, Kuwait Petroleum Corporation – membre (depuis 2010)
- Communauté des meilleures pratiques en gestion de la performance, Kuwait Petroleum Corporation – membre (depuis 2009)
- Communauté des meilleures pratiques en gestion de projet, Kuwait Petroleum Corporation – membre (depuis 2008)
- Membre du comité de sélection, Programme de bourses en droit et en affaires, Initiative de partenariat avec le Moyen-Orient du Département d'État des États-Unis, Koweït, 5 janvier 2009
- Membre du comité d'examen des inventions, Deuxième Foire internationale des inventions du Moyen-Orient, Club scientifique, Koweït, 9-13 novembre 2008
- Chef du comité d'organisation, Symposium sur les autres sources d'approvisionnement en eau, Groupe des professionnels du génie chimique et pétrolier du Koweït, Société koweïtienne des ingénieurs, Koweït (2006-2007)
- Membre du conseil académique d'ingénierie, Société koweïtienne des ingénieurs (2005-2009)
- Coordonnateur du comité d'examen des inventions, Première Conférence régionale pour les personnes brillantes et douées, Crown Plaza Hotel, Koweït, 2-4 mai 2005
- Premier concours du Golfe pour les diplômés en génie mécanique – coordonnateur du comité du concours, Conférence internationale de génie mécanique, Koweït, 5-8 décembre 2004
- Membre fondateur et président du Groupe des professionnels du génie chimique et pétrolier du Koweït, au sein de la Société koweïtienne des ingénieurs, Koweït (2004-2007)

• **CONFÉRENCES ET SÉMINAIRES**

Dans le cadre de mon engagement social et professionnel, j'ai accepté les invitations à participer aux conférences énumérées ci-après en qualité de conférencier principal ou de panéliste.

• **Conférences et séminaires scientifiques et professionnels**

- Comprendre le processus d'un projet public, American Institute of Chemical Engineers – section de l'Université du Koweït – conférencier (2014)
- Processus des projets publics, Université du Koweït – conférencier (2014)
- Leadership en ingénierie, *Toastmaster*, Wara Club, Koweït – conférencier (2014)
- Formation en ingénierie dans l'ère post-pétrolière, défis et opportunités du pic pétrolier, Conférence des pays du Conseil de coopération du Golfe, Doha (Qatar) – conférencier (2013)
- Éthique professionnelle dans le secteur privé, 8^e Salon de l'emploi, Koweït – conférencier principal (2012)
- Formation en ingénierie, Initiatives d'ingénierie, Société koweïtienne des ingénieurs, Koweït – panéliste (2012)
- Crises et catastrophes environnementales, 2^e Conférence du Mois de l'environnement, Koweït – conférencier principal (2012)
- Panéliste – Forum vert du Moyen-Orient pour les changements écologiques, Charja (Émirats arabes unis) (2012)
- Panéliste – Forum pétrolier et industriel, panéliste (2012)
- Panéliste – Sullivan and Foster Investment in Environment Industries, Doubaï (Émirats arabes unis) (2012)
- Investissement des entreprises en faveur de l'environnement, 1^{re} Conférence du Mois de l'environnement, Koweït – conférencier principal (2011)
- Activités de recyclage au Koweït, conférence « Environnement, eau et énergie au Koweït », Koweït – conférencier principal (2011)
- Plan d'assurance de la qualité des programmes, Atelier de planification du programme KERP, Koweït – conférencier (2010)
- L'utilisation des produits de recyclage des déchets de construction et de démolition au Koweït, 1^{er} Salon de la construction et des matériaux de construction, Koweït – conférencier principal (2011)
- Usine de recyclage des « déchets » de construction. Expérience de l'Arab International Industrial Projects Company au Koweït, Sommet sur l'eau de 2010, Doubaï (Émirats arabes unis) – conférencier principal et panéliste (2010)
- Conférence sur la gestion des déchets, Doubaï (Émirats arabes unis) – panéliste et conférencier principal (2009)
- Créer de la valeur par l'amélioration de l'efficacité humaine, 2^e Symposium sur l'amélioration de la performance de la raffinerie de Mina Abdullah, Kuwait National Petroleum Company, Koweït – conférencier principal (2009)
- Mythes et réalités sur le leadership, Semaine de l'éducation aux États-Unis, Département d'État, AMIDEAST, Koweït – conférencier principal (2009)
- Certification PMP: conseils et stratégies pour réussir l'examen, chefs de la division d'ingénierie, CTCI, Taipei (Taïwan) (2008)
- Certification PMP: définitions, processus et domaines de connaissance, chefs de la division d'ingénierie, CTCI, Taipei (Taïwan) (2008)
- Inversion de la charge de l'ADN: application à la thérapie génique, Département de physique, Université de Mascate, Mascate

(Oman) (2007)

- Ingénieur chimiste professionnel: connaissances, communication et éthique, Département de génie chimique, Université des Émirats arabes unis, Al-Aïn (Émirats arabes unis) (2005)
- Comportement de phase des solutions de polyélectrolytes, Département de génie chimique, Université du roi Fahd du pétrole et des ressources minérales, Dhahran (Arabie saoudite) (2002)

Conférences et séminaires publics

- Ma spécialisation est mon avenir (conférence destinée aux élèves terminant leurs études secondaires) – Études en ingénierie (arabe), Société culturelle du Koweït, Koweït (2014)
- Nanotechnologies (arabe), Aneesa bint Khubaib, Al-Fintas, district d'Alhamdi, Koweït (2010)
- Comprendre la gestion de projet, Groupe YES, AMIDEAST, Koweït (2009)
- Stratégies de pensée créative et de résolution de problèmes sans limite (arabe), Société des enseignants du Koweït, 28-30 avril, Koweït (2008)
- Colloque sur la gestion du temps pour les étudiants, 30 avril, AMIDEAST, Koweït (2008)
- Focalisation des étudiants sur les notes ou les connaissances, 12^{es} Portes ouvertes, Faculté d'ingénierie et du pétrole, Université du Koweït (2008)
- Compétences globales en études internationales, Semaine de l'éducation internationale (4 au 8 novembre), AMIDEAST, Koweït (2007)
- Penser sans limites (arabe), Société Tanweer, Koweït (2007)
- La réalité (ou le choc) de la vie universitaire pour les lycéens, 11^{es} Portes ouvertes, Faculté d'ingénierie et du pétrole, Université du Koweït (2007)
- Créativité, communication et leadership (arabe), atelier organisé par l'Institut de formation des enseignants, Koweït (28 avril au 1^{er} mai 2007)
- La privatisation et son influence sur la main-d'œuvre (arabe), atelier organisé par l'Institut de formation des enseignants, Koweït (2007)
- L'environnement et les carburants de demain, Lycée d'Omaria, Ministère de l'éducation, Koweït (2004)
- Le quotidien des étudiants en ingénierie, 7^{es} Portes ouvertes, Faculté d'ingénierie et du pétrole, Université du Koweït (2004)
- Professionnalisme en ingénierie, Première réunion des associations professionnelles d'étudiants, Faculté d'ingénierie et du pétrole, Université du Koweït (2003)
- Adhérer à l'Ordre des ingénieurs de l'Union nationale des étudiants koweïtiens, Université du Koweït (2003)
- Orientation des étudiants nouvellement admis vers les filières de l'ingénierie, Société de l'ingénierie et du pétrole, Faculté d'ingénierie et du pétrole, Université du Koweït (2003)
- La relation entre l'étudiant et le docteur, 6^{es} Portes ouvertes, Faculté d'ingénierie et du pétrole, Université du Koweït (2003)

• RÉALISATIONS PROFESSIONNELLES ET RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES

- Membre fondateur de la Société des sciences et des technologies du Koweït (2019)
- Membre fondateur de la Société de gestion de projet du Koweït (2017)
- Membre fondateur du Groupe universitaire indépendant de l'Association des professeurs des universités (2010)
- Membre fondateur de SYNERGY, groupe de recherche sur les réseaux complexes, <http://synergy.kuniv.edu> (2009)
- Fondateur de la section étudiante de l'American Institute of Chemical Engineers à l'Université du Koweït (2009)
- Arbitre et expert du Conseil de coopération du Golfe – Centre d'arbitrage commercial (2009)
- Membre fondateur de la section koweïtienne de l'Association pour l'étude des pics pétrolier et gazier (ASPO) (printemps 2008)
- Certification Project Management Professional (PMP), Project Management Institute, États-Unis d'Amérique (2007)
- Ingénieur agréé (CEng), Société koweïtienne des ingénieurs, Koweït (2007)
- Membre fondateur et président de la Ligue des professionnels du génie chimique et pétrolier du Koweït à la Société koweïtienne des ingénieurs, Koweït (2004-2006)
- Membre fondateur de l'Union arabe des ingénieurs chimistes, Égypte (mars 2002)
- Liste d'honneur du doyen, Université de Toronto, Ontario (Canada) (1991,1992)
- Liste d'honneur du doyen, Université d'Ottawa, Ontario (Canada) (1989)
- Liste d'honneur, Lycée Al-Qurtubi, district d'Hawally, Ministère de l'éducation, Koweït (1983-1987)

COURS DE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL ET PROFESSIONNEL

Cours et programmes auxquels j'ai participé dans le cadre de mon développement personnel et professionnel:

1. Programme de l'AI Business School pour les leaders gouvernementaux, Microsoft-INSEAD (2021)
2. Entrepreneuriat sur les marchés émergents, Harvard Business School (2020) – certification edX
3. Gestion de projet face à une situation difficile (Mark Waldof), webinaire PMI (2017)
4. Bioinformatique (S. Amyes), Koweït (2013)
5. Outils de planification énergétique de l'Agence internationale de l'énergie atomique (I. Khamis), Koweït (2012)
6. Philosophie des sciences (M. Mardoshti), Groupe Tanweer, Koweït (2011)
7. PRINCE2® 2009: certifications Foundation et Practitioner (M. Haden), Knowledge Academy, Koweït (2011)
8. Principes de l'économie islamique (Mohammed Ameen Alqattan), OCCD, Koweït (2010)
9. Ingénierie de la valeur – module I (Fawaz Alenzi et Ayed Als Salman), OCCD, Koweït (2009)
10. Cours sur la gestion de projet, Université du Maryland, en ligne (2009):
 - a. Introduction à la gestion de projet, John Cable
 - b. Administration et gestion de projet, Ceil Schulman
 - c. Recherche opérationnelle en gestion de projet, Steven Gabriel

11. Cours de certification en arbitrage, Centre d'arbitrage du Conseil de coopération du Golfe, Koweït (2008-2009)
 - a. Gestion de l'arbitrage (Yosef Alsolaili et Abdulaziz Taher)
 - b. Préparation du verdict d'arbitrage (Mohammed Abdulraoof)
 - c. Préparation des arbitres (Al-Tuwajri et Obaid Alwasmii)
 - d. Préparation des arbitres (Aisha Althwadi et A. Sattar Almulla)
 - e. Principes fondamentaux de l'arbitrage (Aisha Althwadi et Mansour Alsaeed)
12. XXXVII Latin-American School of Physics, série de cours abrégés de physique théorique (2006)
 - a. Paysage énergétique: pliage et fonctionnalité, José Nelson Onuchic
 - b. Introduction à la physique de l'ADN, Renko de Vries
 - c. Mécanique statistique non extensive, Constantino Tsallis
 - d. L'hydratation des protéines et son importance en matière de fonctionnalité, J. Raul Grigera
 - e. La force de van der Waals dans les interactions biomoléculaires, V. Adrian Parsegian
13. Atelier d'apprentissage interactif, Centre d'excellence en enseignement, Bureau du vice-président chargé des affaires académiques, Université du Koweït, Koweït (2005)
14. Cours intensif d'espagnol (niveau 1), College of Arts, Université d'Auckland, Auckland (Nouvelle-Zélande) (2005)
15. Cours intensif d'allemand, Berlitz, Koweït (2009)
16. Préparation au test de certification Project Management Professional, Société koweïtienne des ingénieurs, Koweït (2005)
17. Atelier d'apprentissage actif et en ligne, Centre d'excellence en enseignement, Bureau du vice-président chargé des affaires académiques, Université du Koweït, Koweït (2005)
18. Amélioration continue des programmes: développement du processus, Bureau de l'évaluation, Faculté d'ingénierie et du pétrole, Université du Koweït, Koweït (2005)
19. Amélioration continue des programmes fondée sur les « Engineering Criteria 2000 » de l'ABET 2000, Bureau de l'évaluation, Faculté d'ingénierie et du pétrole, Université du Koweït, Koweït (2004)
20. Enseignement de la conception technique, Bureau de l'évaluation, Faculté d'ingénierie et du pétrole, Université du Koweït, Koweït (2004)
21. Enseigner pour apprendre, Centre d'excellence en enseignement, Bureau du vice-président chargé des affaires académiques, Université du Koweït, Koweït (2004)
22. Introduction à l'évaluation en fonction des résultats d'apprentissage, Bureau de l'évaluation, Faculté d'ingénierie et du pétrole, Kuwait University, Koweït (2001)
23. Programmation C++, Bureau des consultations et de l'avancement professionnel, Faculté d'ingénierie et du pétrole, Université du Koweït, Koweït (2000)
24. Premiers secours en milieu professionnel, Institut koweïtien de la recherche scientifique, Koweït (1993)
25. Simulation numérique, Institut koweïtien de la recherche scientifique, Koweït (1994)
26. Exigences en matière de recherche scientifique, Institut koweïtien de la recherche scientifique, Koweït (1994)
27. Programme de formation estival (lycée) – section de chimie, Institut koweïtien de la recherche scientifique, Koweït (1986)

Annexe (2)

(VEUILLEZ RÉPONDRE AUX QUESTIONS SUIVANTES EN VEILLANT À CE QUE LE NOMBRE TOTAL DE MOTS POUR L'ENSEMBLE DES RÉPONSES SOIT COMPRIS ENTRE 1 000 ET 3 000 MOTS.)

Originaire du Koweït, pays dont la contribution à l'aide humanitaire mondiale s'est élevée en moyenne à 2,7% du PIB par an au cours des 50 dernières années et qui a reçu le titre de « Centre humanitaire », je m'engage à lutter résolument contre la faim et la pauvreté dans le monde.

- 1. En quoi vos compétences et votre expérience font-elles de votre candidature la bonne? Quelles seraient les valeurs qui inspireraient votre action à la tête du FIDA? Veuillez décrire votre style de gestion, le mode de collaboration que vous envisagez avec votre équipe dirigeante idéale et la manière dont vous comptez établir un bon environnement de travail dans l'organisation.**

Au fil de ma riche expérience dans les secteurs public et privé, j'ai acquis les connaissances, l'expérience et les compétences qui constitueront, selon moi, une plus-value pour le FIDA, permettront à l'organisation d'atteindre ses objectifs et garantiront l'affectation efficace et efficiente de ses ressources à l'appui de sa vision. De plus, ayant travaillé avec succès avec plusieurs conseils d'administration au cours de ma carrière professionnelle, je suis capable de collaborer en toute transparence avec les membres du Conseil d'administration pour harmoniser leurs attentes, les grands objectifs à atteindre et les défis à relever, en sollicitant leurs conseils, y compris sur les prochains programmes à mener à bien.

Dans le cadre de mes récentes fonctions dans le secteur public en qualité de Secrétaire général du Conseil supérieur de la planification et du développement, nous avons lancé, avec mon équipe, un plan de transformation complet dans le but de bâtir une institution nationale de planification soucieuse d'articuler réflexion mondiale et action locale. Cette transformation a commencé par un audit interne. Comprendre et évaluer les lacunes est essentiel pour mettre en œuvre des changements significatifs dans l'organisation. Nous avons ensuite lancé un plan de développement du capital humain pour mettre à l'honneur les personnes brillantes et compétentes de l'organisation. Toutes ces activités sont systématiquement complétées par des opérations de communication, qui sont indispensables pour relayer l'information. Nous adoptons des pratiques exemplaires en matière de fonctionnement organisationnel pour que notre plan de transformation soit couronné de succès. Le plan a été élaboré en collaboration avec le maître d'œuvre, le Ministre de la planification de l'époque, et nous avons veillé à ce qu'il concorde avec les attentes du Ministre avant d'engager sa mise en œuvre. Il est essentiel d'associer toutes les parties prenantes et de ne jamais laisser personne de côté, en garantissant la transparence et la diffusion des informations.

Mon style de gestion dépend grandement de l'organisation concernée. Dans le cas du FIDA, institution internationale dotée d'une mission mondiale, je compte mettre davantage l'accent sur la gestion de l'environnement de travail en assurant une gouvernance appropriée, où intégrité et transparence sont les deux valeurs clés. L'esprit d'équipe, le soutien à l'innovation et l'autonomisation sont d'autres valeurs importantes. Les défis qui attendent le FIDA dans un environnement mondial très imprévisible du fait des crises inédites en cours et à venir doivent être relevés en s'appuyant sur une solide assise en interne, où la solidarité et l'engagement résolu à concrétiser des objectifs humanitaires imprègnent fondamentalement l'action menée. À cet égard, il est primordial de solliciter les conseils et les orientations stratégiques du Conseil d'administration pour pouvoir obtenir un impact à grande échelle.

2. Quelles leçons avez-vous retenues de votre parcours pour ce qui est de la réflexion stratégique et de l'élaboration de stratégies et de plans de développement, et comment comptez-vous les mettre à profit au service de la mission du FIDA?

- J'ai notamment retenu qu'il fallait:
 - donner la priorité aux objectifs institutionnels qui produisent le plus fort impact possible;
 - établir des indicateurs de succès stratégiques qui soient clairs et pertinents (c'est-à-dire des indicateurs de résultats pour les objectifs stratégiques): on ne peut pas gérer ce qu'on ne peut pas mesurer;
 - se tourner vers le Conseil d'administration pour déterminer les orientations stratégiques à adopter – ne pas solliciter le Conseil est un frein au succès;
 - sur la base d'un examen préalable, élaborer ou actualiser les statuts de l'organisation pour garantir la transparence dans l'environnement de travail, assurer une bonne gouvernance et permettre la circulation de l'information;
 - se concentrer sur la réalisation des objectifs stratégiques et donner aux cadres dirigeants les moyens de piloter les opérations;
 - bâtir un réseau de partenaires qui appuie le cœur de métier de l'institution.

Je suis persuadé que ces leçons peuvent être mises à profit au service de la mission du FIDA à de nombreux égards:

- Comme le cinquième Cadre stratégique du FIDA expire dans trois ans, en 2025, il convient d'entamer les travaux en vue de son actualisation. Le nouveau cadre devrait prendre en compte la situation actuelle de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté dans le monde et mettre un accent particulier sur les économies fragiles, les zones de guerre, les États défaillants, les pays en proie à des besoins importants, ainsi que les pays touchés par la malnutrition en raison de l'abondance de nourriture.
- Il importe de concevoir des programmes distinctifs, dans la droite ligne de l'économie axée sur les plateformes, qui soient capables de créer des débouchés et qui favorisent l'articulation avec les marchés.
- Des partenariats doivent être noués avec des organisations philanthropiques mondiales et des entreprises privées en vue du financement du programme des « agroplateformes » (voir plus loin).
- Il y a lieu d'échanger avec des centres de recherche et de développement du monde entier pour promouvoir des changements dans les pays, de manière à accroître le rendement des terres et à améliorer l'adoption de technologies à faible consommation d'eau, entre autres.
- Le transfert de connaissances doit être amélioré grâce à la coopération Sud-Sud.
- La priorité doit être donnée aux programmes visant à accompagner les personnes défavorisées qui ont le plus besoin de notre aide.
- Il faut mener des activités mondiales de concertation sur les politiques.

3. Quelle vision avez-vous pour le FIDA? Comment entendez-vous renforcer son rôle et son efficacité dans l'architecture de l'aide internationale, eu égard, d'une part, à la COVID-19, aux chocs économiques, aux changements climatiques et au recul de la biodiversité, et, de l'autre, aux objectifs de développement durable à l'horizon 2030, notamment l'élimination de la faim, la malnutrition et la pauvreté, y compris dans les contextes de grande fragilité?

Bien que la mission du FIDA vise à « transformer les économies rurales et les systèmes alimentaires en favorisant l'inclusion, la productivité, la résilience et la durabilité », la prise en compte d'autres économies dans le cadre de cette transformation peut aboutir à une approche plus équilibrée à l'appui d'une nouvelle mission concordant avec le programme des objectifs de développement durable, qui inclut tous les types d'économies. Compte tenu de l'accélération des changements aux

quatre coins du monde, de nouveaux pays devraient figurer sur la liste des économies fragiles et déstabilisées. C'est pourquoi il faut agir de manière préventive au moyen de programmes financés ou cofinancés par ces pays, qui devraient d'ores et déjà commencer à bâtir un système plus productif, plus résilient et plus durable conformément aux préconisations du FIDA.

Le sixième Cadre stratégique du FIDA devrait prendre en compte le contexte de l'après-COVID-19, les chocs économiques, les changements climatiques et le recul de la biodiversité, et aborder la réduction des risques. Il doit viser l'inclusion, et le principe consistant à « ne laisser personne de côté » doit être pris au sens strict. Par conséquent, il importe tout particulièrement de constituer un portefeuille de programmes phares permettant de créer des débouchés et des emplois. On pourrait ainsi établir un programme des « agroplateformes », qui relierait toutes les parties prenantes du secteur agricole, comme les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, du développement des marchés, de la recherche-développement et des infrastructures (pour relier l'offre à la demande). Cette approche holistique optimiserait l'incidence des ressources financières et pourrait même attirer des financements plus importants.

Pour accroître sa visibilité, le FIDA doit mettre en œuvre une communication stratégique visant à le repositionner comme un fonds de développement axé sur l'agriculture, et non comme un fonds de développement agricole. Ce changement a tout simplement pour objectif d'élargir le périmètre du secteur agricole de manière à inclure les différents secteurs de la chaîne d'approvisionnement, notamment le développement des marchés, et à favoriser la construction d'infrastructures de soutien.

Ma vision du FIDA s'articule en quatre volets:

- financer l'économie des plateformes agricoles;
- réduire les risques dans les économies où des vulnérabilités commencent à se faire jour en raison des crises et des chocs actuels;
- développer les partenariats avec le secteur privé et les entrepreneurs sociaux;
- établir une concertation mondiale d'ordre stratégique sur le lien holistique entre l'eau, l'alimentation, l'énergie et les changements climatiques.

4. Si votre candidature est retenue, comment entendez-vous préserver la viabilité financière du Fonds et mobiliser des ressources supplémentaires (au profit notamment des pays les pauvres, compte tenu des contraintes économiques), de sorte qu'il puisse remplir sa mission et tirer parti de ses avantages comparatifs? Comment le FIDA pourrait-il approfondir encore sa coopération avec les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire?

La viabilité du financement des programmes du FIDA est fortement corrélée à l'impact des programmes dans les pays qui ont besoin d'aide. Si je suis élu Président, je veillerai à la conception de programmes exhaustifs, capables de produire un impact optimal. Les programmes doivent relever les défis d'une manière radicalement innovante. Ainsi, en s'appuyant sur la technologie, le programme de développement du capital humain dans le domaine du développement agricole dans les pays à faible revenu aura des retombées majeures et appuiera la réalisation des objectifs stratégiques du FIDA. Les méthodes classiques utilisées pour relever les défis actuels ne sont pas pérennes et n'encouragent pas un financement durable. Par ailleurs, comme mentionné plus haut, l'élargissement des partenariats avec des entreprises privées et des organisations philanthropiques ainsi que les cofinancements avec les pays contribueront également à la viabilité financière.

Les connaissances en matière de développement que le FIDA a acquises depuis sa création peuvent être mises à profit au service des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire sous la forme de services consultatifs. Lorsque les financements octroyés sont liés à des réformes économiques, les pays bénéficiaires voient leur résilience s'améliorer et peuvent progressivement atteindre une tranche de revenu supérieure, comme le montre l'exemple de la République de Corée.



STATE HOUSE
P.O. Box 40530
NAIROBI, KENYA

Le 6 mai 2022

Je vous transmets mes chaleureuses salutations et mes meilleurs vœux.

J'ai l'honneur de vous informer que le Kenya a décidé de présenter la candidature de **l'Ambassadeur Raychelle Awuor Omamo, E.G.H.**, dans le cadre de l'élection au poste de Président du Fonds international de développement agricole. L'Ambassadeur Omamo occupe actuellement les fonctions de ministre des Affaires étrangères du Kenya.

Dans ses rôles de juriste distinguée, et de diplomate et ministre expérimentée, l'Ambassadeur Omamo a servi avec distinction, pendant plus de trente ans, le Kenya et la communauté internationale. Dans pratiquement tous ses rôles de direction, l'Ambassadeur Omamo a inscrit de nombreuses premières pour les femmes du Kenya. Elle a été la première femme kényane nommée au poste de ministre de la Défense, ainsi que la première femme élue à la présidence de la Law Society of Kenya. Le titre prestigieux d'Avocat principal lui a été conféré en reconnaissance de sa carrière de pionnière et de haut niveau.

En outre, l'Ambassadeur Omamo a été la première femme nommée Ambassadeur du Kenya en France (et également accréditée auprès d'autres pays), et la première femme kényane à remplir les fonctions de représentante permanente auprès de l'UNESCO.

À l'heure actuelle, l'Ambassadeur Omamo supervise les engagements du Kenya en tant que membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; elle préside également le Groupe d'action ministériel du Commonwealth (CMAG), et siège au Conseil du Partenariat mondial pour les données du développement durable. Il serait tout à fait approprié, et signe d'une véritable transformation, que l'Ambassadeur Omamo soit la première femme nommée à la Présidence du FIDA.

L'Ambassadeur Omamo apportera au rôle de Président du FIDA sa solide expérience dans les domaines de la gestion stratégique, de l'élaboration des politiques, du renforcement des institutions et de l'établissement de partenariats, ainsi que sa réputation en matière de gestion financière attentive appliquée à des budgets importants et complexes au sein d'institutions publiques essentielles. L'Ambassadeur Omamo plaide ardemment en faveur du développement inclusif et de la justice sociale, et elle possède une profonde compréhension de la complexité des problèmes du développement, en particulier dans les régions en situation de fragilité et de conflit, où la pauvreté et la faim sont toujours présentes dans les communautés rurales.

Nous considérons, dans ce contexte, que l'Ambassadeur Omamo possède des qualifications uniques pour diriger le FIDA en cette conjoncture critique où le progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable est confronté à des défis croissants liés aux changements climatiques, aux chocs économiques, aux déplacements et aux conflits.

Veillez agréer l'assurance de ma plus haute considération.

UHURU KENYATTA
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU KENYA

Monsieur le Secrétaire
Fonds international de développement agricole
ROME



Ambassadeur Raychelle Awuor Omamo

Curriculum vitae

Candidate de la République du Kenya

au poste de

Présidente du Fonds international de développement agricole

CURRICULUM VITAE

AMBASSADEUR RAYCHELLE AWUOR OMAMO

FORMATION UNIVERSITAIRE

Baccalauréat ès arts en Droit, Université du Kent à Canterbury – 1982
Diplôme d'études supérieures en pratique juridique, École de Droit du Kenya – 1984
Diplôme d'études supérieures en administration des affaires, Université de Liverpool - 2016

VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉVOLUTION DE CARRIÈRE

1985-2002 : Conseillère juridique et associée gérante, Omamo et Omamo Avocats
2003-2009 : Ambassadeur du Kenya auprès de la République française, également accréditée auprès du Royaume d'Espagne, du Saint-Siège, de la République du Portugal et de la République de Serbie
2003-2006 : Représentante permanente du Kenya auprès de l'UNESCO
2010-2013 : Avocat principal, Coulson et Harney Avocats
2013-2020 : Ministre de la Défense
2014 : Ministre par intérim du travail et des services sociaux
2020 à ce jour : Ministre des Affaires étrangères

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DÉTAILLÉE

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA RÉPUBLIQUE DU KENYA – 2020 à ce jour

Elle dirige le ministère des Affaires étrangères, doté d'un budget annuel de 18,3 milliards de shillings kenyans [180 millions d'USD], et dont relèvent 58 missions diplomatiques, cinq consulats généraux et 30 consuls honoraires dans l'ensemble du monde, avec un personnel comptant au total 816 membres. Elle supervise l'administration de toutes les représentations étrangères ayant leur siège au Kenya, y compris le PNUF, ONU habitat et le Bureau des Nations Unies à Nairobi [le seul siège des Nations Unies dans l'hémisphère Sud couvrant 73 bureaux des Nations Unies], ainsi que 92 ambassades et hauts-commissariats étrangers et 44 consulats, assurant les services protocolaires et consulaires pertinents. **Elle est chargée de la formulation et de la mise en œuvre de la politique étrangère du Kenya**, et notamment de la négociation des accords et mémorandums d'accord, et a pour mission de faciliter, aligner et coordonner les relations internationales du Kenya entre les différentes sphères gouvernementales. Elle siège au sein du Conseil national de sécurité du Kenya. **Elle représente le Kenya dans toutes les enceintes internationales**, spécialement durant son mandat actuel de membre non permanent du Conseil de sécurité, de Président de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), et de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ; elle est membre du Conseil de la paix et de la sécurité de l'Union africaine, et du Bureau des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Elle a participé (de 2020 à ce jour) au Groupe d'action ministériel du Commonwealth en tant que Présidente, au Conseil du Partenariat mondial pour les données du développement durable (de 2020 à ce jour), et, en tant que Présidente, au Conseil sectoriel conjoint sur la sécurité inter-États en matière de défense et la coordination de la politique étrangère (de 2020 à ce jour). **Mobilisation des engagements internationaux et accueil ou accueil conjoint de forums internationaux de premier plan sur des problèmes clés de développement, et notamment** : réunion des femmes ministres africaines des Affaires étrangères sur le thème

"Renforcer le rôle dirigeant des femmes dans les réponses à la COVID-19" (mai 2020); sommet virtuel intersessions des États ACP sur le thème "Transcender la pandémie de la COVID-19 – Renforcer la résilience par le biais de la solidarité mondiale" (juin 2020); Sommet mondial sur l'éducation: financer le GPE 2021-2025, en partenariat avec le Royaume-Uni (juillet 2021); premier Sommet Union africaine-Communauté des Caraïbes (septembre 2021); PNUE@50 (mars 2022). Par l'intermédiaire du ministère des Affaires étrangères, le Kenya organisera la conférence Stockholm@50 conjointement avec le gouvernement de la Suède, et la Conférence sur les océans conjointement avec le gouvernement du Portugal (juin 2022). **Elle supervise et dirige les interventions de politique étrangère du Kenya pour la paix, la résolution des conflits et la stabilisation de l'État** dans la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs, y compris dans ses missions de maintien de la paix. **Elle centralise les dons provenant des gestes de générosité bilatéraux et multilatéraux pour surmonter les crises**, y compris les aides humanitaires d'urgence pour la réponse aux situations de sécheresse, d'inondation et de catastrophes, y compris les dons pour les vaccins contre la COVID-19. Grâce aux efforts directs du ministère des Affaires étrangères, plus de 20 millions de doses de vaccins ont été obtenus des partenaires. **Elle fait progresser les relations avec la diaspora du Kenya** et supervise la fourniture de services de soutien consulaires. Elle **rend compte au Parlement** des activités et des dépenses du ministère des Affaires étrangères.

MINISTRE DE LA DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE DU KENYA – 2013-2020

Elle a dirigé le ministère de la Défense, doté d'un budget annuel de 130 milliards de shillings kenyans [1,3 milliard d'USD]. **Elle a supervisé les membres du personnel civil et l'administration du ministère. En tant que présidente du Conseil de défense du Kenya, elle était responsable de la politique générale, du contrôle et de la supervision des Forces de défense du Kenya (KDF)** comprenant les forces terrestres, l'armée de l'air et la marine du Kenya, ainsi que les entités chargées des activités de formation, de recherche et industrielles en matière de défense, et la législation connexe, en plus de l'autorisation du déploiement des KDF dans des opérations de maintien et de soutien de la paix dans le monde - par exemple, l'AMISOM - et ses déploiements internes à l'appui de l'autorité civile. **Elle a supervisé et autorisé l'établissement du budget de la défense et la passation des marchés complexes en matière de défense** et présidé à la modernisation de la mobilité, de la puissance de feu, du renseignement et de la subsistance des KDF. **Elle a formulé et mis en œuvre des documents d'orientation essentiels** ainsi que des accords bilatéraux, tels que le Livre blanc sur la défense 2017, la politique en matière d'égalité entre les sexes, la politique en matière de maintien de la paix et des opérations de paix et la politique d'industrialisation de la défense, et elle a introduit des modifications de fond dans la Loi sur les forces de défense du Kenya. **Elle a représenté le Kenya au sein des forums régionaux et mondiaux sur la politique de défense, et elle a présidé** diverses instances telles que le Conseil des ministres de la défense de la Force en attente de l'Afrique de l'Est (2013-2014), le Conseil sectoriel de la Communauté de l'Afrique de l'Est sur la coopération en matière de défense (2013), le Conseil d'administration du régime d'assurance médicale des forces de défense (2013-2020) et le Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (2019-2020). Elle a supervisé la création de l'Agence spatiale du Kenya et l'installation de son premier conseil d'administration et de son équipe de direction (2018-2019). Elle a **rendu compte au Parlement** des activités et des dépenses du ministère de la Défense.

MINISTRE PAR INTERIM DU TRAVAIL ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA RÉPUBLIQUE DU KENYA – 2014

Elle a dirigé le ministère du Travail et des Affaires sociales, doté d'un budget annuel de 35,6 milliards de shillings kenyans [350 millions d'USD], et les 1700 membres de son personnel. **Elle a supervisé la surveillance administrative et financière du ministère ainsi que la formulation et la mise en œuvre des politiques** relatives aux relations professionnelles, à la

planification nationale de la main-d'œuvre et du développement des compétences, à la productivité nationale, aux problèmes liés aux travailleurs migrants et aux questions de sécurité au travail. Elle a géré les actions revendicatives intermittentes lancées par divers syndicats de travailleurs. **Elle a rétabli les institutions essentielles en matière de salaires et de relations professionnelles, à savoir** le Conseil national du travail, le Conseil général des salaires et le Conseil des salaires agricoles, et supervisé les travaux de l'Équipe spéciale sur la main-d'œuvre et l'emploi des migrants, qui a défini les grandes orientations en matière de gestion des travailleurs migrants au Kenya. **Elle a reconstitué les ressources du Conseil d'administration de la Caisse nationale de sécurité sociale, d'une valeur de 300 milliards de KES [3 milliards d'USD]. Elle a supervisé la conceptualisation préliminaire du Programme de protection sociale Inua Jamii**, qui fournit actuellement des allocations mensuelles à plus d'un million de Kenyans de plus de 70 ans, 300 000 enfants orphelins et 47 000 personnes gravement handicapées. Elle a supervisé la prestation de services aux enfants et les programmes pour les enfants des rues, ainsi que la réforme des politiques d'adoption d'enfants au Kenya. Elle a **rendu compte au Parlement** des activités et des dépenses du ministère du Travail et de ses agences.

AMBASSADEUR PLÉNIPOTENTIAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU KENYA auprès de la République française, également accréditée auprès du Royaume d'Espagne, du Saint-Siège, de la République du Portugal et de la République de Serbie : 2003-2009

Elle a représenté le Kenya dans les pays mentionnés ci-dessus, et assuré les fonctions de Représentante permanente du Kenya auprès de l'UNESCO. Elle a géré et assumé la responsabilité financière de la Mission en France et de son personnel et supervisé la création de la Mission à Madrid en 2008. **Elle a promu et projeté les intérêts du Kenya** dans les domaines du tourisme, des échanges, de la culture, des affaires concernant la diaspora et l'environnement, conformément aux fondements de la politique étrangère du Kenya. **Elle a noué des contacts avec des partenaires de développement clés** tels que l'Agence française de développement (AFD) en ce qui concerne les questions relatives à l'eau, l'assainissement, l'énergie, le renforcement des capacités et la préservation de l'environnement. **Elle a participé aux travaux du Conseil exécutif de l'UNESCO** et du Groupe Afrique, et a présidé le Comité du siège de l'UNESCO. Elle a fait progresser les intérêts du Kenya dans les domaines de l'éducation et de la science et obtenu un appui au travail de pionnier accompli par le Kenya en vue de la gratuité de l'enseignement primaire.

PRATIQUE JURIDIQUE : 1985-2002 ; 2010-2012

Avocate à la Haute Cour du Kenya et Commissaire à l'assermentation depuis 1984, dans le cadre des cabinets d'avocats Omamo et Omamo et Coulson et Harney. Pratique juridique spécialisée dans les contentieux civils. Elle a participé à une grande variété de processus de contentieux à tous les niveaux du système judiciaire kenyan. Elle a entrepris des recherches juridiques, rendu des avis juridiques, négocié, rédigé des actes de procédure, des contrats et des cessions. Son activité a été axée sur les droits des femmes et des enfants, et elle a été la co-rédactrice de la première Loi sur les enfants du Kenya, 2002.

J'ai été la première femme à être élue présidente de la Law Society of Kenya (2000-2002), accomplissant deux mandats au sein du plus grand barreau national d'Afrique orientale et centrale. **J'ai également été vice-présidente de l'East Africa Law Society.** En ma qualité de bâtonnier du Barreau du Kenya, j'ai présidé le Conseil de la Société et supervisé le Secrétariat, son budget, ses ressources humaines et son efficacité organisationnelle. Au cours de mon mandat, j'ai dirigé la restructuration du secrétariat et le développement du programme de formation juridique continue de la Société. **J'ai conduit la Law Society dans la réalisation de contributions fondamentales au processus de réforme constitutionnelle du Kenya et à la**

réforme du système judiciaire. Le titre d'**avocat principal** (Senior Counsel) m'a été conféré en 2002. J'ai également exercé, dans le cadre du service public, les fonctions suivantes en rapport avec les questions juridiques :

- Conseillère juridique de la Commission d'enquête Ndungu sur l'attribution illégale/irrégulière de terres au Kenya (2003)
- Membre du groupe de travail sur la création de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation pour le Kenya (2002 -2003)
- Membre du groupe de travail sur la Loi régissant les relations entre propriétaires et locataires (1998)
- Vice-présidente de l'East Africa Law Society (2002)
- Présidente du Conseil d'administration du Fonds de bienfaisance des avocats (2001-2002)
- Membre du Conseil pour l'éducation juridique au Kenya (2002)

PRINCIPAUX DISCOURS ET ALLOCUTIONS :

L'exercice de mes fonctions ministérielles a été l'occasion d'un grand nombre de discours et interventions aux niveaux régional et mondial, et d'une participation à une large variété de panels de haut niveau sur la paix et la sécurité, le multilatéralisme, le changement climatique, la sécurité alimentaire et l'atténuation des effets de la COVID-19. Il s'agit notamment d'interventions au Conseil de sécurité des Nations Unies, au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, au dialogue de Manama 2018, au Forum d'Assouan 2019, aux Conférences de Munich sur la sécurité 2019 et 2022, à la Conférence de Berlin sur la sécurité climatique 2020, au Forum de Stockholm sur la paix et le développement (2020), à la Conférence internationale sur les femmes, la paix et la sécurité Vietnam 2020, au Panel du Conseil atlantique à la COP26 (2021), au Sommet du Forum mondial sur l'éducation (2021), au Dialogue Raisina (2021) et à l'Alliance pour le multilatéralisme 2020. On pourra trouver des exemples de mes interventions en suivant les liens ci-après :

LIENS VERS DES ENREGISTREMENTS VIDÉO :

1. Conseil de l'atlantique. En direct de la COP26 : Ouvrir la voie à l'innovation climatique

Orateurs :

Son Excellence le Dr Sultan Ahmed Al Jaber, Envoyé spécial des Émirats arabes unis pour le changement climatique et ministre de l'Industrie et des technologies avancées

Bill Gates, fondateur de Breakthrough Energy et coprésident de la Fondation Bill & Melinda Gates

Le **secrétaire d'État John Kerry**, envoyé spécial du président américain pour le climat

L'Ambassadeur **Raychelle Omamo**, ministre des Affaires étrangères de la République du Kenya.

Le modérateur **Frederick Kempe**, président et directeur général du Conseil de l'Atlantique, rejoindra les membres du groupe de discussion en direct du pavillon des Émirats arabes unis à Glasgow.

<https://www.youtube.com/watch?v=GIwjAGYZ3Wo>

2. Forum virtuel de Stockholm 2020 sur la paix et le développement « Maintenir la paix à l'époque de la COVID-19 ». La séance publique « Changement climatique : l'autre crise »

Modérateur : Dan Smith, Directeur, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm

Intervenants : Peter Eriksson, Ministre de la coopération internationale pour le développement, Suède; Raychelle Omamo, ministre des Affaires étrangères, République du Kenya; Hanna Tetteh, Représentante spéciale du Secrétaire général auprès de l'Union africaine et chef du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine; Hindou Ibrahim, militant en faveur des ODD et codirecteur de l'Initiative mondiale et du pavillon des peuples autochtones aux réunions des

COP21, COP22 et COP23; Margot Wallström, ancienne ministre des Affaires étrangères, Suède, et commissaire à l'environnement et vice-présidente de la Commission européenne
<https://youtu.be/uoZj5qDF5tI>

3. Séance inaugurale du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE)

Autres orateurs :

S.E. M. Dominic Raab, Membre du Parlement, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni

Alice P. Albright, Directrice générale du GPE

<https://www.youtube.com/watch?v=f7mzW-0TrL0>

Intervention à partir de 1:08:27

4. Discours de l'Ambassadeur Raychelle Omamo, ministre des Affaires étrangères, République du Kenya, lors de la cérémonie marquant le 50e anniversaire de l'ICIPE

<https://www.youtube.com/watch?v=LE2MO9OhYy0>

5. Le Kenya sur la situation dans la région des Grands Lacs – Rencontre avec les médias au Conseil de sécurité (20 octobre 2021)

<https://www.youtube.com/watch?v=yYS5289viQQ>

6. Le Kenya sur les femmes, la paix et la sécurité et l'Afghanistan - Rencontre avec les médias au Conseil de sécurité (21 octobre 2021)

<https://www.youtube.com/watch?v=3xJoelrO7w0>

7. Dialogue Raisina : L'Afrique se lève : le continent est synonyme d'affaires

Orateurs : Raychelle Omamo, ministre des Affaires étrangères, Kenya; Rahul Chhabra, Secrétaire d'état chargé des relations économiques, ministère des Affaires étrangères, Inde; Gwendoline Abunaw, Directrice générale, Ecobank, Cameroun; Modérateur - Navdeep Suri, membre émérite et Directeur, CNED, Observer Research Foundation, Inde

<https://www.youtube.com/watch?v=28V00AxIQbA>

8. Conférence internationale sur les femmes, la paix et la sécurité. Renforcer le rôle des femmes dans la construction et le maintien de la paix : des engagements aux résultats

<https://www.youtube.com/watch?v=Az1MDs2S5Nc>

Intervention à 1:15:39

9. Dialogues Raisina : le chemin vers les Objectifs de développement durable

Tandi Dorji, ministre des Affaires étrangères, Bhoutan; Raychelle Omamo, ministre des Affaires étrangères, Kenya; Ann Marie Yastishock, conseillère principale de l'administrateur par intérim, USAID, États-Unis; Rachel Glennerster, économiste en chef, Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, Royaume-Uni; Mohan Kumar, Président, Système de recherche et d'information pour les pays en développement, Inde; Modérateur – Maitreyi Bordia Das, Directeur, Banque mondiale, États-Unis

<https://www.youtube.com/watch?v=qJLRZKeXM4>

DÉCLARATIONS :

Toutes les déclarations peuvent être trouvées à l'adresse suivante :

https://www.un.int/kenya/statements_speeches

Déclaration faite par l'Ambassadeur Raychelle Omamo, EGH, ministre des Affaires étrangères, lors de la réunion du Conseil de sécurité sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales : climat et sécurité

https://www.un.int/kenya/statements_speeches/statement-delivered-amb-raychelle-omamo-sc-egh-cabinet-secretary-foreign-affairs

Débat ministériel sur la région des Grands Lacs

https://www.un.int/kenya/statements_speeches/ministerial-debate-great-lakes-region

Déclaration faite par l'Ambassadeur Raychelle Omamo, EGH, ministre des Affaires étrangères, lors de la réunion d'information du Conseil de sécurité sur la protection des civils dans les conflits armés : Préserver l'espace humanitaire

https://www.un.int/kenya/statements_speeches/statement-amb-raychelle-omamo-sc-egh-cabinet-secretary-foreign-affairs-during-0

Déclaration faite par l'Ambassadeur Raychelle Omamo, EGH, ministre des Affaires étrangères, lors de la réunion de haut niveau du Conseil de sécurité sur le thème "Le maintien de la paix et de la sécurité internationales : Soutenir le multilatéralisme et un système international centré sur les Nations Unies"

https://www.un.int/kenya/statements_speeches/statement-amb-raychelle-omamo-

Déclaration faite par S.E l'Ambassadeur Raychelle Omamo, EGH, ministre des Affaires étrangères de la République du Kenya lors de la réunion d'information sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales : suivi de la mise en œuvre de la résolution 2532 (2020)

https://www.un.int/kenya/statements_speeches/statement-delivered-he-amb-raychelle-omamo-sc-egh-cabinet-secretary-foreign

Déclaration faite par S.E. Raychelle Omamo lors de la vidéoconférence ouverte tenue à l'occasion du 20e anniversaire de la résolution 1373 (2020) du Conseil de sécurité et de la création du Comité contre le terrorisme

https://www.un.int/kenya/statements_speeches/statement-delivered-cs-raychelle-omamo-during-open-vtc-meeting-20th-anniversary

PRINCIPALES DISTINCTIONS ET RÉCOMPENSES

- Aînée de l'Ordre du Cœur d'or de la République du Kenya (2015)
- Prix de la Constitution (2012)
- Titre d'Avocat principal du Kenya (conféré en 2012)
- Croix de l'Ordre de Saint Grégoire le Grand - Saint-Siège (2007)
- Juriste de l'année, chapitre kenyan de la Commission internationale des juristes (2002)
- Prix de l'état de droit, Conseil national des femmes du Kenya (2002)
- Jeune femme professionnelle de l'année, Association kényane des femmes d'affaires et professionnelles (2002).

RAYCHELLE AWUOR OMAMO

RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES

1. **En quoi vos compétences et votre expérience font-elles de votre candidature la bonne? Quelles seraient les valeurs qui inspireraient votre action à la tête du FIDA? Veuillez décrire votre style de gestion, le mode de collaboration que vous envisagez avec votre équipe dirigeante idéale et la manière dont vous comptez établir un bon environnement de travail dans l'organisation.**

Qualifications, expérience et compétence:

En 30 ans de carrière, j'ai acquis une solide capacité de gestion financière et de plaidoyer, dont j'ai donné la preuve aussi bien en tant que juriste de haut niveau que comme diplomate chevronnée ou membre du Gouvernement chargée de multiples dossiers. Dans mes fonctions d'encadrement, j'ai dû affronter des questions pressantes et interconnectées ayant trait à la bonne gouvernance, à l'efficacité de l'action publique, aux inégalités, au développement humain, aux droits humains, à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix aux niveaux national, régional et mondial. J'ai cultivé l'aptitude à la réflexion "multidisciplinaire", impérative à mon sens pour faire face aux défis nombreux et protéiformes que comporte l'orchestration de la réalisation des objectifs de développement durables au niveau national. J'apporterais au FIDA l'intelligence approfondie du contexte dans lequel travaillent les gouvernements des pays en développement, de leurs multiples obligations et du défi que représente la conduite du développement alors que les ressources manquent.

La solidité de la gestion stratégique et la rigueur du contrôle financier sont depuis longtemps et à plusieurs égards des aspects indispensables de mon travail. J'ai été à la tête d'administrations essentielles à grands budgets et à large empreinte internationale, pendant des périodes marquées par de graves problèmes de sécurité régionale et des menaces mondiales telles que le terrorisme, la COVID-19 et les changements climatiques. J'ai veillé à la constante efficacité stratégique et à la bonne tenue financière d'institutions publiques complexes confrontées aux fluctuations des revenus nationaux et à des chocs économiques intermittents. J'ai encouragé une culture de synergie organisationnelle, de souplesse et d'efficacité dans le contexte d'un environnement opérationnel dynamique. Enfin, j'ai établi un vaste réseau de partenaires bilatéraux et multilatéraux et j'ai tiré parti de ces partenariats pour obtenir des résultats probants.

Valeurs et style de gestion :

Mon expérience en tant que juriste de haut niveau et haute fonctionnaire a confirmé l'importance des valeurs suivantes : **service, professionnalisme, intégrité, devoir de diligence et apprentissage permanent**. Si je suis élue, ces valeurs me guideront dans la direction de l'équipe de direction et dans la création d'un environnement de travail propice à l'exécution du mandat du FIDA. À mon sens, une équipe de direction ne saurait être efficace sans respect et confiance mutuelle. Montrant l'exemple, je m'efforcerai moi-même de maintenir ouvertes les voies de communication avec les membres de la haute administration pour dissiper toute ambiguïté quant aux attentes, aux normes de conduite et à la reddition de compte, eu égard à la réalisation des objectifs stratégiques du FIDA.

En collaboration avec l'équipe de direction, je compte définir et diriger la politique et l'orientation stratégique du FIDA et veiller à la mise en place des alignements institutionnels, de la prise en main et de l'efficacité opérationnelle voulues pour que les plans et les ressources portent fruit. En outre, je respecterai l'expertise professionnelle des membres de l'équipe dirigeante, de sorte que mes décisions s'appuient sur des conseils, des données et des consultations professionnelles, en particulier sur les questions relatives à la trésorerie et à la viabilité du Fonds. Enfin, je m'engage à

favoriser un climat institutionnel caractérisé par la diligence, le respect individuel et l'équité, tout en encourageant la formation continue et l'innovation.

2. Quelles leçons avez-vous retenues de votre parcours pour ce qui est de la réflexion stratégique et de l'élaboration de stratégies et de plans de développement, et comment comptez-vous les mettre à profit au service de la mission du FIDA?

Les plans et la réflexion stratégiques ne sont pas des fins en soi. Quoiqu'ils puissent servir de boussole, c'est sans doute aux résultats concrets et à l'influence réelle sur les vies que se mesure leur utilité. Mon expérience m'a appris que, d'un point de vue technique, la marge d'action en matière de développement et de transformation sociale et économique est souvent très grande. Elle se réduit si l'on considère les exigences opérationnelles du monde réel. Elle devient encore plus exiguë si l'on considère ce qu'il est politiquement possible de faire. Une Présidente du FIDA doit toujours garder à l'esprit ces trois points de vue, en s'efforçant de cerner et d'appuyer le petit ensemble de choix véritablement transformateurs et réalisables sur les plans technique, opérationnel et politique. Les résultats institutionnels le montrent, je sais comment m'y prendre. Le FIDA, c'est l'un de ses défis, doit produire des résultats en partenariat avec les gouvernements clients. La capacité d'action, la compétence et la détermination desdits gouvernements sont donc essentielles.

Si je suis élue, je donnerai la priorité au renforcement des capacités institutionnelles et à la consolidation des relations avec les gouvernements et les communautés aux fins de la formulation et la mise en œuvre des plans de développement qui définissent le contexte des placements. En effet, les programmes et les financements du FIDA sont principalement destinés aux pays à revenus faibles ou intermédiaire, pays qui sont confrontés à la fois à l'insuffisance des capacités publiques et à des contraintes économiques.

Dans toute organisation, la stratégie ne peut être bien chorégraphiée que par un leadership à tous les niveaux. La planification et la réflexion stratégiques, loin d'être l'apanage des cadres supérieurs, doivent se retrouver dans toute l'organisation. Les cadres intermédiaires doivent s'approprier les décisions stratégiques et les diffuser. La raison d'être des décisions stratégiques doit être régulièrement et intégralement communiquée à l'ensemble de l'organisation, de sorte que la culture de l'organisation, son environnement opérationnel et les ressources disponibles soient constamment alignées et conformes à la stratégie. En outre, la bonne exécution exige un engagement et une responsabilité individuels. Il conviendra de garder ces constats à l'esprit à mesure que le FIDA avance dans le processus de décentralisation de ses opérations et de la prise de décision pour rapprocher ses services du terrain. Il faut une forte synergie entre les bureaux de pays et le siège pour que l'orientation stratégique ne se perde pas en route, ce qui rend capital le suivi et l'évaluation des programmes et des processus aux fins de l'harmonisation et de l'efficacité.

3. Quelle vision avez-vous pour le FIDA? Comment entendez-vous renforcer son rôle et son efficacité dans l'architecture de l'aide internationale, eu égard, d'une part, à la COVID-19, aux chocs économiques, aux changements climatiques et au recul de la biodiversité, et, de l'autre, aux objectifs de développement durable à l'horizon 2030, notamment l'élimination de la faim, la malnutrition et la pauvreté, y compris dans les contextes de grande fragilité?

Le monde entier traverse un moment à la fois de crise et de transformation, ce qui est particulièrement vrai dans les zones rurales. Les crises les plus aiguës (notamment celles liées à la violence et aux conflits) y ont souvent une forte empreinte. En même temps, bon nombre des nouvelles réalités et innovations les plus passionnantes (notamment celles liées à une meilleure gestion des connaissances et de l'information) trouvent dans les zones rurales un terrain d'application naturel. La mission, le mandat et l'approche du FIDA, axés sur les populations rurales, sont donc d'une actualité remarquable.

Dans le cadre de son douzième cycle de reconstitution, le FIDA cherche à doubler son impact en rassemblant et en mobilisant de manière plus efficace et efficiente des financements à fort impact ciblant les personnes démunies et marginalisés des zones rurales fragiles et préservant durablement les ressources naturelles. C'est là une contribution à l'architecture de l'aide internationale singulière, et le FIDA est exceptionnellement bien placé pour promouvoir des politiques, des partenariats et des investissements mondiaux, régionaux et nationaux en faveur d'économies rurales et de systèmes alimentaires inclusifs, productifs, résilients et durables.

Le FIDA que j'envisage s'inscrit pleinement dans cet espace. Sous ma houlette, il approfondira et renforcera ses contributions et redoublera d'efficacité dans l'architecture de l'aide internationale en cherchant à :

- a) renforcer son plaidoyer en faveur des pauvres des zones rurales par une collaboration intense et novatrice avec les parties prenantes, l'objectif étant de consolider le lien entre la promotion du développement agricole rural et la réalisation des ODD n° 1 et 2 ;
- b) affirmer sa position de "partenaire de choix" dans le domaine du développement agricole rural en tirant parti de son leadership politique et en diffusant ses connaissances aux niveaux mondial et national, en améliorant la qualité et la proximité de sa coopération avec les gouvernements et les communautés clientes et en favorisant une interaction collaborative et cohérente entre les autres donateurs et agences impliqués dans la sécurité alimentaire ;
- c) s'attaquer aux nouvelles menaces qui pèsent sur les pauvres en milieu rural au moyen de programmes novateurs propres à renforcer la résilience et à soutenir les groupes vulnérables ;
- d) modifier et diversifier sa base de ressources et affiner ses compétences en matière de mobilisation des ressources.

Les contributions du FIDA doivent aider les pays bénéficiaires à précipiter une transformation tangible et pérenne des communautés rurales. La Présidence et le secrétariat n'y suffiront pas à eux seuls. Le soutien et les conseils du Conseil d'administration et du Conseil des gouverneurs sont également essentiels à la réussite de l'institution. C'est pourquoi, si je suis élue, j'accorderai une attention toute particulière à la reddition de comptes et au contrôle.

4. Si votre candidature est retenue, comment entendez-vous préserver la viabilité financière du Fonds et mobiliser des ressources supplémentaires (au profit notamment des pays les pauvres, compte tenu des contraintes économiques), de sorte qu'il puisse remplir sa mission et tirer parti de ses avantages comparatifs ? Comment le FIDA pourrait-il approfondir encore sa coopération avec les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire?

Le maintien de la viabilité financière du FIDA est un devoir fondamental. Si je suis élue, je vérifierai d'abord si des économies peuvent être obtenues en interne, en vérifiant que les fonds internes ne sont pas gaspillés ou affectés à des processus et des projets non viables, et que la structure, les effectifs, les mécanismes de contrôle financier et les systèmes de suivi-évaluation sont bien dimensionnés et adaptés à leur objectif. Deuxièmement, je m'efforcerai de mobiliser et de rassembler des fonds provenant d'autres acteurs de l'architecture de l'aide internationale et du secteur privé pour compléter les contributions de base des États membres – j'entends par là aussi les nouvelles possibilités d'emprunt sur les marchés. Troisièmement, j'explorerai les possibilités de cofinancement auprès d'autres prêteurs et aiderai les pays bénéficiaires à établir des partenariats

public-privé pour renforcer leurs propres contributions au développement rural. En résumé, la mobilisation des ressources financières devra devenir une compétence clé du FIDA.

Pour renforcer sa coopération avec les pays à revenu faible ou intermédiaire, le FIDA doit investir dans le développement des compétences et des capacités de l'État, notamment en renforçant les capacités institutionnelles et les ressources humaines. Les compétences en matière d'élaboration et de mise en œuvre des politiques, de gestion de la dette, de gestion des terres, d'innovation technologique et de recherche-développement sont impératives. Il est essentiel de renforcer l'efficacité des systèmes et des processus gouvernementaux pour réduire la dépendance financière, améliorer le service des prêts et s'attaquer plus efficacement au problème de la pauvreté rurale. À cet égard, la contribution du FIDA au renforcement des systèmes alimentaires pour les personnes pauvres vivant en milieu rural, en particulier la production alimentaire, la génération de revenus et l'accès aux marchés, est impérative. Ce soutien est extrêmement important pour les pays à faible revenu, notamment ceux qui sont en proie à des conflits, en sortent ou cherchent à s'en relever. Un meilleur engagement des bureaux nationaux et régionaux est donc essentiel. C'est un point capital pour les pays africains à faible revenu, qui concentrent le gros des ressources de base du FIDA.

Les pays à revenu intermédiaire voient souvent leurs besoins passer entre les mailles du filet, car ils ne bénéficient généralement pas du traitement préférentiel accordé aux pays à faible revenus. Ces pays ont pourtant besoin d'aide pour réaliser les ODD n°1 et n°2 auprès de certains groupes sociaux (notamment les populations autochtones). Un certain nombre de pays à revenu intermédiaire sont des petits États insulaires confrontés à une menace existentielle, celle de chocs climatiques graves et continus. Nombre d'entre eux sont également accablés par des ratios dette-PIB élevés qui leur bloquent l'accès à des financements concessionnels. Si je suis élue, le FIDA concevrait sous ma direction de nouvelles stratégies souples pour aider ces États à accéder à des financements appropriés, y compris des financements climatiques pour renforcer leurs mesures d'adaptation de l'agriculture rurale.

Enfin, les relations du FIDA avec les pays à revenu faible ou intermédiaire doivent être porteuses de développement inclusif et de justice sociale. Je soutiens fermement la décision du FIDA d'intégrer dans tous ses programmes et initiatives, à titre de thème transversal, le sort des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des populations autochtones. Si je suis élue, je poursuivrai cette politique, que j'entends élargir aux personnes âgées des communautés rurales, celles-ci constituant parfois l'essentiel des petits exploitants ruraux pauvres.

Original : anglais

Ajay Seth, IAS
Secrétaire

Gouvernement de la République de l'Inde
Ministère des finances
Département des affaires économiques

Monsieur,

Je vous écris au sujet de l'élection à venir du Président ou de la Présidente du Fonds international de développement agricole (FIDA). En ma qualité de Gouverneur pour l'Inde, j'ai le plaisir de vous informer que le Gouvernement de la République de l'Inde a proposé la candidature de **M. Shobhana Kumar Pattanayak** aux fonctions de Président du FIDA.

2. M. Pattanayak est titulaire d'un doctorat en sécurité alimentaire, a accompli de nombreuses missions en faveur du développement (dans la transformation de l'agriculture et du monde rural notamment) sur le terrain en Inde au cours de sa longue carrière, et a acquis une vaste expérience au service des organismes internationaux ayant leur siège à Rome. Il a assuré la direction du Département de l'agriculture de la coopération et du bien-être des agriculteurs, rattaché au Ministère de l'agriculture du Gouvernement de la République de l'Inde. Il a participé de manière active aux initiatives stratégiques dans le cadre de la collaboration qu'il a poursuivie à divers titres avec des organismes internationaux comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA).

3. Sa réussite professionnelle, ses compétences, ses capacités de direction et ses qualités humaines, son intégrité, sa connaissance approfondie des thématiques se rapportant au développement agricole à l'échelle internationale, conjuguées à une capacité de travail exceptionnelle, en font le candidat idéal pour assumer la direction du FIDA avec la plus haute efficacité – et maintenir un niveau de gouvernance à la hauteur de la mission du FIDA.

4. Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de bien vouloir prendre officiellement acte de la candidature de M. Shobhana Kumar Pattanayak et de donner à celle-ci les suites appropriées. Je joins à la présente son curriculum vitæ, accompagné des réponses écrites qu'il a fournies aux questions posées par le FIDA.

5. Veuillez agréer les assurances de ma très haute considération.

(signé)
(Ajay Seth)

Monsieur Luis Jiménez-McInnis
Secrétaire
Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
000142 Rome (ITALIE)
P. J.: Comme indiqué ci-dessus

CURRICULUM VITÆ



M. Shobhana Kumar Pattanayak
Ancien Secrétaire, Département de l'agriculture, de la
coopération et du bien-être des agriculteurs
Ministère de l'agriculture
Gouvernement de la République de l'Inde
New Delhi (INDE)

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Date de naissance: 23 septembre 1958
Situation matrimoniale: Marié
Téléphone: + 91 948 081 3891
Courriel: shobhanpattanayak@gmail.com

ÉTUDES ET FORMATION

Études et formation

- Doctorat en sécurité alimentaire. Intitulé de la thèse: *Policy Options for a Food Secure World – International Experience and its relevance for Developing Countries including India*, 2016.
- Diplôme du cycle international d'administration publique, École Nationale d'administration (ENA), Paris (France), 2004. Spécialisation: finances publiques.
- Diplôme de langue française, Centre d'approches vivantes des langues et des médias, Université de Clermont-Ferrand, Vichy (France), 2003.
- Diplôme d'études supérieures en droit de l'environnement, École nationale de droit de l'Université de l'Inde, Bangalore (Inde), 2002.
- Maîtrise (avec mention) en biologie, Institut Birla pour l'étude des technologies et des sciences, Pilani (Inde), 1979.

Compétences linguistiques

- Anglais: parlé couramment, excellente maîtrise de la compréhension et de l'expression orale et écrite.
- Français: parlé, niveau modeste en compréhension et en expression écrite.
- Langues indiennes: parfaite maîtrise de l'hindi, du kannada et de l'odia; niveau modeste en bengali (langue également parlée en République populaire du Bangladesh).

RÉSUMÉ DE CARRIÈRE

Capacités de direction

En tant que fonctionnaire à l'échelle locale, infranationale, nationale et internationale, M. Pattanayak s'est acquitté d'une grande diversité de missions, et s'est vu confier des responsabilités accrues au fil des quelque 36 années qu'il a passées au service de la fonction publique indienne. Il a acquis une vaste expérience en matière de contribution au processus décisionnel dans le cadre de sa collaboration à divers titres avec des organismes internationaux comme **l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA)**. Il a défini l'orientation stratégique, opérationnelle et financière d'institutions centrales et d'États, et a mobilisé d'importantes ressources humaines, financières et matérielles qui ont permis d'atteindre avec succès les objectifs en matière de réduction de la pauvreté, de développement agricole et d'amélioration de la qualité de vie des populations rurales démunies en Inde. Il possède une vaste expérience en matière de mobilisation des ressources, de gestion des dons et des prêts, et de création de partenariats avec des organismes internationaux de développement, des gouvernements, des ONG, le secteur privé et des établissements de recherche. Il possède une connaissance approfondie du système des Nations Unies, des institutions financières internationales, des institutions multilatérales et bilatérales de développement, des gouvernements et des institutions infranationales. M. Pattanayak a mis en place, appuyé, accompagné, guidé et dirigé des équipes pluridisciplinaires dans des environnements diversifiés et complexes aux niveaux local et mondial. Il a occupé plusieurs postes de direction au sein du Gouvernement indien, y compris le poste à très haute responsabilité de Secrétaire du Département de l'agriculture, de la coopération et du bien-être des agriculteurs (Inde).

Compétences en matière de développement

Au cours du mandat de M. Pattanayak en tant que Secrétaire du Département de l'agriculture, de la coopération et du bien-être des agriculteurs, la République de l'Inde s'est dotée d'un nouveau cadre stratégique et a défini une nouvelle vision de l'action à mener pour « **doubler le revenu des agriculteurs** ». Dans le cadre de ce projet, de nombreuses initiatives ont été lancées avec succès, telles que les « Soil Health Cards » [guides à destination des agriculteurs], le programme d'assurance-récolte à prix abordable, l'e-National Agriculture Market (une plateforme électronique pour la détermination des prix et la commercialisation des produits agricoles), et le plan d'intervention en faveur d'une « Révolution des légumineuses », en coordination avec les gouvernements et les organismes des différents États, plusieurs collaborateurs, ainsi que des organisations scientifiques financées par les pouvoirs publics et le secteur privé. Il a acquis une vaste expérience en matière de gestion de projets dans les domaines de l'agriculture, de l'horticulture, des pêches, du développement des bassins versants, de la gestion des ressources naturelles, de l'écologie et de l'environnement, du développement socioéconomique des communautés tribales et vulnérables, de la mise en œuvre de programmes sociaux et de la création d'infrastructures rurales. M. Pattanayak a à son actif des résultats diversifiés et solides en matière d'administration pour le développement, notamment dans le domaine de l'agriculture.

Savoirs techniques

M. Pattanayak dispose d'une expérience en matière de conception et de gestion de projets issus de portefeuilles couvrant de multiples disciplines. Il a apporté une contribution technique de fond dans le cadre de projets multisectoriels de réduction de la pauvreté et de développement rural plaçant au premier plan le développement communautaire, la sécurité alimentaire, le développement des bassins versants, la diversification et l'intensification de l'agriculture, en particulier dans les zones non irriguées et les terres arides, la poursuite de réformes agraires, de programmes de mobilisation sociale et le rassemblement de femmes et de populations vulnérables en groupes d'entraide pour faciliter les activités de microcrédit et favoriser l'autonomisation. Il a mené de nombreuses activités de sensibilisation auprès du Gouvernement afin de promouvoir l'intégration de politiques favorables aux pauvres, de réformes de la gouvernance, et du renforcement des capacités des institutions et des individus.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

**Secrétaire
Département de l'agriculture
de la coopération et du bien-être des agriculteurs,
Ministère de l'agriculture, New Delhi (Inde)**

**Février 2016- septembre 2018
New Delhi**

Chef du Département et conseiller principal du Gouvernement central sur toutes les questions ayant trait aux politiques et à la gestion dans le domaine de l'agriculture en Inde. Responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et programmes nationaux visant à atteindre une croissance agricole rapide par l'utilisation optimale des terres, de l'eau, des sols et des ressources naturelles du pays, l'objectif étant d'améliorer les conditions de vie des petits exploitants agricoles et de préserver leurs moyens d'existence, ainsi que d'assurer la sécurité alimentaire du pays. Définition d'une orientation stratégique, opérationnelle et financière pour les gouvernements et les institutions au niveau fédéral et à celui des États, au service des populations rurales démunies et dans le souci de faire reculer la pauvreté, de développer l'agriculture, d'accroître les revenus et d'améliorer la qualité de vie.

- Membre du Conseil d'administration et du Comité d'audit de l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) à Hyderabad au cours de la même période.
- Membre du Conseil d'administration du Conseil indien pour la recherche agricole (ICAR).
- Responsabilité décisive dans la création du centre de recherche régional de l'Institut international de recherches sur le riz (IIR), dont le siège est situé aux Philippines, à Varanasi, dans l'État d'Uttar Pradesh (Inde).
- Président du Conseil exécutif et Vice-Président du Conseil général de l'Institut national pour la gestion de la vulgarisation agricole, Hyderabad.
- Président du Comité exécutif de l'Institut national d'étude de la commercialisation des produits agricoles (NIAM), Jaipur.
- Président du Comité de direction de l'Office national de l'horticulture, Gurgaon.

**Secrétaire en chef additionnel
Département de l'intérieur
Gouvernement de l'État de Karnataka (Inde)**

**Juillet 2013-janvier 2016
Bangalore**

Définition de l'orientation stratégique du Gouvernement; responsable du bon déroulement des activités du Ministère de l'intérieur, y compris la sécurité intérieure au niveau de l'État, le respect de la loi et le maintien de l'ordre, la prévention et le dépistage de la criminalité, y compris les infractions commises contre des femmes, des enfants, et des personnes appartenant à des groupes vulnérables.

Secrétaire principal
Ministère de l'énergie
Gouvernement de l'État de Karnataka, Bangalore (Inde)

Janvier 2013-juin 2013
Bangalore

Responsable de l'approvisionnement continu en électricité de diverses parties prenantes, dans le secteur agricole notamment, grâce à la mise en place d'une coordination avec les producteurs d'énergie (hydroélectrique, thermique, solaire et éolienne), ainsi que les opérateurs de réseaux de transport et de distribution d'énergie. Appui aux décisions stratégiques du Gouvernement concernant le secteur de l'énergie.

Ministre (agriculture)
Ambassade de l'Inde, Rome (Italie)

Novembre 2009- décembre 2012
Rome

et Représentant permanent suppléant de la République de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Fonds international de développement agricole (FIDA) à Rome

Participation active à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques et des activités de la FAO, du PAM et du FIDA au cours de cette période. Direction et coordination des activités menées par différentes équipes de ces organismes à divers titres: Chef de la délégation du Comité de l'évaluation du FIDA dans le cadre de la visite sur le terrain au Brésil (2011) et au Ghana (2012), Chef de la délégation du Conseil d'administration du PAM dans le cadre des visites sur le terrain au Bangladesh (2011) et en Colombie (2012), et membre de la délégation du Conseil d'administration du PAM à la réunion conjointe des conseils d'administration et à la réunion conjointe des bureaux au siège de l'ONU, à New York (2012).

Participation à un vaste champ d'activités de gouvernance au sein des trois organismes des Nations unies pour l'agriculture, qui ont leur siège à Rome, sous la forme de conseils techniques en qualité de membre et dans le cadre de la direction d'importants organes directeurs des trois organismes, avec pour thématiques principales, dans le cas de la FAO, la transformation organisationnelle, l'examen des orientations stratégiques et les activités aux fins de la décentralisation effective des services. M. Pattanayak a exercé les fonctions suivantes auprès des trois organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome:

- **Président du Comité de l'agriculture, FAO, 2010-2012, Rome**
- **Membre du Comité financier, FAO, 2009-2011 et 2011-2013, Rome**
- **Membre du Conseil de la FAO, 2011-2014**
- **Président du Conseil d'administration, PAM, 2012, Rome**
- **Membre du Conseil d'administration, PAM, Rome**
- **Président du Comité de l'évaluation, FIDA, 2011-2012, Rome**
- **Membre du Conseil d'administration, FIDA, 2009-2012, Rome**
- **Membre du Groupe de travail sur l'application de conditions mixtes par le FIDA, FIDA, 2012, Rome**
- **Membre de la commission de recrutement concernant la sélection du Directeur ou de la Directrice du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, Rome**
- **Représentant de la République de l'Inde au Sommet mondial de l'alimentation, 2009**

Chef de mission
Mission nationale pour l'horticulture
Ministère de l'agriculture, New Delhi (Inde)

Novembre 2005-octobre 2009

Chef de la Mission nationale pour l'horticulture en Inde au niveau national; participation à la définition de politiques et à la mise en œuvre de programmes.

Contribution à la diversification du secteur agricole traditionnel par la promotion de l'horticulture (fruits, légumes, culture de grandes plantations, plantes médicinales et aromatiques, fleurs, apiculture, etc.) et des cultures de grande valeur, avec la diffusion de technologies dernier cri, l'établissement d'infrastructures et de liens avec les marchés, la réduction des pertes après récolte, et la promotion de l'utilisation efficiente de l'eau dans l'agriculture.

Allocation de ressources de manière à obtenir les résultats escomptés en temps voulu; préparation, exécution et suivi des budgets au niveau national dans le cadre du développement global du secteur horticole.

Président
Régie des eaux et de l'assainissement de Bangalore
Bangalore(Inde)

Septembre 2004-octobre 2005
Bangalore

Responsable de la couverture des besoins en eau potable et des installations d'assainissement de Bangalore (Inde), une ville comptant environ huit millions d'habitants.

Élaboration d'une stratégie à long terme visant à répondre à la demande en eau et en assainissement de Bangalore, une ville en pleine croissance.

Négociation avec succès d'un emprunt de 600 millions d'USD auprès de la JBIC pour le volet approvisionnement en eau, et d'un emprunt de 200 millions d'USD auprès de la Banque mondiale pour le volet installations d'assainissement.

Commissaire de l'accise
Gouvernement de l'État de Karnataka
Bangalore (Inde)

Mars 2000-septembre 2003
Bangalore

Contribution à l'augmentation des recettes d'accise et des ressources financières du Gouvernement de l'État de Karnataka (52 millions d'habitants) en assurant une plus grande conformité à la législation fiscale.

Fourniture d'un soutien consultatif stratégique en vue de l'amélioration des capacités des services fiscaux et de la mobilisation de ressources à long terme.

Au cours de ce mandat de trois ans, les recettes perçues ont doublé, passant de 200 à 400 millions d'USD.

**Secrétaire du Gouvernement
de Karnataka (Inde),
Département de
l'écologie et de
l'environnement**

**Mai 1998-mars 2000
Bangalore**

Responsable de l'application de mesures en faveur du développement durable, conformément au programme Action 21 Soet aux conventions internationales.

Déploiement de projets d'action environnementale avec l'appui de la NORAD et de la GTZ, en faveur notamment de la réhabilitation de lacs en voie d'assèchement, du reboisement des terres dénudées et du développement de projets de pico-turbines hydrauliques.

Supervision et contrôle de l'agence pour l'environnement chargée de faire respecter les normes environnementales et les normes de contrôle de la pollution.

**Directeur du développement des bassins versants
et Directeur de l'horticulture
Gouvernement de l'État de Karnataka,
Bangalore (Inde)**

**Mai 1997-mai 1998
Bangalore**

Promotion de l'horticulture dans l'État de Karnataka (Inde), qui compte 61 millions d'habitants.

Mise en œuvre de techniques de gestion pour favoriser l'application de mesures de conservation des sols et des eaux dans les bassins versants en vue d'accroître durablement la production agricole dans les terres arides du Karnataka avec la contribution extérieure de la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse, de la Banque de développement KfW (Allemagne) et du Ministère du développement international du Royaume-Uni.

**Commissaire adjoint
District d'Uttar Kannada,
Karwar, État de Karnataka**

**Mai 1994-mai 1997
Karwar**

Chef du service de gestion des biens fonciers et des recettes du district; responsable de la mise en œuvre des programmes de développement rural axés sur la lutte contre la pauvreté et sur la réduction des disparités économiques et sexospécifiques au niveau du district.

Responsable de la planification, de l'exécution, de la supervision d'appui et du suivi des programmes de développement durable du district, y compris ceux portant sur les thématiques suivantes: réformes agraires, attribution des titres de propriété et sécurité foncière, gestion des ressources naturelles, intensification et diversification de la production agricole, développement de l'horticulture et de la sériciculture, délimitation des zones forestières, appui aux moyens d'existence, emploi rural, développement des infrastructures (les routes d'accès notamment), irrigation, gestion de l'eau sur l'exploitation, raccordement des villages isolés au réseau électrique, éducation universelle, prévention des maladies, services de santé génésique et infantile, le soutien nutritionnel, eau potable, assainissement et logement, commercialisation des produits forestiers non ligneux, protection des droits civils et des garanties des populations tribales (en particulier les femmes), et renforcement des institutions locales.

Supervision des activités de secours d'urgence et de relèvement à destination des personnes déplacées à la suite d'acquisitions foncières à grande échelle (projets de production d'électricité, développement de ports et d'autres infrastructures) et de catastrophes naturelles (inondations, cyclones, etc.).

**Secrétaire général
Université de Mysore, Inde**

**Mars 1993-avril 1994
Mysore**

Chef de l'administration de l'une des plus anciennes universités de l'Inde, fondée en 1916.

Responsable de l'attribution en temps opportun des diplômes universitaires, des diplômes d'études supérieures et du diplôme de doctorat aux chercheurs et aux étudiants en sciences humaines, en sciences, en médecine, en ingénierie, en droit et d'autres disciplines.

Commissaire adjoint et **Mars 1991-mars 1993**
Administrateur du Zilla Panchayat (autorité locale d'administration autonome)
District de Madikeri Kodagu, État de Karnataka (Inde)

Chef du service de gestion des biens fonciers et des recettes du district. Responsable de l'exécution des activités d'administration pour le développement, notamment en ce qui concerne l'agriculture et le développement rural, la réduction de la pauvreté, les programmes de protection sociale tenant compte du genre.

Responsable de la planification, de la coordination et du suivi des programmes, projets et activités liés aux réformes foncières, aux études cadastrales et à l'attribution de terres, à la gestion des ressources collectives, à la gestion efficiente du système de distribution publique, à l'application de la loi et au maintien de l'ordre, et à la conduite des réformes administratives.

Secrétaire, Autorité portuaire Paradip Port Trust **Septembre 1988-février 1991**
Paradip, État d'Odisha (Inde) **Paradip**

Chef d'administration d'un grand port situé sur la côte est de l'Inde qui compte environ 5 000 employés et traite chaque année environ huit millions de tonnes de fret (minerai de fer, charbon, calcaire, produits de la mer et céréales vivrières).

Responsable de la gestion des ressources humaines, des relations professionnelles, des questions juridiques, de la sécurité et des relations avec les autorités gouvernementales.

Directeur des pêches **Août 1987-septembre 1988**
État du Karnataka, Inde **Bangalore**

Responsable du développement durable du secteur des pêches de l'État de Karnataka (pêche continentale et pêche maritime), dont le littoral s'étend sur 300 kilomètres et les plans d'eau intérieurs représentent 0,61 million d'hectares.

Mise en œuvre du Projet d'appui à la pêche maritime indo-danois, financé par une aide extérieure, et du Projet de développement des pêches en réservoirs, appuyé par la Banque mondiale.

Directeur de projet **Mars 1986-août 1987**
Société pour le développement rural du district **Raichur**
Raichur, État de Karnataka (Inde)

Responsable de l'exécution de projets de lutte contre la pauvreté et de développement rural au niveau du district (projets de proximité).

Commissaire adjoint, **Septembre 1984-mars 1986**
Sous-division de Kundapur, État de Karnataka (Inde) **Kundapur**

Chef de la sous-unité administrative d'un district. Responsable de l'acquisition de terres, de l'attribution des droits fonciers, de l'administration foncière et du développement général du sous-district.

PARTICIPATION À DES RÉUNIONS OU ACTIVITÉS DES NATIONS UNIES ET DE SES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

2009

- Représentant de la République de l'Inde au Sommet mondial de l'alimentation, Rome.
- Membre de la délégation de la République de l'Inde au Conseil de la FAO en novembre 2009.
- Membre du Comité de l'évaluation du FIDA et participation à la visite sur le terrain en République de l'Inde, en décembre 2009.
- Membre élu du Comité financier de la FAO (2009-2011).
- Représentant de la République de l'Inde à la réunion du Conseil d'administration du PAM en novembre 2009.

2010

- Représentant de la République de l'Inde à toutes les réunions du Conseil de la FAO.
- Représentant de la République de l'Inde à toutes les sessions du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (PAM).
- Représentant de la République de l'Inde à toutes les sessions du Conseil d'administration du FIDA.
- En tant que membre du Comité de l'évaluation du FIDA, participation à la visite sur le terrain au Mozambique.
- Représentant de la République de l'Inde à la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique de la FAO organisée à Gyeongju, en République de Corée.
- Représentant de la République de l'Inde au Comité de l'agriculture et au Comité des produits de la FAO.
- Participation à toutes les réunions du Comité financier de la FAO.
- Participation à toutes les réunions du Comité de l'évaluation du FIDA.

2011

- Représentant de la République de l'Inde à toutes les réunions du Conseil de la FAO.
- Représentant de la République de l'Inde à toutes les sessions du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (PAM).
- Représentant de la République de l'Inde à toutes les sessions du Conseil d'administration du FIDA.
- En tant que Président du Comité de l'évaluation du FIDA, participation à la visite sur le terrain au Brésil.
- Participation à toutes les réunions du Comité financier de la FAO.
- Participation à toutes les réunions du Comité de l'évaluation du FIDA.
- Membre élu du Bureau du Conseil d'administration du PAM.
- En tant que membre du Bureau du Conseil d'administration du PAM, participation à la visite sur le terrain au Bangladesh.
- Participation à plusieurs consultations sur la reconstitution des ressources du FIDA.
- Participation, en tant que représentant de la République de l'Inde, à la réunion du G20

qui s'est tenue à Paris, en mars.

2012

- En tant que membre du Bureau du Conseil d'administration du PAM, participation à la réunion conjointe des conseils d'administration et à la réunion conjointe des bureaux au siège de l'ONU, à New York en janvier.
- Chef de la délégation indienne à la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique de la FAO qui s'est tenue à Hanoi, au Viet Nam.
- Président élu du Conseil d'administration du PAM pour l'année 2012.
- Chef de la délégation du Comité de l'évaluation du FIDA dans le cadre de la visite sur le terrain au Ghana, organisée du 24 au 30 juin 2012.
- Chef de la délégation du Conseil d'administration du PAM dans le cadre de la visite sur le terrain en Colombie, organisée du 5 au 13 septembre 2012.

FORMATION CONTINUE

- Programme de formation à mi-carrière à l'École des affaires publiques JFK, Université de Harvard et à l'École nationale d'administration LBS, Mussoorie (Inde), 2010.
- Gestion de l'environnement et des ressources naturelles, l'Institut IILM de formation intégrée en gestion, New Delhi, 2009.
- Droit administratif, École nationale de droit de l'Université de l'Inde, Bangalore, 2007.
- « L'OMC et le nouveau régime des échanges », Institut indien du commerce extérieur, New Delhi, 2002.
- Programme de gestion générale, Institut indien de gestion, Calcutta, 1997.
- « Restructuration de l'économie indienne – Répercussions », Institut indien de gestion, Bangalore, 1996.
- « Restructuration de l'économie indienne – Les répercussions », Collège de la fonction publique administrative de l'Inde, Hyderabad, 1994.
- Programme de développement rural, Institut Dr. MCR HRD de l'Andhra Pradesh, Hyderabad, 1991.
- Cours de perfectionnement en comptabilité de gestion, Institut indien de gestion, Bangalore, 1990.
- Cours (à unité de valeur) sur la banque de développement bancaire et les institutions, Institut national de gestion bancaire, Pune, 1989.
- Agriculture et développement rural, Institut indien de gestion, Lucknow, 1988.

PUBLICATIONS

- Coauteur d'un livre intitulé *Traditional Practices and Climate Change*, paru en 2014 chez Lambert Academic Publishing. ISBN-978-3-659-20975-8.
- « Evaluation of vertical and horizontal influences and their impact on environment change policies in India: A case study of two sectors - Pollution Control and Watershed Management », affiche présentée à la Conférence de Berlin sur les dimensions humaines des changements environnementaux à l'échelle mondiale, organisée en 2002 à Potsdam (Allemagne).
- « Possible enhanced conflict situations on account of climate change and water sharing: A case study of three states of India », 2004, compte-rendu de l'atelier international sur la sécurité humaine et les changements climatiques organisé par le Centre pour la recherche internationale sur le climat et l'environnement, Oslo, 21-23 juin 2005.
- « Institutions and Compensation for Ecosystem Services: A critical evaluation of sub-continent (India) scenario », 2006, Conférence scientifique ouverte, Partenariat pour l'étude scientifique du système terrestre, Beijing, présentation par affichage.
- « From Millennium to Sustainable Development Goals and need for institutional restructuring », (coauteur) *Current Science*, vol. 108, n° 6, 2015.

M. Shobhana Kumar Pattanayak

Question 1

En quoi vos compétences et votre expérience font-elles de votre candidature la bonne ? Quelles seraient les valeurs qui inspireraient votre action à la tête du FIDA ? Veuillez décrire votre style de gestion, le mode de collaboration que vous envisagez avec votre équipe dirigeante idéale et la manière dont vous comptez établir un bon environnement de travail dans l'Organisation.

Le monde actuel a besoin de solutions à la fois globales et novatrices pour remédier aux problèmes liés à sécurité alimentaire et à la nutrition, aux inégalités de revenu, à l'extrême pauvreté et aux situations de fragilité. Face à ces circonstances impérieuses, les organismes internationaux tels que le FIDA doivent se poser en pourvoyeurs de perspectives économiques aux populations rurales en mobilisant pour cela leur structure opérationnelle allégée et leur souplesse, leur connaissance approfondie des collectivités rurales et leur intérêt pour les groupes de population marginalisés.

Dans le droit fil de cette position, j'ai pour ambition de diriger le Fonds en prenant pour tremplin la réputation particulièrement solide dont l'institution en tant que chef de file mondial de la lutte contre la pauvreté en milieu rural par la transformation durable du monde agricole et rural. Pour que cette ambition devienne réalité, j'entends mener l'institution sur la voie de l'innovation financière et de l'efficacité opérationnelle continue.

Je dispose de plus de 35 années d'expérience pratique à l'échelle locale, nationale et internationale, au cours desquelles je me suis attaché à résoudre des questions liées à la transformation durable et inclusive du monde rural, avec pour enjeu central le développement de la petite agriculture. En tant qu'ancien Président du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (PAM), Secrétaire du Ministère fédéral de l'agriculture et du bien-être des agriculteurs du Gouvernement indien et membre du Conseil d'administration du FIDA, je connais très bien les débouchés qui s'offrent aux populations pauvres des zones rurales et les difficultés qu'elles rencontrent, et je sais combien l'action du FIDA est essentielle pour aider ces populations à améliorer leur sécurité alimentaire, leurs niveaux nutritionnels et leurs revenus, dans le contexte plus large des changements climatiques. En tant que Président du FIDA, mon action sera guidée par le principe visant à « **ne laisser personne de côté** » et

la nécessité de faire en sorte que l'accès à l'alimentation soit érigé en droit humain fondamental dans toutes les régions et toutes les collectivités.

Mon style de gestion consiste à offrir une direction et une orientation intellectuelles et stratégiques, mais également à responsabiliser et à déléguer les pouvoirs afin que la vision que je porte se traduise en actions à horizon temporel défini.

À cette fin, il est nécessaire de forger des partenariats avec toutes les principales parties prenantes pour tendre vers des objectifs communs. Dans le contexte du FIDA, il s'agirait d'instaurer une étroite coopération, un dialogue constructif et une coordination solide avec les représentants des États membres, en particulier avec le Conseil d'administration et les autres organes directeurs. Sans faire l'économie d'autres facteurs déterminants, mon style de direction accorde une large place aux décisions fondées sur des éléments des données factuelles et sur le mérite.

Dans le cadre de ma collaboration avec mon équipe dirigeante, j'instaurerai un climat permettant à chacun d'exprimer son point de vue librement et avec franchise, de proposer des méthodes originales et de remettre en question les acquis en vue de confirmer leur validité ou de mettre à jour les savoirs, mais également de cultiver un esprit de collégialité et de responsabilité.

Il ne saurait y avoir de réussite sans un environnement de travail adéquat; il conviendra d'ailleurs de tenir compte du fait qu'un peu moins de 50% des effectifs de l'institution sont affectés à des postes décentralisés. L'une des composantes clés d'un tel cadre tient à la recherche d'un équilibre satisfaisant entre vie professionnelle et vie privée pour tout le personnel de l'institution, avec au premier rang des priorités le respect mutuel, la transparence dans le processus de prise de décision, la volonté d'obtenir des résultats et le professionnalisme.

Dans le cadre de mes précédentes responsabilités au service des organes directeurs des trois organismes ayant leur siège à Rome, j'ai appris comment **asseoir une base relationnelle entre** les différentes parties prenantes, dans un environnement multiculturel, et comment **forger, entretenir et approfondir ces relations**, une expérience qui m'a permis d'exercer ma capacité à **résoudre les conflits et à cimenter un consensus** entre ces parties.

Question 2

Quelles leçons avez-vous retenues de votre parcours pour ce qui est de la réflexion stratégique et de l'élaboration de stratégies et de plans de développement, et comment comptez-vous les mettre à profit au service de la mission du FIDA ?

Au cours de mes fonctions en tant que président du Comité de l'évaluation et de membre du Conseil d'administration du FIDA, j'ai pu mesurer à quel point il est important de s'inspirer pleinement de l'expérience acquise pour améliorer l'efficacité du développement.

L'un de ces enseignements fondamentaux, qui se rapporte directement à la réflexion stratégique, consiste à s'appuyer sur les bonnes pratiques internationales et à encourager l'innovation. Au moment d'élaborer des stratégies et des plans de développement, il est primordial de faire en sorte que ceux-ci soient adaptés au contexte ainsi qu'au cadre d'action et à l'environnement institutionnel existant, mais également que les buts et les objectifs stratégiques qui y sont associés soient réalistes et réalisables. Ces stratégies et plans doivent reposer sur une théorie du changement solidement étayée, être assortis d'échéances précises, et comprendre les ressources nécessaires pour atteindre ces buts et objectifs.

Il importe en outre de consacrer une attention particulière à la mise en application des politiques et stratégies prévues. De manière générale, si les politiques sont adéquatement définies et approuvées sur le papier, celles-ci ne sont toutefois pas exécutées et gérées sur le terrain dans les délais prescrits. Il est d'autre part fondamental d'assortir les stratégies et les plans d'un cadre de gestion des résultats logique intégrant des indicateurs clés de performance faciles à suivre et se prêtant aisément aux activités de suivi et évaluation. La communication de rapports d'informations de manière périodique est essentielle, en ce que ceux-ci permettent de procéder aux ajustements à mi-parcours et de produire, *in fine*, les résultats et les impacts escomptés.

Pour servir la mission du FIDA, il convient d'amorcer la réflexion stratégique et l'élaboration des stratégies et des plans par une analyse approfondie des enseignements tirés des expériences passées et de recueillir des informations à cet égard. Ceux-ci doivent faire l'objet d'une traduction en actions concrètes en amont dans la conception et la mise en œuvre, ce qui suppose de renforcer *ex ante* les méthodes et les systèmes d'assurance qualité. En complément de ces activités, il conviendra d'adopter une approche plus large des programmes de pays en étoffant les activités hors prêt du FIDA, notamment l'élaboration des politiques et la gestion des savoirs, qui permettraient d'augmenter le volume des échanges Sud-Sud, de stimuler l'innovation, de promouvoir l'investissement dans les zones rurales, et de faire progresser la condition des populations rurales.

Question 3

Quelle vision avez-vous pour le FIDA ? Comment entendez-vous renforcer son rôle et son efficacité dans l'architecture de l'aide internationale, eu égard, d'une part, à la COVID-19, aux chocs économiques, aux changements climatiques et au recul de la biodiversité, et, de l'autre, aux objectifs de développement durable à l'horizon 2030, notamment l'élimination de la faim, la malnutrition et la pauvreté, y compris dans les contextes de grande fragilité ?

Si je suis élu Président du FIDA, ma vision reposera sur l'accroissement de l'impact et de l'efficacité des opérations du Fonds, ce qui nécessite d'accorder une attention et un intérêt accru à la mise en place de projets et d'activités de qualité susceptibles de produire des résultats durables sur le terrain et de favoriser l'optimisation de l'utilisation des ressources. L'amélioration de la production et de la productivité des petites exploitations agricoles des zones rurales, axée sur les conditions d'existence des populations rurales pauvres, notamment des catégories particulièrement défavorisées comme les femmes, les peuples autochtones, les minorités ethniques, les pasteurs, les personnes handicapées, et les jeunes ruraux, figure au cœur de ma vision. À cet égard, le développement des entreprises agricoles locales et l'affinement des pratiques de microgestion permettront de renforcer le sens des affaires des petits agriculteurs, qui aspirent à éliminer les facteurs de vulnérabilité, comme les mauvaises récoltes et d'autres types de risques.

Le renforcement du rôle et de l'efficacité du FIDA au sein de la communauté internationale requiert – selon moi – une action volontaire et concertée qui permettra de rationaliser ses opérations et à se recentrer sur sa mission centrale, comme prévu dans l'Accord portant création du FIDA.

J'ai travaillé sur plusieurs projets en Inde, un pays connu pour être une grande puissance agricole et dont le territoire présente une grande diversité agroclimatique. J'ai pris conscience que la compréhension de la complexité des régions agroclimatiques et de la manière dont elles sont définies (en fonction du type de sol, des ressources en eau, de la pluviométrie, des températures, etc.) constitue le préalable essentiel à l'élaboration des politiques. Il est dès lors nécessaire, si l'on souhaite maximiser la production agricole en tenant compte des ressources disponibles et des conditions climatiques prédominantes, de concevoir des technologies tenant compte des besoins et des spécificités des lieux géographiques.

Compte tenu de l'évolution de la scène internationale depuis la création du FIDA dans les années 1970, et considérant l'Accord portant création du FIDA, je souhaiterais que le Fonds

donne priorité aux domaines correspondant au champ de ses capacités de base, de son expérience antérieure et de ses spécialités. Il s'agira, entre autres, de se concentrer de façon plus étroite sur l'investissement dans les innovations techniques résilientes face au climat destinées à accroître la productivité, de tirer parti des technologies numériques pour les mettre au service des populations rurales, de renforcer l'inclusion financière et de faciliter l'accès au capital, d'encourager la création de petites infrastructures dans les zones rurales les plus reculées, d'ouvrir l'accès aux marchés d'intrants et de produits, et de renforcer les capacités des institutions locales, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.

Les partenariats joueront un rôle de premier plan et la complémentarité des opérations sera assurée à tous les niveaux grâce à l'appui de l'ensemble du système des Nations Unies, notamment des organismes ayant leur siège à Rome (OSR). Les partenariats avec les institutions financières internationales et régionales seront essentiels pour mobiliser des cofinancements et coordonner les interventions de manière à produire de meilleurs résultats aux niveaux des pays et des régions. Il conviendra également d'accorder une attention particulière au développement du secteur privé et à la participation à la transformation du monde rural. Si le FIDA a récemment déployé un programme axé sur les opérations non souveraines avec le secteur privé, il conviendrait de transposer ce dernier à plus grande échelle et d'en assurer une meilleure intégration dans l'approche globale axée sur les programmes de pays.

S'il existe un lien indissociable entre les 17 objectifs de développement durable, le FIDA devra néanmoins, compte tenu de sa mission, polariser ses opérations sur un faisceau plus restreint d'objectifs, les deux premiers en particulier. Les objectifs de développement durable doivent constituer le cadre général des politiques, des stratégies et des opérations du FIDA, en particulier au niveau des pays.

Dans la mesure où la base des ressources du FIDA est relativement limitée, le Fonds devrait également intensifier ses actions de plaidoyer et mettre l'accent sur l'élaboration des politiques afin d'augmenter le volume des fonds émanant d'acteurs nationaux et étrangers qui sera investi dans les activités contribuant à la réalisation des deux premiers objectifs de développement durable.

Pour ce qui est, en particulier, des contextes de fragilité, il conviendrait de réaliser une analyse approfondie de la fragilité pour chaque intervention du FIDA, et de simplifier la conception des projets afin d'assurer leur exécution fructueuse et d'obtenir les résultats escomptés. Grâce à l'expérience pratique que j'ai acquise en travaillant dans plusieurs zones de conflit en Inde, notamment dans des États frappés par des insurrections de partis de gauche, je suis en mesure de mieux décrypter les enjeux posés par la situation géopolitique actuelle. Il aura lieu de mettre en place des mécanismes institutionnels innovants, en particulier dans les contextes où les capacités et le périmètre d'action des pouvoirs publics sont limités. Il pourrait notamment s'agir de forger des partenariats avec des organismes de développement (le PAM par exemple), sans que le FIDA prenne part aux activités humanitaires, car ces organismes sont investis d'une mission humanitaire et sont rompus à l'exécution d'interventions dans des situations de conflit. Les nouveaux dispositifs, à l'image de l'Initiative de riposte à la crise, qui ont été conçus spécialement pour résorber les crises qui touchent les pays pauvres ébranlés par les chocs économiques, la guerre, les changements climatiques, etc., et doivent être renforcés.

Question 4

Si votre candidature est retenue, comment entendez-vous préserver la viabilité financière du Fonds et mobiliser des ressources supplémentaires (au profit notamment des pays les pauvres, compte tenu des contraintes économiques), de sorte qu'il puisse remplir sa mission et tirer parti de ses avantages comparatifs ? Comment le FIDA pourrait-il approfondir encore sa coopération avec les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ?

La viabilité financière du FIDA et la mobilisation des ressources sont essentielles pour que le Fonds puisse s'acquitter de sa mission et contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable. J'axerai mon attention sur trois éléments clés, qui permettront également de resserrer la coopération avec les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire. Ces éléments sont les suivants:

- (i) Accorder la priorité à la mobilisation des ressources de base par la voie de consultations périodiques sur les reconstitutions des ressources. En dépit des difficultés économiques que connaissent les États membres du FIDA, les ressources de base doivent demeurer le socle du modèle financier du Fonds. Outre l'important volume de ressources provenant des donateurs traditionnels, il serait possible de tirer parti du potentiel inexploité que représentent les économies émergentes aux fins de la mobilisation des ressources. La concrétisation de cet objectif nécessitera toutefois d'accorder une plus large place aux partenariats et à la coopération entre les trois listes (A, B et C) dans lesquelles sont répartis les États membres du FIDA et de faire preuve de concision dans l'énoncé de la vision et des priorités stratégiques de l'institution, qui sont approuvés pour chaque cycle de reconstitution. Il y aura également lieu de réformer la structure de gouvernance du FIDA, afin que les pays de chaque liste aient la possibilité de contribuer à la définition des politiques et au contrôle du Fonds. Si la réforme de la gouvernance de toute organisation multilatérale constitue un défi de taille, plus de 40 ans après la création du FIDA et compte tenu de l'évolution de l'architecture mondiale depuis les années 1970, le prochain Président ou la prochaine Présidente du Fonds devra reconsidérer la gouvernance de l'institution pour faire en sorte que celle-ci conserve toute sa pertinence et toute son efficacité.
- (ii) Le FIDA dispose d'une large marge de manœuvre pour mobiliser des financements supplémentaires en faveur des projets sous la forme de cofinancements octroyés par d'autres organismes de développement, à commencer par la Banque mondiale et les banques régionales de développement. Si le FIDA a établi des partenariats de longue date avec des acteurs traditionnels (par exemple, la BAfD, la BASD, la BID et la Banque mondiale), de nouvelles banques de développement (établies relativement récemment) comme l'AIIB, la BERD, la BEI et la NDB, recèlent également des ressources financières considérables, restées largement inexploitées par le Fonds. D'autres institutions de financement du développement offrent également des possibilités de cofinancement, mais n'ont pas encore été intégrées à la stratégie du FIDA en la matière (par exemple, la FONPLATA en Amérique latine, la Banque de commerce

et de développement de la mer Noire, et plusieurs autres établissements). L'adoption d'une stratégie d'ouverture des cofinancements – y compris ceux émanant du secteur privé – permettrait au FIDA d'élargir son programme de travail global et de reproduire à plus grande échelle les projets pilotes ayant obtenu les résultats attendus, ce qui permettrait d'améliorer les résultats en rapport avec les cibles des objectifs de développement durable. Des initiatives similaires peuvent être lancées avec l'appui du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du Fonds vert pour le climat et du Fonds pour l'adaptation, l'objectif étant de tirer parti des fonds mondiaux pour le climat pour faire face aux changements climatiques et à la perte de biodiversité. Les possibilités de coopération Sud-Sud et triangulaire peuvent être examinées de manière approfondie avec la participation active des États membres.

- (iii) Les emprunts auprès de sources souveraines sont aujourd'hui une réalité. Le FIDA est parvenu à mobiliser des prêts auprès des États et d'autres institutions apparentées. À l'avenir, il conviendrait de maintenir ce mécanisme dans la stratégie de mobilisation des ressources du FIDA. Je m'attacherai à dialoguer avec les États membres sur le sujet de l'emprunt auprès de sources non souveraines. Pour autant, il ne faudra pas que le recours à ces emprunts ne dénature la mission fondamentale du Fonds et ne l'éloigne de ses priorités de base, comme définies dans l'Accord portant création du FIDA.
- (iv) La sauvegarde de la viabilité financière du FIDA requiert une évaluation plus approfondie du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD). Bien entendu, le soutien du FIDA est vital pour les pays surendettés; cependant, cette situation exerce aujourd'hui une pression considérable sur la base de ressources du FIDA. Je pense que nous devons nous tourner vers des solutions nouvelles et des instruments innovants qui permettraient d'alléger la dette de ces pays sans compromettre la viabilité financière du FIDA.

De manière générale, l'expertise que j'ai acquise à la faveur de mes activités auprès d'organismes nationaux et internationaux, ainsi que mes années de participation

active au service du FIDA, s'avérera utile pour parvenir à une relation mutuellement bénéfique que ce soit dans le cadre de l'établissement des projets, l'instauration de partenariats avec diverses institutions financières et l'encadrement financier des politiques complexes. J'aspire à ce que tous les États membres puissent tirer profit de manière égale et satisfaisante des décaissements de ressources réalisés par le FIDA, ainsi que des projets de développement de l'agriculture et du monde rural.